

COMMISSION de Législation civile et criminelle

(ANNÉE 1925)

4925  
Commission de  
législation civile  
et criminelle

Procès-verbaux

6<sup>ème</sup> registre

Président :

M. BOUVIN-CHAMPEAUX.

Vice-Présidents :

MM. RATIER (Antony), POULLE (Guillaume).

Secrétaires :

MM. PENANGIER, MORAND.

Membres :

MM.

ALBERT FOUILLOUX.  
BLAIGNAN. (BONNEVAY)  
CALMEL.  
CATALOGNE. (CHÉRE)  
CHAUTEMPS (Alphonse). (BENOIT)  
CRÉMIER (Fernand).  
DELANAT (Jules). (DAUTHY)  
DURLANTIER.  
ECCARD.  
EMILE MAGNIEN.  
FENOUX.  
GARDEY (Abel).  
GRAND.  
GUILLAUME CHASTENET.

MM.

GUILLIER.  
HELMER.  
DE LAS CASES (Emmanuel)  
LAURAINÉ.  
LEBERT. (LEBLANC)  
LEMARIÉ.  
LISBONNE.  
LUGOL.  
MARTIN (Louis).  
MAZURIER. (Mojan Louis)  
PÈRES.  
POL-CHEVALIER.  
RABIER (Fernand).  
RICHARD.  
VALLIER.



SENAT

Commission de législation  
Civile et Criminelle.





1

# Commission de législation civile et criminelle.

5<sup>ème</sup> Registre des procès-verbaux  
(1<sup>er</sup> Trimestre de 1925 ~~extraordinaire~~)

109<sup>ème</sup> Séance

Séance du mercredi 4 mars 1925.

Présidence de M. Bovin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Bovin-Champeaux, président,  
Pouille, vice-président, Pol Chevalier, Magurier,  
Calmel, Lemarié, Fouilloux, de Las Cases, Rabier,  
Helmer, Lisbonne, Eccart et Jean Richard.  
Excusés : MM. Fenoux, Ratier, Morand et Penancier.

## I

Affaire nouvelle M. Calmel est désigné, en remplacement de M. Penancier, comme rapporteur provisoire du projet de la proposition de loi sur la transcription et l'inscription des contrats générateurs de droits réels. (Imprimés 132 et 296 de 1915 - n<sup>os</sup> 77 et 78 du registre d'ordre).

## II

Nationalité des descendants d'étrangers en Alsace-Lorraine M. Lisbonne donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. le général Stahl et plusieurs de ses collègues, tendant à reconnaître le bénéfice de la nationalité française aux descendants d'étrangers non ressortissants d'un Etat allemand et ayant acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914. (Imprimé 84 de 1925 - n<sup>o</sup> 299 du registre d'ordre)



(Le rapport est approuvé - M. Lisbonne est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

### III

Amnistie des ex-allemands. M. Poulla donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie pleine et entière pour les infractions prévues par l'article 230 du Code de justice militaire, commises par des personnes françaises en vertu de la loi française et précédemment considérées comme allemandes par la loi allemande.  
(Imprimé 63 f de 1924 - n° 290 du registre d'ordre).  
(Le rapport est approuvé - M. Poulla est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

### IV

Subrogée-tutelle. La commission poursuit l'étude de la proposition de loi de M. Guittier tendant à compléter l'article 420 du Code civil.  
(Imprimé 525 de 1924 - n° 285 du registre d'ordre).  
M. Pol Chevalier expose à nouveau que la proposition de M. Guittier a pour but de rétablir l'ancien second alinéa de l'article 420 du Code civil, que la loi du 20 mars 1917 a omis de rétablir. Sur ce point il n'y a aucune difficulté. Mais il faut aussi rectifier un certain nombre d'autres articles, soit parce que des erreurs ou des omissions matérielles s'y sont glissées en 1917, soit parce que la réforme de 1917, qui a admis les femmes à la tutelle, s'y applique.  
Il propose s'autoriser, même du vivant



3

des père et mère l'un d'eux de choisir un tuteur aux enfants lorsque son conjoint est aliéné.

M. Fouilloux demande ce qui se passera si ~~ce~~ conjoint revient plus tard à la raison.

M. Pol Chevalier répond que le problème se pose dès maintenant dans les mêmes formes.

Si, à la mort de la mère, le père est aliéné, le conseil de famille désignera un tuteur autre aux enfants, et le père peut revenir à la raison.

M. Boivin-Champeaux, président, demande à M.

Pol Chevalier ce que pensent sur ses propositions et M. Guillier et la Chancellerie.

M. Pol Chevalier répond qu'il ne l'a pas consulté, mais qu'il espérait que M. Guillier assisterait à la présente séance de la Commission.

M. le président répond que M. Guillier est retenu à la Commission des finances, il ajoute qu'à son avis, la Commission de législation ne peut statuer sans connaître l'avis de la Chancellerie.

M. Pol Chevalier explique que la règle d'après laquelle le conseil de famille doit, pendant toute la minorité du pupille se réunir là où s'est ouverte la tutelle <sup>peut être</sup> fort gênante pour les membres de ce conseil.

On est obligé d'y appeler des parents éloignés ou d'y faire intervenir des mandataires munis d'instructions spéciales.

M. Jean Richard appuie l'observation de M. Pol Chevalier. Si un fonctionnaire originaire de la métropole meurt à Dakar, le



4/  
conseil de famille est organisé à Dakar et si  
plus tard l'un des enfants, encore mineur et  
demi orphelin, se marie, c'est à Dakar que  
se réunit le conseil de famille qui donnera  
l'autorisation au mariage, bien qu'aucun  
membre des familles paternelle et maternelle  
ne soit plus au Sénégal : le cas s'est présenté.  
M. Lemarié fait une déclaration sans  
le même sens : un colonel de gendarmerie  
ayant été tué au Maroc, sa veuve organisa  
au Maroc le conseil de famille des enfants,  
puis revint à St Servan, sans sa famille.  
Plus tard, il y eut lieu de réunir à  
nouveau le conseil de famille. Le procureur  
de la République de St Malo autorisa le  
juge de paix local de réunir sur place ce  
conseil, mais c'était une entorse à la loi.  
M. Fouilloux estime, au contraire, qu'il est  
bon que le conseil de famille d'un  
mineur se réunisse toujours au même  
chef-lieu de canton, parce que c'est là  
que sont réunies les archives du conseil de  
famille, au greffe de la justice de paix.  
M. Jean Richard répond qu'on peut toujours  
se procurer des copies des procès-verbaux  
des délibérations antérieures : cela peut  
s'obtenir par correspondance.  
M. Fouilloux objecte que cette copie pourrait  
entraîner des frais très élevés, parce que  
les pièces sont parfois nombreuses.  
M. Jean Richard ajoute que le législateur  
est déjà entré dans la voie de la non  
fixité du conseil de famille : aux termes du



treizième alinéa de l'article 389 du Code civil (loi du 2 juillet 1907), lorsqu'un enfant naturel n'a pas été reconnu, le tribunal civil qui fait fonctions de conseil de famille de cet enfant est celui de la résidence de l'enfant; or, cette résidence varie au cours de la minorité de cet enfant.

M. Pol Chevalier compare les avantages et les inconvénients des deux systèmes. Il lui semble que la solution actuelle du Code civil mécontente les membres du conseil de famille sans sauvegarder les intérêts de l'enfant: si les membres présents lors de la réunion du conseil de famille sont des mandataires ayant reçu un mandat impératif, à quoi bon la délibération?  
(L'article 407 du code civil est réservé)

M. Pol Chevalier signale un arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 9 juillet 1924, publié dans la Gazette des Tribunaux du 1<sup>er</sup> février 1925 et dans la Loi du 22 février 1925. Une femme est divorcée et s'est remariée; à la mort de son premier mari, elle convoque le conseil de famille pour décider que son second mari sera co-tuteur des enfants du premier lit, puisqu'elle est tutrice de droit. Le conseil de famille a décidé que la tutelle ne lui serait pas attribuée parce qu'elle n'avait pas convoqué ledit conseil avant la célébration de son second mariage: or à cette date, la tutelle n'était pas ouverte. La Cour de Paris a confirmé la délibération du conseil de famille, s'étant



laisse influencer par les faits. Il y aurait lieu de combler là une lacune de la loi, comme le pense M. Courtois, commentateur de l'arrêt dans la Gazette des Tribunaux.

M. Pouille estime qu'il en serait ainsi si l'arrêt émanait de la Cour de Cassation, mais la Cour d'appel de Paris ne réalise pas l'unité de la jurisprudence et il n'y a pas lieu de se préoccuper de ce cas d'espèce.

(La commission décide de ne pas légiférer sur ce point).

M. Pol Chevalier propose d'ajouter un alinéa prévoyant la nomination d'un nouveau subrogé-tuteur ou d'une nouvelle subrogée-tutrice au cas où le tuteur épouserait la subrogée-tutrice ou au cas où la tutrice épouserait le subrogé-tuteur. (adopté).

La commission décide qu'elle reprendra l'étude de cette affaire lorsqu'elle aura l'avis du Gouvernement et charge M. Pol Chevalier de consulter M. le Directeur des affaires civiles au ministère de la justice.

#### V

Transcription  
obligatoire.

La commission poursuit l'étude de la proposition de loi de MM. Milan, Loubet, Machet et Gallier, tendant à rendre obligatoire la formalité de la transcription (Imprimé 540 de 1924 - 1293 du registre d'ordre).

M. Pol Chevalier rappelle qu'il n'y a pas de sanction au défaut de



transcription en matière immobilière, sans l'insopposabilité du contrat aux tiers et l'éviction éventuelle.

Un premier rapport a été déposé, le ministère des finances a élevé des objections, le ministère de la justice en a soulevé d'autres. Il y a donc lieu de préparer un rapport supplémentaire qui tiendra compte de ces observations dans la mesure qu'il convient.

M. Lemaire constate qu'en effet il est parfois difficile d'établir des actes de propriété, parce que des contrats n'ont été ni transcrits, ni même enregistrés.

M. Pol Chevalier estime qu'il devrait y avoir une sorte d'état civil de la propriété immobilière, comme cela existe dans plusieurs pays étrangers. Il donne lecture de son projet de rapport supplémentaire. La commission décide qu'elle reprendra l'étude de cette affaire lorsque M. Pol Chevalier aura consulté à son sujet M. le directeur des affaires civiles au ministère de la justice.

VII

Accaparement. M. Pouille expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 419 et 420 du code pénal et d'instituer la déclaration obligatoire des ententes commerciales ou industrielles (Imprimé 183 de 1924 - n° 270 du registre d'ordre). L'article 419 du code pénal vise ceux qui ont employé des moyens illicites



pour opérer la hausse ou la baisse du prix des denrées, marchandises, papiers ou effets publics, par des faits faux ou calomnieux, par des suroffres etc... Sur les dispositions de cet article on n'a fait aucune objection. Mais la Chambre des députés a voté une addition visant les offres jetées sur le marché à l'effet de fausser les cours. Des spéculateurs effondrent les cours d'une denrée ou d'une valeur pour acheter à vil prix et faire ensuite remonter les cours. Mais il peut y avoir des cas où cette manœuvre ne suppose pas une intention délictueuse : quand on a voulu faire remonter le franc on a jeté sur le marché une grande quantité de dollars et de livres.

En ce qui concerne l'accaparement proprement dit, on se rappelle l'affaire des cuivres et l'affaire des sucres. M. de Santa-Maria avait accaparé les sucres, mais, comme il avait agi seul, comme il n'y avait pas eu coalition, on n'a pas pu le poursuivre, les textes étant insuffisants.

Il serait opportun de punir la simple tentative.

Le projet de loi ne se confond pas avec celui qui vise la spéculation illicite : cette dernière concerne le détaillant qui vient au dessus du juste prix.



2

M. Poulle estime que la Commission ne peut  
prendre aucune décision avant d'avoir  
entendu sur la question M. le garde des Sceaux  
et M. le ministre du commerce.  
(Il en est ainsi décidé).

La séance est levée à 18 heures et <sup>1/2</sup> min.

Le président:

L'un des Secrétaires:

P. M. L. Chant

M. Moreau



138<sup>e</sup> Séance

Séance du jeudi 12 mars 1925.

Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à quatorze heures.

Sont présents: MM. Boivin-Champeaux, président;  
Morand, Secrétaire; Foilloux, Catalogne,  
Lebert, Calmel, Lauraine, Grand, Guillier  
et Blaignan.

Excusés: mm. Demarié, Poule et Penancier.

<sup>I</sup>  
affaires nouvelles. M. Méjan est désigné comme rapporteur:  
1<sup>o</sup> de la proposition de loi tendant à  
établir l'expertise contradictoire en  
matière criminelle & correctionnelle (Imprimé  
156 de 1897 - n<sup>o</sup> 64 du registre d'ordre),  
2<sup>o</sup> de la proposition de loi ayant pour objet  
de modifier le paragraphe 3 de l'article  
832 du Code de procédure civile.  
(nantissement en matière de  
surenchère sur aliénation volontaire)  
(Imprimé 17 de 1919 - n<sup>o</sup> 87 du registre d'ordre)  
— En remplacement de M. Gouge, décédé.  
M. Lebert est désigné comme rapporteur  
de la proposition de loi de M. Bonnevay  
ayant pour objet de former d'un magistrat  
unique, assisté d'un jury, la juridiction de  
la Cour d'assises; 2<sup>o</sup> d'associer le jury à la  
Cour d'assises pour l'application de la peine  
(Imprimé 128 de 1915 - n<sup>o</sup> 300 du registre).  
M. Bonnevay est désigné comme  
rapporteur de la proposition de loi de



71

M. Pierre Berger, modifiant les articles 15 et 16 de la loi du 30 avril 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire, modifiés par la loi du 12 juillet 1918. (Imprimé 83 de 1918 - n° 298 au registre d'ordre).

## II

Compétence des  
prudhommes

M. Fouilloux expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 32, 2<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prudhommes, en élevant le taux de la compétence en dernier ressort de ces tribunaux. - (Imprimé 423 de 1924. n° 279 du registre d'ordre)

La Chambre a élevé le taux de la compétence en dernier ressort des prudhommes de 300 à 600 francs. Ce dernier chiffre semble raisonnable, car 600 francs aujourd'hui valent moins que 300 francs avant la guerre. Mais là où il n'y a pas de conseil de prudhommes, c'est le juge de paix qui en tient lieu. Il faudrait élever le taux de la compétence dans les mêmes proportions.

M. le président estime que le conseil des prudhommes n'est pas une bonne juridiction, ce sont des juges élus, qui ont du parti pris.

M. Fouilloux rappelle que, lorsqu'il était juge de paix à Villefranche-sur-Saône, il a demandé qu'on instituât dans cette ville un conseil des prudhommes, mais ni les patrons, ni les ouvriers n'en voulaient.

M. Grand préférerait qu'on élevât le taux de la compétence des prudhommes en premier ressort, mais non en dernier ressort.



on ne doit pas restreindre la faculté des justiciables d'interjeter appel.

M. Blaignan fait remarquer qu'on ne peut plus viser la loi du 27 mars 1907, qui depuis le mois de juin dernier, a été incorporée dans le livre IV du Code du Travail; il faut viser l'article 80 de ce livre IV. (adopté).

M. Calmel estime que la proposition de loi se justifie du fait que les salaires sont plus que doublés depuis 1907.

(Le rapport est approuvé - M. Fouilloux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

### III

Compétence des  
tribunaux civils

M. Fouilloux expose l'objet du projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la compétence des tribunaux de première instance. (Imprimé 61 de 1925 - n° 297 du registre d'ordre). La Chambre des députés a élevé de 1500 à 6000 francs le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux civils.

La commission abaisse ce chiffre à 3000 francs, 6000 francs lui paraissant une limite trop étendue.

(Le rapport est approuvé - M. Fouilloux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

### IV

Compétence des  
juges de paix.

M. Morand expose l'objet du projet de loi adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 15 de la loi du 12 juillet 1905, relative à la compétence des juges de paix (Imprimé 490 de 1924 - n° 283 du registre)



D'une façon générale, le projet de loi élève le taux de la compétence des juges de paix en dernier ressort à 600 francs quand il est de 300 francs d'après la loi du 12 juillet 1905, et substitue le chiffre de 1500 francs à celui de 600 en premier ressort. Cette modification s'impose parce que les justices de paix sont désertées, il en est qui rendent un ou deux jugements par an. Ce fait résulte de la dévalorisation du franc. Aujourd'hui un litige de 500 fr. est un petit litige.

(adopté).

La Chambre avait supprimé les trois premiers alinéas de l'article 2 de la loi de 1905. Le Gouvernement demande le rétablissement de ces trois alinéas, M. Morant est, lui aussi, partisan de ce rétablissement.

(adopté)

L'article 3 de la loi de 1905 contient ce membre de phrase : "de tout lorsque les locations verbales ou écrites n'excèdent pas annuellement 600 francs."

Le projet de loi demandait 1500 francs, la Chambre a voté 1000 francs, parce que ce chiffre est visé par les lois sur les loyers. Mais les lois sur les loyers sont transitoires, tandis que la loi de 1905 est permanente. Il vaudrait mieux admettre le chiffre de 500 francs, que demandait le Gouvernement.

(adopté)

Après une assez longue discussion, la commission s'est décidée de ne pas modifier le dernier alinéa de l'article 3 et de ne pas substituer à "multiplié par cinq" les mots



"multiplié par dix".

À l'article 7 la commission se demande si elle videra la pension alimentaire prise en totalité, ou la portion de pension alimentaire due pour chaque débiteur.

M. Laurain estime que, si l'un des enfants accepte de payer la rente alimentaire que lui réclame son ascendant, les autres seuls sont cités en justice de paix.

M. Catalogne n'est pas de cet avis : il y a lieu de citer tous les enfants, pour que le montant de la pension alimentaire soit répartie équitablement entre eux, selon leurs facultés.

M. Calmel ajoute que si l'ascendant n'a assigné qu'un de ses enfants, celui-ci peut mettre en cause ses frères, les appeler en cause.

M. Grand pense que, si tous les débiteurs étaient d'accord, il n'y aurait pas de procès, mais souvent l'ascendant veut favoriser l'un de ses enfants au préjudice des autres.

M. Morant déclare que le juge de paix est même d'apprécier les besoins du créancier d'aliments et les facultés des débiteurs.

M. Grand objecte que tous les enfants n'habitent pas le canton où le procès est jugé.

(La commission décide de ne pas modifier le texte de l'article 7, 1<sup>er</sup>, de la loi de 1905, tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés).

La commission supprime l'article 2 du projet de loi adopté par la Chambre et donne aux articles 3 et 4 les numéros 2 et 3.



La séance est levée à quinze heures 1/2.

Le président :

L'un des Secrétaires :

M. Moreau

MM. Chab



139<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 18 mars 1925

Présidence de M. Boule

La séance est ouverte à seize heures &amp; quart.

Sont présents : M. Boule, <sup>vie</sup>président, Penanceis et Morand, Secrétaire ; Gardey, Louis Méjan, Bonnevay, Fouilloux, Lemarié, de Las Cars, Grand, Richard, Pol Chevalier, Lauraine, Chautemps, Lebert, Ecart et Louis Martin.

Excusés : MM. Boivin-Champeaux, président, retenu à la commission des finances, Blaignan et Guillier.

## I

Affaires nouvelles. M. Morand est désigné comme rapporteur provisoire de la proposition Jéloi, adoptée par la chambre des députés, tendant à interdire les expulsions des locataires de bonne foi jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1926 (Imprimé 176 de 1925 - n° 301 du registre d'ordre).

M. Gardey est désigné comme rapporteur de la proposition Jéloi de M. Pol Chevalier et de plusieurs de ses collègues, sur la répression des contraventions en matière de circulation, (Imprimé 816 de 1921 - n° 149 du registre d'ordre).

## II

Mariage des indigents.

M. Louis Martin donne lecture de son rapport sur la proposition Jéloi de M. Alfred Girard ayant pour objet de modifier les articles 4, 5, 6 et 8 de la loi du 10 décembre 1850, relative au



(7)

mariage des indigents.

(le rapport est approuvé - M. Louis Martin est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

### III

Capacité de la femme mariée. M. Demarçay expose l'objet de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension de la capacité légale de la femme mariée (Imprimé 252 de 1910 - n° 67 du registre d'ordre.)

M. Viollette, rapporteur à la Chambre des députés, avait estimé la proposition de loi excessive par certains côtés et insuffisante par d'autres: il avait donc abandonné la réforme de certains articles du code civil & ajouté la réforme de certains autres.

L'article 215 du Code civil concerne le droit de la femme d'être en justice et exige dans tous les cas l'autorisation maritale; la proposition de loi en demandait l'abrogation complète, M. Viollette en demandait la modification. La portée de l'art 215 a été réduite du fait de la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée, qui permet à la femme de plaider sans autorisation du mari pour ses biens réservés et du fait de la loi du 6 février 1893, qui a rendu à la femme séparée de corps le plein exercice de sa capacité civile (art 311 C. civ.) Il est donc nécessaire de modifier l'art. 215 pour le mettre en harmonie avec ces deux lois. Mais faut-il étendre la pleine capacité à la femme séparée de biens soit judiciairement, soit contractuellement?

M. Eccard déclare que la situation de la



Femme n'est plus la même en 1928 qu'en 1804, elle s'est émancipée, elle a des droits plus étendus.

M. Louis Martin demande que la séparation de biens contractuelle comprenne le droit d'ester en justice sans l'autorisation du mari.

M. Penancier objecte que l'activité juridique de la femme a besoin, sans son propre intérêt, d'être surveillée par le mari. Il est rare que le mari refuse à la femme par pur caprice le droit d'ester en justice.

M. Poullé rappelle que, si la séparation de biens a été prononcée par les tribunaux, la nécessité de l'autorisation maritale s'impose moins.

M. Lebert ajoute qu'il y a des abus criants : certains maris font chanter leurs femmes, se font payer l'autorisation qu'ils donnent. Mais le mariage est une société dont le mari est le chef et qui vit sous le nom du mari.

M. Grand rappelle que, quand la femme est défenderesse, le tribunal saisi peut l'autoriser à ester ; il n'en est pas de même quand elle est demanderesse, mais le cas est grave.

M. de Las Cases signale qu'il y a des maris qui sont à protéger contre leurs femmes.

M. Lemarié ajoute que certains hommes séparés de biens n'ont pas mal géré la communauté, ce peuvent être des gens travailleurs, avisés et consciencieux, qui ont été malheureux en affaires.



(Par 10 voix contre 3, la commission décide de ne pas étendre la capacité de la femme séparée de biens ni de la femme dont le mari est interdit ou doté d'un conseil judiciaire).

(Les articles 217 et 222 ne seront pas modifiés... l'article 1449 ne sera modifié que sans la mesure où il est intéressé par la loi du 6 février 1893 l'article 1576 ne sera pas modifié).

En ce qui concerne l'article 311 du Code civil, M. Gardey souligne ce qui a d'étrange la disposition qui fait mentionner en marge de l'acte de mariage la réconciliation des époux après séparation de corps alors que la séparation elle-même n'y est pas mentionnée en marge. S'il s'agit d'une publicité des modifications dans la capacité de la femme mariée, il eût fallu mentionner les deux choses en marge de l'acte de mariage, ou aucune.

M. Tol Chevalier déclare que, pour les tiers, la publicité de la réconciliation est plus importante que la publicité de la séparation de corps, parce que la réconciliation diminue la capacité de la femme.

(l'article 311 ne sera pas modifié)

L'article 36 de la loi du 27 mars 1907 sur les prud'hommes n'a plus de raison d'être depuis la loi du 15 juillet 1907, puisque la femme mariée plaide devant les prud'hommes soit comme patronne, soit comme ouvrier, soit comme employée. (approuvé).

(l'ensemble du rapport est approuvé. M. le marié est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)



## IV

Procédure en  
simple police.

M. Gardey énumère les décisions déjà prises par la commission en ce qui concerne les pénalités de simple police. Depuis lois, la chambre a, sans la loi de finances, adopté sur ce sujet des textes qui s'appliquent à toutes les contraventions. Il conviendrait, au contraire, de faire un tri et de ne retenir que la police de la rue et de la circulation. Il y a lieu d'éliminer la loi de 1851 sur la police du roulage parce qu'elle comporte des peines de prison et de viser, au contraire, des contraventions comprises dans le code de la route.

La commission des finances du Sénat et le Sénat disjoindront certainement ce qui concerne les contraventions. Il n'y a là aucun intérêt financier; M. Viollette parle d'une recette supplémentaire de 2 millions, le ministre des finances parle de 10 millions, mais, d'après l'avis du ministère public auprès du tribunal de simple police, le système généralisé prait, au contraire, perdre au Trésor de très grosses sommes.

M. Boule s'entendra avec la commission des finances pour qu'elle ne conserve ces textes que pour avis, le rapport au fond étant confié à la commission de législation civile.

M. Gardey ne retient pas l'excès de vitesse, qui est une contravention grave, pour laquelle la récidive devrait



21

jour, avec peines de prison (articles 474 et 476 du Code pénal).

M. Pol Chevalier déclare que les procès-verbaux pour excès de vitesse sont relativement rares.  
M. Pouille est d'avis qu'il faut réprimer sérieusement l'excès de vitesse des automobiles, cause d'accidents multiples.

M. Fouilloux indique que les maires interdisent la traversée des agglomérations à des vitesses inférieures à 10 ou 12 kilomètres, ce qui est à peu près impossible pour les automobiles.

M. Gardey dit que le code de la route contient une référence à ces arrêts municipaux, qu'on pourrait virer dans le texte présentement en discussion.

M. Fouilloux ajoute que les automobilistes qui traversent la frontière paieront immédiatement les contraventions ou ne les paieront jamais.

La séance est levée à 18<sup>h</sup> un quart

Le président:

L'un des Secrétaires:

H. Morand

M. Com



140<sup>e</sup> Séance.

Séance du jeudi 2 avril 1925.

Présidence de M. Boivin Champeaux

La séance est ouverte à quinze heures et quart.

Sont présents : MM Boivin - Champeaux, président,  
Morand, Secrétaire; Lomario, Calmel, Magurier,  
Fouilloux, Magnien et Rérés.

## I

affaire nouvelle

M. Gallier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Catalogne et Daraignez, tendant à modifier les articles 76, 296 et 306 du code civil en ce qui concerne le second mariage des veuves et des divorcées. (Imprimé 186 de 1925 - n° 302 du registre d'ordre).

## II

Expulsion des locataires.

M. le président expose que la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à interdire les expulsions des locataires de bonne foi jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1926 (Imprimé 176 de 1925 - n° 301 du registre d'ordre).

M. le garde des sceaux demande à être entendu par la commission à ce sujet, la loi devant être promulguée avant le 8 avril 1925, date du petit terme.

La commission l'entendra le 3 avril, à 16 heures, le texte de la chambre contient des dispositions très graves, qui sont même en contradiction avec les principes posés par les lois précédentes des corps. Il



serait prudent de ne retenir du texte de la Chambre que trois points. Le texte sera étudié quand viendra de la Chambre des députés une codification générale des loyers, actuellement proposée par M. Lévasseur.

M. Morand ajoute que le texte de la Chambre accorde aux locataires une prorogation de droit sans examen du juge et qu'il supprime le droit du propriétaire de reprendre son local. On a prétendu que la loi du 2 août 1924 n'avait pas donné les résultats attendus parce que le terme de trois mois qu'elle prévoyait est expiré alors que de nombreux locataires qui auraient pu en bénéficier ne s'en sont pas prévus.

M. Herse, président de la commission de législation de la Chambre des députés, a indiqué que, depuis le 2 août 1924, il y a eu, dans le département de la Seine 464 expulsions en tout, pour 4'500'000 habitants, les deux tiers de ces expulsions s'appliquant à des locataires de mauvaise foi. Le président de la chambre des huissiers, sans une lettre au garde des sceaux, a signalé qu'il y avait eu 531 demandes d'expulsion, dont les deux tiers concernaient des locataires de mauvaise foi. Dans le reste il y avait surtout des expulsions de concierges ou gens logés en raison de leurs services, 3 expulsions d'étrangers et 17 droits de reprise du propriétaire.

Cependant M. Morand propose de retenir trois points, sur lesquels les expulsions ont été critiquables.



α — le délai pour demander la prorogation s'étendrait jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1925 —

β — Certains magistrats du Nord ont voulu concilier la loi du 2 août 1924 avec l'article 8 de la loi de 1922, qui parlait de "coïncidence avec le terme d'usage" et n'ont accordé de prorogations que jusqu'au 30 avril 1925, par exemple. Il y a lieu de préciser en ajoutant les mots: "alors même que le terme d'usage serait antérieur à cette date."

γ — la qualité de mutilé ou de veuve de guerre suffisait pour expulser l'occupant.

M. Calmel signale que des mutilés ou des veuves de guerre ont acheté des immeubles, expulsé les locataires et reloué à des prix supérieurs.

M. Morant demande que le propriétaire, même mutilé ou veuve de guerre, qui exerce le droit de reprise ait

l'obligation d'occuper par lui-même ou par ses siens les lieux loués.

(La commission retient les trois points signalés par M. Morant et élimine le reste du texte adopté par la Chambre des députés.)

La séance est levée à seize heures.

L'un des secrétaires:

M. Hurraud

Le président:

M. Ch...



Présidence de M. Boivin-Champeaux.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Boivin-Champeaux, président, Ratier et Poullé, vice-présidents, Morand, Secrétaire, Fouilloux, Le Carcas, Chautemps, Louis Martin, Gardey et Richard.

Excusés : mm. Méjan, Penancier, Lemarié et Grand.

M. René Renoult, ministre de la justice, garde des Sceaux, MM. Fleys et Lévy-Ullmann, directeurs au ministère de la justice, sont introduits.

I

Expulsion des locataires.

M. le président expose à M. le garde des Sceaux que le texte récemment voté par la Chambre des députés sur l'expulsion des locataires prête à de longues discussions, ce à quoi l'heure n'est guère propice.

M. le garde des Sceaux remercie la commission de l'avoir convoqué et d'avoir fait diligence.

La proposition Lévasseur a été votée le 12 mars par la Chambre et en séance plusieurs modifications y ont été apportées, dont quelques-unes sur la demande du Gouvernement. Elle a encore besoin d'être revisée.

La loi du 2 août 1924 a accordé des prorogations aux occupants de bonne foi et a évité des expulsions. Elle a ainsi rendu des services pour la paix sociale et pour le règlement pacifique des conflits, mais elle est



incomplète : il y a eu des expulsions regrettables, pénibles, douloureuses.

1<sup>re</sup> Des locataires ont omis de demander la prorogation dans les trois mois de la promulgation de la loi, et quelquefois ils sont très dignes d'intérêt.

2<sup>e</sup> Des magistrats ne se sont pas toujours placés dans l'axe de la loi. Dans certains cas la prorogation avait été demandée régulièrement, néanmoins des ordonnances de référé ont ordonné l'expulsion des requérants avant qu'il ait été statué sur la demande de prorogation.

M. le président objecte que le juge des référés est incompétent quand le tribunal est saisi de la question au fond.

M. le garde des sceaux le reconnaît : cependant les cours d'appel ont confirmé ces ordonnances de référé.

M. Morant déclare qu'il n'y a qu'un arrêt rendu en ce sens par une cour d'appel.

M. le garde des sceaux ajoute qu'en première instance il y a plusieurs décisions ayant ordonné des expulsions.

M. Reys, directeur, explique qu'il y avait des décisions de justice ordonnant des expulsions devenues définitives lors de la promulgation de la loi de 1924, mais non encore exécutées.

Malgré les termes de la loi de 1924, le juge des référés a confirmé ces expulsions, alors qu'il aurait dû attendre pour statuer que la question de prorogation fût résolue.

M. de Las Cases objecte qu'il y avait chose jugée.



M. Morand réplique qu'en la matière, vu les termes des lois de 1922 et de 1924, l'exception de chose jugée n'était pas opposable.

M. le garde des sceaux ajoute que certains juges qui n'ont pas bien compris la portée de la loi, en ont accordé que de très courtes prorogations, pour des raisons diverses.

La Chambre des députés a admis que la prorogation bénéficierait de droit au locataire le propriétaire pouvant toujours s'adresser aux tribunaux pour faire juger qu'il n'y a pas lieu à prorogation, il deviendrait demandeur. Cette solution est préférable à celle des lois précédentes, parce qu'elle mettrait fin aux nombreuses contestations actuelles. En 1924, il y a eu, devant le seul tribunal civil de la Seine, 20.000 instances au sujet des loyers. On pourrait aussi reprendre l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi de 1924, en prolongeant le délai de demande de prorogation, mais il y aurait de nouveaux procès.

M. Ratier signale que les tribunaux sont devenus très rigoureux pour accorder des prorogations.

3<sup>e</sup> M. le garde des sceaux rappelle à la commission que l'article 8 de la loi de 1922 parlait de "termes d'usage dans la région". Ce terme tombe parfois le 1<sup>er</sup> juillet ou le 1<sup>er</sup> octobre (Vosges, Bretagne, Centre).

Certains tribunaux ont limité la prorogation à ce terme, contrairement à l'intention du législateur de 1924.

M. de Las Cases fait remarquer que, dans ces pays,



Si on étend la prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier, il sera difficile de trouver un locataire pour les mois suivants.

4<sup>o</sup>. M. le garde des Sceaux rappelle les termes de l'alinéa 5 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1924, relatif aux victimes de la guerre propriétaires d'immeubles, qui ne peuvent se voir opposer le droit à prorogation. Il y a eu des abus : des propriétaires ont ainsi expulsé des locataires qui étaient eux-mêmes des victimes de la guerre et qui étaient chargés de famille : il y a eu de ce chef de nombreuses expulsions.

M. Morand cet alinéa est dû à un amendement présenté en séance et qui n'a soulevé aucune objection.

5<sup>o</sup>. M. le garde des Sceaux signale que le droit de reprise du propriétaire pour son usage personnel ou celui de sa famille a donné lieu à des abus ; des gens vivant à la campagne ont éprouvé le besoin de venir s'installer à Paris. Des propriétaires récents, disposant de grosses ressources, des Anglais, des Américains ont ainsi expulsé tous leurs locataires. Il faudrait supprimer ce droit pour ceux qui ont acquis tout récemment l'immeuble c'est ce qui a déjà été décidé par la loi du 21 mars 1922 pour les acquéreurs d'une fraction d'immeuble, étage ou appartement. On pourrait en décider autant pour l'acquisition totale d'un immeuble.



M. le président remercie M. le garde des sceaux de ses déclarations.

(M. le garde des sceaux et les deux directeurs prennent congé de la Commission).

M. Morant reproduit les arguments qu'il a fait valoir dans la séance de la veille en faveur du texte qui a été arrêté par la commission. (voir page 23).

M. Touilloux que les lois et les circulaires parlaient de prorogations "même contestées", mais non de décisions de justice devenues définitives et ayant ordonné des expulsions.

M. le président souligne qu'avec le texte arrêté la veille par la commission, le propriétaire qui sera une victime de la guerre et qui voudra reprendre possession du local loué n'aura pas besoin d'invoquer un motif légitime : il suffira qu'il occupe désormais ce local par lui-même ou par les siens.

M. Pouille demande si la loi projetée aura un effet rétroactif.

M. Morant répond négativement. au reste, cette loi n'aura guère d'utilité que pour Paris.

M. Pouille signale les cas scandaleux où des huissiers ne peuvent faire exécuter des décisions de justice ayant ordonné des expulsions.

(Le rapport est approuvé - M. Morant est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).



M. le président demande si un propriétaire peut demander la résiliation au cas où son locataire lui écrit des lettres injurieuses. M. Pouille et plusieurs autres membres de la commission répondent négativement. La solution contraire multiplierait les procès.

II  
Compétence  
des tribunaux  
civils.

M. Fouilloux rappelle qu'à dans une précédente séance, la commission a décidé d'élever de 1500 à 3000 francs le chiffre jusqu'auquel les tribunaux civils statueront en dernier ressort. La Chancellerie demande que cette solution soit étendue aux tribunaux de Commerce, ce qui semble raisonnable.

(adopté).

M. Fouilloux ajoute que pour les affaires ordinaires d'assistance judiciaire l'avocat commis, qui est, la plupart du temps, un avocat stagiaire, touche 22 fr. 50 si l'affaire est contradictoire et 7 fr. 50 si elle est par défaut. Il semblerait juste que ces honoraires fussent alloués à l'avocat d'office dans tous les cas. <sup>La même dans les affaires sommaires</sup> La réforme pourrait être insérée dans la loi relative à la compétence des tribunaux civils.

(adopté).

La séance est levée à 17 heures  
le président:

et un des secrétaires:

M. Moreau

M. Chaurand



142<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 22 avril 1925

Présidence de M. Pouille

La séance est ouverte à seize heures et demie.

Sont présents : MM. Pouille, vice-président ;  
 Penancier, secrétaire ; Bonnevay, Guiller,  
 Pol-Chavalier, Chastenet, Magnien, Calmel,  
 Lebert, Holmer, De las Cases, Lemarié, Blaignan  
 et Jean Richard.

Excusés : MM. Catalogne, Morand, Lisbonne, Vallier  
 et Fernand Brémieux.

M. Fleys, directeur des affaires civiles au ministère  
 de la justice est introduit.

I M. le président prononce l'éloge funèbre de  
 M. Boivin-Champeaux et de M. Jules Delahaye.  
 Oraison funèbre de M. Boivin-Champeaux et  
 de M. Jules Delahaye. M. le président du Sénat a déjà rappelé  
 les mérites de M. Boivin-Champeaux : sa perte  
 est certainement aussi cruelle pour la commission de  
 législation civile et criminelle que pour le Sénat.  
 M. Boivin-Champeaux était un grand  
 parlementaire, un juriste éminent, aussi  
 remarquable par son talent oratoire que par ses  
 connaissances étendues. Toujours courtois,  
 il cherchait plus à convaincre qu'à imposer  
 ses convictions personnelles. La commission  
 va lever la séance en signe de deuil et le  
 nouveau président ne sera nommé que  
 dans un mois, ce qui manifestera que la  
 commission considère M. Boivin-Champeaux



Comme difficile à remplacer.

M. Jules Delahaye était toujours convaincu et sincère, exprimant sans ménagements ses idées et ses desirs.

La commission exprime à Madame Boivin-Champeaux et à ses enfants, ainsi qu'à M. Dominique Delahaye ses condoléances émues. (applaudissements).

II  
Affaires nouvelles. M. Calmel est désigné comme rapporteur de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés tendant à modifier l'article 77 du Code civil, afin de faire inscrire la mention des actes de décès en marge des actes de naissance. (Imprimé 233 de 1925 - n° 304 du registre d'ordre.)

M. Jean Richard est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création de trois postes de Conseillers à la cour d'appel d'Alger (Imprimé 206 de 1925 - n° 305 du registre d'ordre).

III  
Expulsion des locataires. M. Fleys expose les dernières modifications apportées par la Chambre des députés à la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 2 août 1924 (expulsion des locataires - Imprimé 231 de 1925 du Sénat). La Chambre a ajouté au premier alinéa de l'art 1<sup>er</sup> voté par le Sénat :

« Le délai imparti par le paragraphe 3 de l'article premier de la loi du 2 août 1924 pour les demandes de prorogation en vertu de cette loi est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1925. »

un 2<sup>ème</sup> alinéa ainsi conçu :

« Pendant ledit délai les locataires ou occupants de bonne foi seront maintenus dans les lieux nonobstant toute décision contraire non encore exécutée. »



D'autre part, elle a modifié l'article 3.

A - La Chambre a maintenue sans les lieux loués jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1925 les locataires et occupants de bonne foi, sans quoi, a-t-elle estimé, on n'accorderait presque rien à ces locataires, par exemple à ceux qui ont oublié de former leurs demandes de prorogation.

Cette manière absolue de s'exprimer peut prêter à la critique, puisqu'elle comprend même le locataire dont le propriétaire veut reprendre l'appartement pour l'occuper personnellement. On pourrait substituer à la formule de la Chambre une formule qui établirait une discrimination.

B - L'article 3 du Sénat parlait d'immeubles à usage commercial ou d'habitation. La Chambre a supprimé l'allusion à l'usage commercial. La commission sénatoriale elle-même ne semble pas unanime sur la portée du texte voté par le Sénat, il faut le préciser ou adopter celui qu'a admis la Chambre des députés.

C - A l'article 5 les mots "les étrangers admis ou non à domicile" prêtent à ambiguïté. Il faudrait mieux dire : "les étrangers, même admis à domicile". Autrement, on pourrait croire que les étrangers non admis à domicile peuvent bénéficier des prorogations quand le propriétaire n'exerce pas le droit de reprise, ce qui serait contraire à la législation antérieure.

M. Penancier répond, en ce qui concerne l'art. 52 qu'il est impossible de distinguer entre les locataires forclos pour n'avoir pas usé de leurs droits, et les autres : il faudra, pour faire la discrimination, une décision de justice qui



n'interviendra pas avant le 1<sup>er</sup> juillet 1925. Seuls ceux qui ont été forcés auront le droit de former une demande en justice par application de la loi nouvelle.

Sur l'art. 3, le droit de reprise ne peut s'exercer pour les locaux commerciaux, il y a un arrêt de la cour de cassation en ce sens, on demande aujourd'hui que la loi confirme la jurisprudence. Voyez cependant l'amendement Besnard, qui est devenu l'article 4 de la loi du 31 mars 1922.

Sur l'art. 5, la modification du texte proposée par M. Fleyss doit être adoptée, car on veut restreindre et non pas amplifier les droits des étrangers.

M. Fleyss estime que la formule de l'article 7<sup>o</sup> proposée par M. Penancier est trop restrictive, car elle ne tient pas compte des cas envisagés par les articles 2 et 3 de la loi actuellement en élaboration. Dans la région des Vosges, à Epinal notamment, il n'y a qu'un terme de location par an, en octobre. Seuls devront pouvoir encore être expulsés ceux dont la loi actuelle ne modifie pas la situation de droit.

M. Penancier est convaincu que tout le monde va retourner devant la Chambre du Conseil et que les décisions du juge des référés ne seront pas exécutées. Il y aura certainement des décisions de justice contradictoires. Chaque locataire se dira :

"Je n'ai pas à m'en aller, il y aura toujours une loi pour me protéger."

M. Lébert est naïf que l'on crée des



catégories de bénéficiaires des lois sur les loyers si discutées en droit. Presque tous les locataires ont parfaitement su qu'ils pouvaient demander des prorogations. On va ergoter sur la distinction du forcé et de l'oublié. On va discuter aussi sur la définition de l'occupant de bonne foi. Le droit à prorogation va renaitre même pour le locataire qui s'était engagé vis à vis de son propriétaire de quitter les lieux à une date déterminée. Il est regrettable que la loi sur la propriété commerciale n'ait pas été votée depuis longtemps, la situation serait devenue plus claire. M. Fley souligne que le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> n'est pas dû à l'initiative gouvernementale. On cherche actuellement une formule transactionnelle, il faut exclure le cas où un accord est intervenu entre propriétaire et locataire sur la date du départ de ce dernier: cette date dépassée, le locataire devrait être considéré comme de mauvaise foi.

M. Guillier est certain, quoi qu'il fasse, qu'il ne contentera personne, mais il constate que la Chambre a fait un grand effort de conciliation. Sur l'article 3 et sur l'article 5 tout le monde est d'accord. Pour le deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, on pourrait adopter le texte suivant: "Pendant le dit délai, si l'expulsion du locataire ou de l'occupant de bonne foi est poursuivie en vertu d'une décision



définitive antérieure à la promulgation de la présente loi, le juge des référés devra, sur la justification qu'il a été formé une demande de prorogation, ordonner qu'il sera sursis à l'expulsion jusqu'à ce qu'il ait été statué par la juridiction compétente sur cette demande.

De la sorte on ne violerait pas le principe du respect de l'autorité de la chose jugée. M. Penancier fait des réserves sur le texte proposé. Il faudrait alors que les locataires fissent une demande de prorogation dès le jour de la promulgation de la loi, sans quoi ils seraient devancés par la demande en référé aux fins d'expulsion. L'accord des parties aurait plus d'efficacité qu'une décision de justice, même si le locataire avait consenti à vider les lieux parce qu'il avait confiance qu'un autre local serait disponible à la suite de l'exécution d'une décision de justice. Enfin les locataires expulsés ne subiraient aucune majoration, à la différence de ceux qui bénéficieraient d'une prorogation.

M. Guillier relève combien est décourageant l'enchevêtrement des lois sur les loyers, qui finit par constituer un danger social : il y a dans les grandes villes trop de gens qui sont menacés d'expulsions ou d'augmentations considérables. On en est préoccupé et toutes les lois sur la matière constituent des entorses aux principes généraux du droit. Il faut encourager les accords entre propriétaires et locataires.



M. Calmel objecte que des locataires ont accepté amicalement de partir et se sont trouvés ensuite dans une situation pénible lorsqu'ils ont voulu prendre possession du local sur lequel ils comptaient. M. Pouille reconnaît que, dans les observations présentées par M. Penancier, il y a une très grande part de vérité. Le texte de la Chambre pour l'alinéa 2 de l'art 1<sup>er</sup> n'est pas si défectueux. Le juge des référés peut toujours accorder un délai de grâce, même s'il y a eu une convention entre propriétaire et locataire. Le texte de la Chambre évite l'obligation pour le juge d'apprécier les termes d'une loi nouvelle, qui menace d'être peu claire.

M. Guillot répond que le texte de la Chambre prévoit pour la première fois une prorogation de droit et que ce serait un précédent dangereux. Il préfère modifier légèrement la formule qu'il vient de proposer: au lieu d'exiger que la demande de prorogation soit déjà formée, le juge des référés imposerait au locataire un délai de trois jours pour former cette demande. (adopté).

M. Penancier demande si l'accord passé entre parties devant le magistrat est un accord volontaire ou non.

M. Calmel répond affirmativement: le magistrat ne fait que constater l'accord.

M. Fleys ajoute que, si la situation n'est pas extrêmement grave à Paris, elle l'est dans certaines villes de province, à Marseille notamment. Le procureur général d'Aix signale que de nombreuses expulsions



sont imminentes. Le préfet des Bouches-du-Rhône n'est pas sans inquiétudes et demande des temporisations.  
(M. Guillier est autorisé à déposer son rapport)

La séance est levée en signe de  
fin à dix huit heures vingt.

L'un des vice-présidents :

J. Omle

L'un des secrétaires :

M. Mureau



143<sup>e</sup> Séance.

Séance du mercredi 27 mai 1925.

Présidence de M. Ratier

La séance est ouverte à seize heures trente.

Sont présents: MM. Ratier et Poulle, vice-présidents; Penancier, secrétaire; Rabier, Chautemps, Richard, Duplantier, Eccard, Brard, Fouilloux, Vallier, Fenoux, Gardes, Grand, Helmer, Ingén, Calmel, disbonne, Lebert, et Bonneray.

Excusés: MM. Catalogne, Morant et Fernand Crémieux.

### I

Constitution du  
Bureau

Sont nommés:

Président: M. Poulle, par 19 voix = (1 bulletin blanc).

Vice-président: M. Penancier, par 17 voix (divers: 3).

Secrétaire: M. Gardes, par 15 voix (divers: 4).

Le bureau est ainsi constitué, M. Ratier étant vice-président et M. Morant, secrétaire (nommés en janvier 1925).

### II

Affaire nouvelle

M. Brard est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Helmer, Lhopiteau et Bonneray, portant modification de la loi du 23 mars 1914 relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaire.  
(Imprimé n° 249 de 1925 - n° 306 du registre d'ordre)

### III

Nouveaux membres  
de la Commission.

M. le président signale à la commission que deux nouveaux membres lui ont été nommés, MM. Brard et Chénobovitch et souhaite la bienvenue à M. Brard, présent à la séance.



IV  
Remerciements de  
Madame Boivin-Champeaux.

M. Poulle rappelle que, dans la séance du 22 avril 1925, il a fait l'éloge du regretté président de la Commission, M. Boivin-Champeaux. Extrait du procès-verbal a été transmis à Madame Boivin-Champeaux qui, très sensibles aux condoléances de la Commission, la remercie en son nom personnel et au nom de ses enfants.

V  
Cour d'Alger.

M. Jean Richard, en l'urgence, donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre, portant création de 3 postes de conseillers à la Cour d'Alger (Imprimé 206 de 1925 - n° 305 du registre d'ordre).  
Le rapport est approuvé - M. Richard est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

VI  
Budget

M. le président signale qu'il y a dans le budget un certain nombre de dispositions concernant le droit civil (saisie etc...) : ne contiendrait-il pas que la commission de législation civile & criminelle demandât que ces dispositions lui fussent renvoyées pour avis?

M. Penancier ajoute que certaines d'entre elles sont plus importantes que la plupart des affaires renvoyées directement à la Commission de législation.

VII  
Remerciements  
de M. Poulle.

M. Poulle remercie la commission du très grand honneur qu'elle lui a fait en l'appelant à la présidence. Il dit que d'autres membres de la commission auraient pu en être chargés : l'héritage de M. Boivin-Champeaux



41

est doublement lourd, tant en raison de  
la façon brillante dont la commission a été  
présentée par lui que de la difficulté de  
certaines questions renvoyées à la commission.  
M. Poullé compte sur l'unanimité des  
bonnes volontés. Les réunions de la commission  
auront lieu désormais tous les mercredis, non  
plus à 16<sup>h</sup> 30, mais à 14<sup>h</sup> 30, pour permettre  
aux membres de la commission de se rendre ensuite  
sans d'autres commissions.

La séance est levée à 17 heures.

L'un des secrétaires,

M. Morand

Le président,  
J. Poullé



42  
144<sup>e</sup> Séance.

Séance du mercredi 10 juin 1925

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures & demie

Sont présents : MM. Poulle, président ; Gardey et Morant, secrétaires ; Brard, Bonneray, Calmel, Catalogne, Eccard et Guillier  
Excusés : mm. Vallier, Lebert, Lemarié, Fabier  
Penancier et Lisbonne.

I  
Affaires  
nouvelles

M. Poulle est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la naturalisation des anciens protégés français de Turquie.

(Imprimé 265 de 1925 - n° 307 du registre d'ordre).

M. Bonneray est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de mm. Chéron et Jaurin attribuant le droit de recours aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus non condamnés. (Imprimé 448 de 1918 - n° 308 du registre d'ordre).

M. Grand est désigné, en remplacement de M. Fouilloux, comme rapporteur du projet de loi sur les enquêtes en matière civile (Imprimé 356 de 1920 - n° 102 du registre d'ordre).

M. Morant est désigné, en remplacement de M. Fouilloux comme rapporteur du projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de première instance (Imprimé 61 de 1925 - n° 297 du registre d'ordre).

M. Gardey est désigné, en remplacement de



M. Fouilloux, comme rapporteur des cinq propositions de loi relatives aux enfants naturels. (nos 69. 70. 71. 158 et 212 du registre d'ordre).

## II

Privilège de la Régie. M. Bravet donne lecture du rapport de M. Pélissier sur la subrogation au privilège de la Régie (n° 294 du registre d'ordre).  
(Le rapport est approuvé - M. Pélissier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

## III

Propriété commerciale. M. le président demande à la commission de bien vouloir se réunir le vendredi 12 juin, à 15 heures, pour entendre les exposés de M. Morand:  
A - sur la propriété commerciale.  
B - sur la révision des baux d'avant guerre.  
(adopté).

## IV

Clause compromissoire. M. Catalogue demande à la commission d'inscrire en tête de l'ordre du jour de la séance de vendredi la suite de la discussion sur la clause compromissoire. Il y a urgence. M. Clémentel se rend le 20 juin à Bruxelles, où il sera parlé de cette question dans un congrès.

M. le président précise qu'il ne s'agit que du droit international privé. La commission restera saisie de la question en ce qui concerne la clause compromissoire dans le droit interne.

(adopté).

## V

Mention marginale du décès. M. Calmel expose l'objet de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés tendant à modifier l'article 77 du Code civil, afin de faire inscrire la mention des actes de décès en marge des actes de naissance (Imprimé 233 de 1925 -



n° 304 du registre d'ordre).

Une proposition de loi de M. Charpentier, sénateur, tendant aux mêmes fins, a été rejetée à l'unanimité le 8 juin 1924 par le Sénat. La commission de législation l'avait également rejetée à l'unanimité. Les dispositions de la commission sont sans doute restées les mêmes, car les inconvénients signalés ont subsisté. Les énonciations des actes de décès sont souvent inexacts et encore plus souvent incomplètes. La recherche des actes de naissance auxquels correspondent les actes de décès nécessiteraient, dans les mairies et dans les greffes de longues recherches, non rémunérées, dont un grand nombre seraient infructueuses. Dans les grandes villes surtout, on peut tenir pour assuré que des mentions de décès seraient apposées en marge d'actes de naissance d'individus qu'elles ne concerneraient pas. Des individus vivants seraient donc réputés morts, ne pourraient plus accomplir les actes de la vie juridiques et auraient beaucoup de mal à faire disparaître, par ordonnance rectificative, la mention de décès apposée par erreur en marge de leur acte de naissance. Le public serait fort mécontent.

M. Moran demande quel avantage présenterait la mention marginale de décès.

M. Calmel répond que, si elle était pratiquement possible, elle serait avantageuse pour le recrutement et c'est surtout l'administration militaire du recrutement qui insiste pour le vote de la proposition de loi.



(Le rapport est approuvé - M. Calmel est  
autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à 15 heures et demie

Le président:

S. Doullé

L'un des secrétaires:

M. Morand



145<sup>e</sup> Séance.

Séance du vendredi 12 juin 1925.

Présidence de M. Poulle.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : Mm. Poulle, président. Ratier et Penancier, vice-présidents ; Gardey et Morand, secrétaires ; Pol Chevalier, Catalogne, Lauraine, Guillier, Mijan, Bonneray, <sup>de</sup> <sup>las</sup> <sup>Cases</sup>, Helmer, Rabier, Magnien et Eccart.  
 Excusés : Mm. Lobert, Blaignan, Vallier, Fernand Crémieux et Calmel.

## I

Clause

compromissive.

M. Catalogne expose que, depuis 1843, la clause compromissive est considérée comme n'étant plus valable en France, alors qu'elle l'est encore en Belgique, où les textes du code de procédure civile sont les mêmes. Elle est valable partout, sauf en France et au Mexique. Le projet qui va se substituer au précédent n'aura qu'un seul article, on ne garde, pour le moment, que le projet Clémentel, relatif au droit international privé, on élimine la clause compromissive en matière civile & on étudiera plus tard la même clause, en matière commerciale, dans le droit interne (projet Louis Dreyfus, adopté par la Chambre des députés).  
 M. Eccart demande ce que deviendront les règles posées par la commission quant à la nomination des arbitres.  
 M. le président répond qu'on se



rapportera le droit local

M. Escard craint que l'on ne soulève ainsi en France des difficultés.

M. le président répond que l'on tâtera la solution en France des questions de droit interne.

M. Mejan approuve la procédure recommandée par M. le président & Catalogne, comme étant la plus efficace.

M. Catalogne précise que c'est dans le Code de procédure civile qu'on trouvera la solution des litiges portés devant les tribunaux de Commerce français.

## II

Propriété M. Morant expose que la Chambre vient, une commerciale fois de plus, s'adopter un texte sur la propriété commerciale. Chaque fois, les textes des deux Chambres se rapprochent un peu plus & il semble que l'on soit bien près de l'accord final.

À l'article 1<sup>er</sup> il faut supprimer les mots "depuis au moins deux années", qui sont en contradiction avec les articles 13 et 14, où il est parlé de quinze ans et de neuf ans.

M. Bonnetay estime que l'article 1<sup>er</sup>, texte de la Chambre laisserait sans le droit commun actuel les locaux où le fonds de Commerce est exploité depuis moins de deux ans : il ne serait innové que pour les autres.

M. Morant est persuadé que telle n'a pas été l'intention de la Chambre : il ne s'agit pas, par exemple, des locaux de neuf ans exploités depuis moins de deux ans lors de la promulgation de la loi à intervenir.



M. Poulle ajoute que dans les articles 13 et 14 on ne parle que de la durée du bail.

M. Morant spécifie que, dans le rapport quech il n'est fait aucune allusion à l'explication que vient de donner M. Bonnevay.  
M. Guillier voit aussi une contradiction entre les articles 1<sup>er</sup> & 13.

M. Morant déclare que, quel que soit le sens qu'on lui donne, l'article 1<sup>er</sup> n'est pas clair.

M. Mejan le déclare dangereux et injuste avec l'interprétation qu'en a donnée M. Bonnevay.

M. Lauraine fait remarquer cependant que, si le commerçant n'occupe les locaux que depuis moins de deux ans, les motifs qui ont fait instituer la propriété commerciale ne se retrouvent plus.

M. Morant n'est pas de cet avis si le commerçant est installé depuis un an & qu'il a un bail de quinze ans.

M. le président signale que l'article 13 dit "tout locataire" sans restriction de délai.

M. Morant rappelle que le Sénat n'a jamais exigé cette condition pour la propriété commerciale.

(L'article 1<sup>er</sup> modifié est adopté)

M. Morant, à l'article 2, rectifie le texte:

"Le locataire, le cessionnaire, etc..."

et, à la fin, "dispensés (au pluriel) de procuration".

La commission modifie également l'article 2 de la façon suivante:



"...se faire assister, ou, en cas d'absence  
jugée valable, se faire représenter..."

(L'article 2 modifié & les quatre premiers  
alinéas de l'article 3 sont adoptés).

Une discussion s'engage sur le cinquième  
alinéa de l'article 3.

M. Morant expose que c'est un vieux conflit  
qui réapparaît sous une nouvelle forme.  
Les grands magasins font parfois aux propriétaires  
des offres qui dépassent le taux normal. M. Morant  
propose un texte intermédiaire.

M. de Las Cases signale que les petits commerçants  
ont protesté contre la semaine commerciale,  
craignant d'être mangés par les grosses firmes.

M. Gardey rétorque que le texte proposé par M.  
Morant n'empêche pas l'intervention de  
personnes interposées.

M. de Las Cases répond que le mot "Sincère"  
suffit pour écarter ce danger.

M. Méjan montre que le danger ne vient pas  
seulement de ceux qui sont déjà commerçants  
et signale le cas où un individu veut installer  
un garage d'automobile sur l'emplacement  
d'un magasin où est un épiciers. Ils sont  
commerçants primaires tous les deux.

M. Pol Chevalier signale le cas des immeubles  
qui sont situés entre le Printemps & les  
Galeries Lafayette. Les deux magasins couvreraient  
à n'importe quel prix, hors de proportion avec  
la valeur des locaux loués, mais à un prix  
normal pour ces magasins.

(Le texte de la Chambre est adopté ainsi que les  
alinéas 6 à 10 de l'article 3).



à l'alinéa 11 M. Guillier n'accepte pas le texte proposé par M. Moreau parce qu'il n'a pas confiance dans l'indice officiel du coût de la vie publié par le Ministère du Travail. Si on l'admettait ici, le principe passerait dans toutes les lois sociales. M. Bonnevay demande la suppression de cet alinéa. Pourquoi ces révisions de prix? Il y a bien assez de difficultés de tout genre. (Le dernier alinéa est supprimé)

à l'article 4 M. Moreau propose un nouveau texte pour les deux premiers alinéas. La commission supprime les mots "à l'encontre du locataire sortant" et modifie le reste du texte. Au deuxième alinéa, elle admet que le jugement pourra être frappé d'appel.

M. Penancier demande que la date du refus soit fixée par une lettre recommandée. à l'article 5, on remplace "ses enfants" par "ses descendants" et on ajoute les conjoints.

Vers la fin de l'article M. Méjan signale que, dans la France entière, il y a des immeubles achetés en vue d'y installer des banques.

L'article 6 sera révisé pour donner satisfaction à une observation de M. Bonnevay.

à l'article 7, M. Penancier objecte que les aménagements effectués par le locataire peuvent ne procurer aucun profit au propriétaire.



Les articles 8 & 9 sont adoptés.

à l'article 10, M. de Las Cases propose une disposition spéciale visant les constructions volantes édifiées sur les terrains nus.

M. Penamier ajoute que le texte devrait viser ces sortes de constructions déjà édifiées sur les terrains nus par le preneur avec la tolérance du vendeur.

Les articles 11, 12, 13, 14 sont adoptés.

L'article 15 sera divisé en deux alinéas.

à l'article 16 M. Méjan voudrait qu'on ne frappe pas les établissements intéressants, tels que les coopératives à succursales & les banques régionales.

M. Morant précise que les unes & les autres ne seront pas touchées parce qu'il faut cinq succursales dans la même ville pour que l'article 16 s'applique.

M. Rabier prend la défense des établissements horticoles.

M. Morant promet qu'il apportera sur ce point une explication à la tribune du Sénat. La commission adopte l'article 17, ainsi qu'un article additionnel proposé par M. Morant.

(la séance est levée à six huit heures)

Le président:

J. P. Miller

L'un des Secrétaires:

Alue Alard



146<sup>e</sup> Séance. Séance du mercredi 17 juin 1925

Présidence de M. Poule

La Séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Poule, président, Ratier et Penancier, vice présidents, Morant et Gardey, secrétaires, Lisbonne, Pol Chevalier, Calmel, Chenebenoit, Bonneray, Catalogue, Guillier, Eccard, Helmer, Vallier, Jean Richard, de Las Cases, Lugol et Fenoux.  
Excusés : MM. Lemarié, Fernand Grénioux, Duplantier et Rabier.

# I

Propriété commerciale. M. Morant donne lecture de son rapport sur la propriété commerciale.

M. Penancier, au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 2, demande comment la partie la plus diligente saisira le président du tribunal.

M. Morant répond que la procédure sera la même que celle de la loi du 31 mars 1922.

M. Lugol préférerait que le président fût saisi par voie de requête, étant donné qu'il n'y a pas trace des lettres.

M. le président fait remarquer que la procédure des lois de 1922 et de 1923 n'a soulevé aucune difficulté et qu'il y a une tendance générale à supprimer les frais de procédure.

M. Morant ajoute que, si on introduit dans l'affaire un huissier ou un avoué, on diminue les chances de conciliation.



M. le président constate qu'en fait les parties auront toujours consulté un avocat ou un avoué.

M. Lugol oppose les lois de 1922 et de 1923, qui ont un caractère provisoire, à la loi actuellement en élaboration, qui sera permanente.

M. Morand estime qu'il faudra proroger les lois de 1922 et de 1923 et leur donner une application durable.

M. Lugol relève dans l'article 2 le mot de "réassignation", qui suppose une première assignation.

(La commission remplace le mot de réassignation par celui d'assignation).

M. Jean Richard relève que le texte ne dit pas que le texte ne dit pas que le président doit être saisi par une lettre.

M. Bonneray compare cette lettre au billet d'avertissement en justice de paix.

M. le président signale qu'à Poitiers on concilie presque toujours quand les parties sont seules en présence devant le juge.

M. Morand recommande de ne pas bouleverser les habitudes prises depuis 1922 sans qu'il en soit résulté de conséquences fâcheuses.

à l'alinéa 6, on ajoute le mot "boutefois":  
"Boutefois, la partie défaillante..."

À l'article 3, M. le président rappelle que la commission, dans la précédente séance, avait supprimé le dernier alinéa.

M. Morand craint que cette suppression n'offre des inconvénients. En fait, tous les baux contiennent maintenant une clause de révision tous les trois ans. Cette clause



est nécessaire à l'article 3, elle a déjà été admise par les deux chambres. On ne peut enchaîner les contractants pour le prix des baux. M. Penancier demande ce qu'il adviendra des baux passés récemment sans lesquels aucune révision n'est prévue. Le texte proposé par M. Morand généraliserait les révisions de prix des baux.

(La commission accepte, à l'unanimité, le principe de la révision).

M. le président soumet à la commission la question de savoir si la révision se fera tous les trois ans ou tous les cinq ans.

M. Penancier signale que le délai de cinq ans a déjà été accepté par les deux chambres et qu'avec le texte de M. Morand, il y aurait un premier procès sur la situation actuelle des conditions économiques.

(Le délai de trois ans est adopté).

M. Lugol demande si le dernier alinéa de l'article 3 sera applicable aux baux de neuf ans consentis en 1924 et 1925.

M. Morand répond que ces baux ne tombent ni sous l'application de la loi en discussion ni sous celle de la loi sur la révision des baux en raison de la date à laquelle ils ont été contractés.

(La commission rectifie les derniers mots de l'article 3).

À l'article 4 la commission adopte la rectification suivante : "... déterminée en application des articles précédents".

M. Morand propose une nouvelle rédaction



pour les derniers mots du premier alinéa.  
 On prendrait en considération pour la  
 fixation de l'indemnité les bénéfices déclarés  
 au fisc pendant les trois dernières années.  
 M. le président ajoute qu'il ne s'agit que de la  
 fixation d'un maximum.

(Le texte est adopté, ainsi que les derniers alinéas  
 de l'article).

Au premier alinéa de l'article 5,  
 M. Mosand propose d'ajouter les ascendants.  
 M. Penancier hésite à se rallier à cette suggestion  
 parce qu'il ne s'agit pas de locaux d'habitation.  
 (La commission ajoute les mots "ses père et mère"  
 et modifie la fin de l'article).

M. Mosand explique que l'article 6, qui est  
 fort peu clair, s'applique aux théâtres, aux  
 boulangeries, aux établissements de coiffure,  
 locaux disposés pour l'exercice d'une  
 seule profession. On suppose que le  
 propriétaire loue à la fois l'immeuble  
 et le fonds de commerce.

M. Bonneray objecte que le mot "location"  
 appliqué à un fonds de commerce  
 n'est pas juste. On vend un fonds de  
 commerce on ne le loue pas. Il y a  
 une équivoque. Il n'y a pas deux locations,  
 mais une seule, la location de tout ou  
 partie d'un immeuble approprié à  
 l'exercice d'une profession commerciale.

M. Penancier déclare que l'article 6  
 causera des surprises.

M. Vallier attire l'attention de la  
 commission sur ce que le four de



Boulanger ne se confond pas avec le fonds de boulangerie.

M. Ratier juge trop générale la formule de l'article 6.

M. Helmer demande si cet article suppose que le propriétaire de l'immeuble a déjà lui-même exploité le fonds de commerce, auquel cas il faudrait le dire.

M. le président rappelle que l'article 6 a déjà été voté par les deux chambres.

M. Penancier demande la suppression des deux premières lignes et l'addition d'une précision : "Si le propriétaire a entendu conserver la propriété du fonds de commerce...", auquel cas, du reste, la propriété commerciale n'aurait rien à voir avec l'hypothèse envisagée.

(l'article 6 et les derniers articles de loi sont adoptés avec quelques modifications dans la rédaction).

On excepte de l'application de l'article 16 les cessionnaires français de propriétaires étrangers de fonds de commerce si la cession est postérieure au 1<sup>er</sup> juin 1925.

(le rapport est approuvé : M. Morand est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

M. le président remercie M. Morand, au nom de la Commission, du travail considérable qu'il a fourni.

La séance est levée à 17 heures 45

d'unidg Secrétaires :

de président :

*M. Morand*

*J. Orlu*



147<sup>e</sup> Séance

Séance du jeudi 18 juin 1925

Présidence de M. Poulle.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: Mm. Poulle, président.  
Penancier, vice-président, Morand, secrétaire;  
Bommeray, Jean Richard, Vallier, de las Cases,  
Lugol, Rabier, Lauraino, Méjan, Chenelenc et  
Pol Chevalier.

Excusés: Mm. Ratier, Gardey, Eccard et Helmer

I  
Révision  
des baux

M. Morand expose l'objet de la proposition de loi  
adoptée par la Chambre des députés: ayant  
pour but d'autoriser la révision des prix des  
baux à longue durée. Une difficulté s'élève à  
l'article 1<sup>er</sup>, au sujet de la date au delà de  
laquelle devront avoir été conclus les baux révisibles.  
Le texte de la Chambre porte 24 octobre 1919.  
Il s'agit de la fin des hostilités; les baux  
antérieurs à cette date ont été privilégiés,  
la révision compense la prorogation. M.  
Morand, comme rapporteur, insiste pour l'adoption  
de cette date.

M. Rabier constate que, dans les derniers mois  
de 1919, le propriétaire était tenu de  
limiter le montant du bail par la loi sur la  
spéculation illicite, sous la menace de peines  
correctionnelles. Le prix n'est plus suffisant.  
Il cite l'exemple d'une femme qui a, le 11  
décembre 1919, loué pour trente ans un  
immeuble à usage d'hôtel meublé.



M. Penancier objecte que jusqu'en 1919 les propriétaires n'ont pas été payés par leurs locataires mobilisés et que tout l'impôt est resté à leur charge.

M. Lugol demande qu'on substitue à la date d'octobre 1919 la date d'octobre 1922, qui a fixé la limite des loyers à 75%.

M. Bonnevay défend la loi sur la spéculation illicite des loyers, qui a été, à son heure, nécessaire. Toutefois, si le Sénat ne vote pas la loi qui lui est renvoyée par la Chambre, la Chambre, saisie à nouveau du texte, ne statuera plus. Il vaut mieux voter pour le moment une loi imparfaite, qu'il faut rectifier aussitôt après par une autre loi.

M. Vallier fait remarquer que dès 1919 le franc avait déjà diminué.

M. Penancier déclare que la présente loi ouvre la porte à la révision de tous les baux.

M. le président résume le débat: plusieurs membres de la commission voudraient aller au-delà de ce qu'a fait la Chambre. On veut améliorer le sort des propriétaires, qui ont subi un préjudice sans leurs ressources du fait de la guerre. Mais, comme l'a dit M. Bonnevay, si on change quelque chose au texte de la Chambre, on n'aura rien. La Chambre a disjoint tout ce qui était relatif aux baux ruraux. Il faudra, de toutes façons, retoucher ultérieurement la présente loi.

M. Morant est d'avis que ces retouches devront prendre place dans la loi qui nécessairement devra être votée.



dans le dernier trimestre de 1925.

M. le président conclut que toutes les lois sur les loyers n'ont fait qu'aggraver la situation.

M. Morant rappelle que cette proposition de loi a été déposée à la Chambre il y a quatre ans et qu'on l'a retardée par toutes sortes de moyens dilatoires.

M. de Las Cases pense, comme M. le président, que toutes les lois portant atteinte à la liberté des conventions en matière de loyers ont été autant d'erreurs, mais que la présente proposition de loi est assez modérée pour que les propriétaires ne puissent pas étrangler les locataires.

M. Penancier n'éprouve que peu d'enthousiasme pour cette loi qui vient six ans trop tard. On s'éloigne de plus en plus du droit commun. Si le Sénat modifie la date inscrite dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la Chambre ne votera pas la proposition une seconde fois.

M. Morant déclare que cette loi est le corollaire de la loi du 9 mars 1918. Le locataire qui, étant mobilisé, n'a pas payé son loyer pendant la guerre et qui reste dans les mêmes locaux aujourd'hui, doit payer un prix équitable, tandis que les loyers passés après 1919 n'ont pas été susceptibles de prorogation.

M. Bonnevay demande ce que signifie : "à partir du terme d'usage etc..." la majoration sera-t-elle payée sur la première quittance présentée, alors même que le locataire paye à terme échu ?



M. Morant n'est pas de cet avis, il s'en expliquera dans le rapport, il ne peut pas y avoir de rétroactivité.

Plusieurs membres de la commission s'éclarent ne pas partager la manière d'interpréter ce texte exposée par M. Morant.

(L'alinéa 1<sup>er</sup> est adopté, ainsi que les quatre suivants).

M. Bonnevay, à l'alinéa 6, demande ce qu'il faut entendre par "concessions".

M. le président répond que ce terme s'éclaire par ce qui précède.

(La commission adopte l'article 2)

M. Penancier montre combien est grave la disposition de l'article 3: elle va amener devant le juge de paix ou le président du Tribunal civil toutes les revisions de prix de baux.

Comment va-t-on retrouver les censitaires quand les cessions de bail ont eu lieu à l'insu du propriétaire. On va ouvrir des affaires qui ont été déjà jugées par le Tribunal Correctionnel.

M. le président partage les scrupules de M. Penancier et demande aux membres de la commission de reprendre leur liberté d'opinion parce que, même si la Commission acceptait cet article 3, le Sénat ne la suivrait pas.

M. Méjan propose d'interrompre ici l'étude de la loi. Il y aurait lieu d'examiner les nombreuses questions posées à la Chambre des députés et auxquelles il a été répondu. M. Morant cherchera tout



ce qui peut rendre admissible le texte de la Chambre et l'exposera à la Commission dans une séance ultérieure.

M. Bonnevay, sur l'article 4, s'étonne de la dualité de compétence du juge de paix, suivant que la ville où se trouvera l'immeuble aura plus de 100 000 habitants ou moins de 100 000... Il s'étonne encore plus des mots "dans les termes du droit commun", qui se trouvent dans le dernier alinéa: il pourra donc y avoir un premier appel devant le tribunal civil et un second devant la Cour d'appel, puisqu'au-dessus de 1500 fr., le droit commun, c'est la possibilité d'appel à la Cour.

M. Penancier trouve déraisonnable que, pour le même taux, il puisse y avoir appel dans certaines villes et non dans d'autres.

M. Morant confesse que cet article est en discordance absolue avec les lois précédentes sur les loyers.

M. Pol Chevalier le qualifie d'extravagant.

M. de Cascaes déclare que, si la loi de révision des loyers est votée, il ne s'en servira pas pour son compte personnel.

M. Chenebault a l'impression qu'on a eu, à la Chambre des députés, une arrière-pensée: on espère que la loi reviendra du Sénat et qu'alors on la fera changer.

M. Penancier est du même avis: les députés qui ont voté cette loi l'ont regrettée.

M. Morant demande à la Commission de faire voter la loi par le Sénat, si imparfaite soit elle, et de l'amender ensuite.



par une seconde loi.

M. Penancier craint qu'entre les deux lois il ne s'écoule un délai de plusieurs mois, pendant lequel on aurait à appliquer une loi monstrueuse.

M. Lugol propose que les rapporteurs des deux chambres aient une conférence pour établir un texte d'accord entre eux.

M. Penancier propose que l'on essaie de mettre sur pied un texte qui puisse être voté tout en se rapprochant le plus possible de celui qui a été adopté par la Chambre des députés.

M. Chenebault dit que les deux rapporteurs devraient consulter M. Raynaldy.

M. Rabier ajoute qu'on devrait aussi prendre l'avis de M. Lévassier.

M. Morand déplore que, si le texte retourne à la Chambre, on ne le renvoie plus : les malheureux propriétaires seront déçus.

M. Rabier estime que cette éventualité est inévitable.

M. Vallier préférerait que le texte de la Chambre fût voté, en raison de l'urgence, mais que M. Morand ne dissimulât dans son rapport aucune de ses imperfections.

M. Penancier pense que, dans ces conditions, le Sénat ne votera pas ce texte.

M. Morand est d'un avis contraire, si la commission demande au Sénat de le voter.

M. Penancier ne peut se résoudre à admettre un texte que les propriétaires eux-mêmes ne pourront pas appliquer.

(La proposition de MM. Vallier et Rabier



est admise par 4 voix contre 1 et 6 abstentions)

## II

Seconds mariages  
des veuves et des  
divorcées.

M. Vallier donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. Catalogne et Daraignez relative aux seconds mariages des veuves et des divorcées. M. Richard demande que le texte précise qu'en cas de troisième ou quatrième mariage d'un veuf ou d'un divorcé, l'acte de mariage n'énonce les prénoms et nom que du dernier conjoint et non pas de tous les conjoints successifs de l'individu qui se remarie (adopté).

(Le rapport est approuvé - M. Vallier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à dix-sept heures.

Le président :

G. Boulle

d'un des secrétaires :

M. Muraud



148<sup>e</sup> Séance

Séance du mercredi 24 juin 1925

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures &amp; demie.

Sont présents : MM. Poulle, président, Lebert, Bonneray, Magurien, Catalogne, Calmel, Duplantier, Lisbonne, Eccard, Holmer et Rabier.

Excusés : mm. Blaignan, Raticier et Morand

## I

Naturalisation  
des anciens  
protégés français  
en TurquieM. le président expose l'objet du projet  
de loi relatif à la naturalisation des  
anciens protégés français en Turquie.(Imprimé 29 de 1925 - n° 307 du  
registre d'ordre)(Le rapport est approuvé - M. Poulle est  
autorisé à le déposer sur le bureau du  
Sénat).

## II

Pouvoirs  
du juryM. Lebert expose l'objet de la proposition  
de loi de M. Louis Martin, tendant à  
modifier l'article 345 du coded'instruction criminelle, en vue de  
compléter les pouvoirs du jury. (Imprimé  
62 de 1920 - n° 72 du registre d'ordre).Le système de la loi française qui fait  
prononcer le jury sur la culpabilité et  
le Cour sur la peine est logique. On  
crainait aujourd'hui que la décision du jury  
ne soit influencée, sentimentalement,  
par la crainte d'une peine trop forte &  
l'on veut qu'il participe à la décision sur



la peine même. Dans ces conditions, on ne comprendrait plus que les jurés pussent signer un recours en grâce, puisqu'ils oseraient la répression.

M. le président objecte qu'il n'y a rien dans la Constitution qui limite le droit de grâce, ni quant aux pouvoirs du président de la République qu'il accorde, ni quant à la désignation de ceux qui peuvent la demander.

M. Mazurier répond qu'il y a des droits qu'ont les simples citoyens & non les magistrats.

M. Bonneau estime que, si un seul juré signe le recours en grâce, il viole le secret des délibérations et, si tous le signent, ils se déjugent. Toutefois les jurés pourraient signer ce recours hors séance, à titre de simples particuliers.

M. Lebret observe qu'il en est toujours ainsi.

M. Bonneau fait remarquer que la proposition aurait peu de chances d'être votée si l'on semblait amoindrir les attributions du jury, car il y a présentement un mouvement d'opinion hostile au président des assises, comme en témoignent les incidents qui ont suivi l'affaire de Kérinon à St-Brieuc et la démission du bâtonnier Henri Robert.

M. Poulla insiste sur ce fait que, ce que l'on a voulu éviter, c'est l'acquiescement de peur d'une peine trop forte.

M. Mazurier attire l'attention sur ce fait qu'on va diminuer le rôle du président: il ne sera qu'un avocat-conseil & les jurés feront



ce qu'ils voudront.

M. Bonneray dit que le président renseignera les jurés sur les raisons de sévérité et d'indulgence : ce ne sera pas un rôle d'accusateur.

M. Las Cases signale qu'en Tunisie le président assiste aux délibérations des jurés & que c'est une bonne chose : on évite ainsi certains acquittements scandaleux.

M. Lebert, la réforme consistant à faire prononcer la peine par le jury est acceptée par tous, mais non pas la suppression des deux assesseurs (Proposition de M. Bonneray - Imprimé 128 de 1925 - n° 300 du registre d'ordre). Il propose, si on maintient le "juge unique" demandé par M. Bonneray, de remplacer le mot "juge" par "magistrat".

Les professionnels ont remarqué que le Code d'instruction criminelle, l'ensemble de motifs de cassation, les assesseurs surveillent à ce point de vue. Le président seul aura son attention trop absorbée sur l'affaire pour éviter ces cas de cassation. S'il est critiqué violemment, aura-t-il la sérénité suffisante pour juger?

M. Duplantier ajoute qu'il convient de conserver certain decorum à la Cour d'assises.

M. Bonneray reconnaît que la deuxième partie de sa proposition n'est pas essentielle, mais il y a des raisons pour la maintenir. La solennité de la Cour d'assises n'est pas dépendante du nombre des magistrats qui la composent. L'impartialité & même la bienveillance du président sera démontrée



98

par le prononcé d'une peine moins forte que celle qui était requise par l'avocat général.

M. Catalogue déclare que le contraire peut arriver.

M. Bonnevay admet que les assesseurs apprennent par la pratique le métier de président: pour les longues affaires et en prévision d'une défaillance physique du président, un suppléant pourrait lui être adjoint.

d'économie de personnel serait intéressant, surtout à Paris: avec les magistrats ainsi libérés on pourrait constituer une cour Supplémentaire.

Si le président délibère avec le jury, que feront, pendant ce temps, les assesseurs?

M. Lebert répond que, si l'on maintient les assesseurs, ils participeront tous les trois à la délibération.

M. Bonnevay n'approuve pas ce procédé: on trouvera que les trois magistrats exercent une influence excessive sur les décisions des Douze jurés.

M. Lebert répond que le système existe aux colonies, où cependant il n'existe que quatre jurés pour trois magistrats.

M. le président est favorable au maintien des trois assesseurs. La Cour juge les incidents, qui peuvent avoir une répercussion sur le fond de l'affaire: condamnation d'un juré défaillant, admission de la demande de l'avocat quant à l'examen mental de l'accusé, contrairement aux conclusions du ministère public. Ici la décision du président seul n'aura pas assez de poids: de même en ce qui concerne les Sommages - intérêts, qui peuvent être énormes &



pour lesquels il n'y a pas d'appel.

M. Bonneray rapporte que, d'après les témoignages qu'il a recueillis, l'influence des assesseurs est très faible: la meilleure conséquence de leur présence est la nécessité d'un délibéré, qui est une garantie du justifiable.

(La suppression des assesseurs n'est pas adoptée - le rapport est approuvé - M. Lebert est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

### III

Loi de pardon. M. Bonneray expose l'objet d'une proposition de loi de MM. Chéron et Cuvin, attribuant le droit de recours aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus non condamnés (n° 308 du registre d'ordre) actuellement, en dehors de l'article 463 du code pénal sur les circonstances atténuantes, il y a toute une série de lois qui ont adouci la rigueur de la répression.

M. Bonneray fait l'historique de la question; il cite, notamment, les retentissants jugements du président Magnaud, de Chatain Chierrey qui a substitué parfois à la loi ses idées personnelles sur les faits sociaux. Il examine la portée de la proposition de MM. Chéron & Cuvin.

M. Mazurier fait remarquer que, si la condamnation disparaissait du casier judiciaire, le délinquant serait toujours primé.

M. Bonneray rappelle qu'actuellement la tentance à individualiser la peine s'accroît: doit-elle aller jusqu'aux conséquences de la proposition de MM.



Chéron & Caubin? Pour les faits les plus graves, les crimes, la Cour d'Assises peut acquiescer même si le fait est constant. La proposition étendrait la règle aux tribunaux correctionnels, qui offriraient à ce point de vue plus de garanties: on éviterait ainsi des amnisties inconsidérées. Aujourd'hui, les juges correctionnels sont obligés de nier les faits évidents, pour ne pas condamner.

Contre la proposition, on peut dire que la répression en serait éternuée, sans des conditions, il est vrai exceptionnelles - que l'arbitraire du juge en serait accru: ce serait, en réalité, substituer à l'application automatique de la loi le pouvoir large d'appréciation du juge - que la réforme est inutile, puisqu'il existe déjà la loi de sursis, ce qui n'est pas exact, étant données les différences entre les deux institutions. M. Bonneray est, en conséquence, favorable au principe de la proposition, mais demande des modifications à son dispositif. La décision devrait être très motivée & constater le regret du délinquant, certains délits devraient être exclus: non seulement les délits fiscaux, mais les délits d'habitude, l'ivresse, l'excitation de mineurs à la débauche, l'avortement, la provocation au malthusianisme, qui est un péril pour la nation. On pourrait, par contre, à l'exemple de l'école italienne, rétablir l'équilibre en augmentant le pouvoir d'aggravation de la peine par le juge. M. le président remercie M. Bonneray de son très intéressant exposé.

M. Libert estime que l'aveu du prévenu devrait être indispensable.

M. Bonneray répond que l'expression des regrets implique l'aveu.



9  
M. Lobert voudrait que l'aveu fût antérieur à la comparution devant le tribunal.

M. le président demande l'avis de la commission sur le principe de la proposition de loi.  
M. Calmel y est hostile : la loi augmenterait le nombre des délinquants primaires : l'état moral du pays ne permet pas actuellement de tenter l'expérience.

M. Escard opine dans le même sens : la loi de sursis et le droit de grâce suffisent dans les cas exceptionnels que prévoit la proposition de loi.

M. de Las Cases a précédemment voté la loi de pardon et il est resté dans les mêmes dispositions : il ne croit pas la proposition de loi tangereuse, si son application est exceptionnelle.

M. Rabier redoute l'intervention des hommes politiques, qui est cependant nécessaire dans certains cas.

M. Lisbonne repousse le principe de la proposition.

M. Lobert déclare qu'au point de vue du droit pur, on déplacerait le droit de grâce, tout en laissant subsister la réparation civile.

M. Bonnevay rectifie cette opinion : il n'y aurait pas remise de peine, puisqu'il n'y aurait pas de peine : la répression ne serait pas écartée : aujourd'hui 15 à 20% seulement des condamnés primaires obtiennent le sursis. (Le principe est repoussé par 7 voix contre 4.)

La séance est levée à dix sept heures.

Le président :

L'un des Secrétaires :

M. Bureau.

G. Poulle



## Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : mm. Poulle, président ; Morand et Gardey, secrétaires ; Magurier, Grand, Mijan, de Las Cases, Pol Chevalier, Rabier, Vallier, Lauraine, Catalogne, Blaignan, Calmel, Lebert, Guiclier, Eccard, Helmer, Bonney et disbonne.

Excusés : mm. Penancier, Ratier, Fenoux et Fernand Cremsieux.

**I**  
affaires nouvelles. M. Poulle est désigné comme rapporteur du projet

de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger le délai d'application de la loi du 19 juin 1920, relative à la délégation des juges de paix non licenciés en droit dans les tribunaux de première instance.

(Imprimé n° 351 - n° 3/4 du registre d'ordre).

M. Chastenet est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés,

tendant à modifier certaines dispositions des lois des 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et abandonnés et 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés, l'intitulé et les divisions du titre VIII du Code civil.

M. Morand est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Gallet ayant pour objet de modifier le paragraphe 4 de l'article 20 de la loi du 14 juin 1906, relative aux conditions de recrutement et d'avancement des juges de paix (Imprimé 321 de 1925 - n° 3/0 du registre d'ordre).

M. Catalogne est désigné comme



rapporteur de la proposition de loi de M. Catalogue, tendant à modifier les articles 5 et 15 de la loi du 8 février 1902 sur les titres au porteur. (Imprimé 185 de 1925 - n° 303 du registre et ordres).

À cette occasion, la commission revient sur une décision qu'elle avait prise en 1921, au début de ses travaux, et décide qu'elle confiera à l'avenir, lorsqu'elle le jugera opportun, le rapport sur une proposition de loi à l'auteur même de cette proposition.

## II

Enfants maltraités et abandonnés M. Catalogue donne lecture d'un rapport de M. Chastenot sur la proposition relative aux enfants maltraités et abandonnés. Tout il est parlé à la page précédente du présent registre.

Le rapport est approuvé. M. Chastenot est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

## III

Juges de paix non licenciés. M. le président expose l'objet du projet de loi relatif aux juges de paix non licenciés, dont il est parlé à la page précédente. La réforme judiciaire projetée devant de plus en plus problématique, on ne trouve plus de juges suppléants, le recrutement de la magistrature est difficile, le nombre des sièges vacants est important. Les avocats sont la navette du siège à la barre, l'effet est déplorable.



Les avocats et les avoués protestent. Le projet de loi prorogerait pour dix huit mois l'application de la loi du 19 juin 1920. Si on adoptait un délai plus court, on serait obligé de le prolonger tous les six mois, en déclarant chaque fois que c'est la dernière prolongation.

M. Lebert constate qu'on fait monter des avocats sur le Siège même au tribunal civil de la Seine et à la Cour d'appel de Rennes, le nombre des magistrats étant insuffisant.

Le rapport est approuvé - M. Boule est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

#### IV

Loi de pardon

M. le président annonce à la commission que M. Chéron demande qu'on disjoigne de sa proposition de loi ce qui concerne le pardon et que le rapport ne porte que sur le reste.

M. Bonnevay rappelle que ce reste a trait à la faculté pour la juridiction pénale d'appliquer les circonstances atténuantes, même s'il s'agit d'une infraction non prévue par le Code pénal, mais par une loi spéciale.

#### V

Partage.

M. Bonnevay remplacera M. Boivin-Champeaux comme rapporteur du projet de loi relatif aux articles 826 et 832 du Code civil (Imprimé 750 de 1923 - n° 191 du registre d'ordre).

#### VI

obédience de M. Baignan expose l'objet des propositions de loi de MM. Félix Martin



et Louis Martin, relatives à l'article 213 du Code civil (Imprimés 230 et 296 de 1920 - nos 104 et 105 du registre d'ordre).

Ces propositions tendent à ce qu'il ne soit plus parlé de l'obéissance due par la femme à son mari.

En de las cases constate que certaines femmes ont déjà réalisé cette réforme.

M. Blaignan rappelle que les auteurs de ces propositions ont invoqué les travaux préparatoires du Code civil et la Genèse.

La société conjugale nécessite la subordination d'un époux à l'autre. Le mari a droit à l'obéissance de sa femme, comme la femme a droit à la protection du mari, protection qui ne se confond pas avec l'oppression. Si on supprimait dans la loi le mot "obéissance", il y aurait lieu de modifier d'autres articles du Code civil : 148 (consentement au mariage), 373 (puissance paternelle), 384 (puissance légale), sans compter ceux qui ont trait à l'autorisation maritale en matière de contrats. M. Louis Martin propose de substituer à son texte un texte nouveau : la commission aura à se prononcer lorsqu'elle sera saisie de la nouvelle proposition de loi de M. Louis Martin.

(La commission décide d'ajourner sa décision)

## VII

Clause

compromissoire

M. Catalogne reprend l'exposé des projets et propositions de loi relatifs à la



clause compromissoire (c.c.)

En ce qui concerne la c.c. en droit international privé, M. Dominique Delahaye a déposé un amendement. Il demande que l'on substitue "un ou des arbitres" à "des arbitres".

M. le président répond que le texte est clair et qu'on répondra à M. Delahaye que la commission est d'accord avec lui.

(L'amendement est repoussé.)

M. Catalogue ajoute que M. Roy va déposer, au nom de la commission du commerce, un avis favorable, avec demande de rectification de pure forme.

(La commission décide d'accepter la rectification demandée par M. Roy).

M. Catalogue expose ensuite l'objet de la proposition de M. Louis Dreyfus, député, et ses vœux en sa faveur.

M. Guillier parle de l'arrêt rendu en 1843 par la Cour de Cassation après les abus constatés en matière de c.c.

M. Helmer estime qu'il est indispensable d'admettre le principe de la c.c. sous certaines réserves d'application.

M. Catalogue répond à M. Guillier que la Cour de Cassation a commis une erreur de droit à propos des articles 1003 et 1006 du code de procédure civile de la Belgique, avec les mêmes articles, considérés comme valables à c.c.

M. le président objecte que la Cour de Cassation ne peut se prononcer qu'en droit, mais que les abus signalés par M. Guillier ont pu, en fait, influencer sa décision.



M. Ecart ne désire pas qu'une juridiction soit substituée à une autre, ce sont les parties qui choisissent leurs arbitres. à Strasbourg, <sup>et à</sup> Saint-Denis, pour les huiles etc..., il y a des arbitres professionnels, mais on n'est pas obligé de les prendre.

M. Guillier récuse les références aux législations étrangères, qui ne sont pas probantes, parce que mal connues du législateur français: il peut y avoir dans ces législations des dispositions compensatrices. Quand on signe un contrat commercial, on ne peut pas prévoir quels litiges en résulteront avec la C. C., au lieu d'avoir des juges qui donnent des garanties, on ne sait pas d'avance à qui on aura affaire.

M. Maguerie invoque son expérience d'ancien notaire. Dans le monde notarial, on préfère n'avoir à plaider que trois mois au lieu de plaider trois ans. la C. C. met fin aux litiges beaucoup plus rapidement que les tribunaux. Il y a des choses à juger qui ne dépendent pas du droit, mais des bon sens: les arbitres y suffisent.

M. Guillier n'est pas hostile à l'arbitrage une fois la difficulté née; ce qu'il combat, c'est la C. C. convenue avant toute difficulté.

M. Mejan partage l'avis de M. Maguerie. La pratique des affaires a devancé la loi: on insère fréquemment dans les contrats la C. C. Dans le Port, on attribue parfois compétence au président du tribunal de commerce, qui jugera seul et vite, à bon marché. La C. C. est dangereuse pour le monde



judiciaire, qui a essayé d'élever contre elle des  
barrières. Si le Sénat se montrait opposé à la C.C.,  
les protestations seraient sans nombre. Une fois  
le litige né, il est trop tard pour l'arbitrage,  
parce que celle des parties qui n'a pas la  
conscience tranquille n'acceptera pas l'arbitrage.  
La C.C. repose sur le principe de la liberté des  
conventions.

M. Eccart rappelle qu'en matière d'assurances  
maritimes la C.C. est admise par l'article 332  
du code de Commerce et n'a pas jusqu'ici donné lieu  
à des plaintes, bien qu'il puisse surgir en cette matière  
de sérieuses difficultés. Pour qu'un procès  
aboutisse à la Cour d'appel de Colmar, il faut, en  
moyenne, deux ans.

M. Magurier trouve que c'est rapide en comparaison  
avec les affaires jugées par d'autres Cours.

M. le président est fermement partisan de la C.C.  
en matière commerciale, en raison du  
principe de la liberté des conventions et en  
raison de la lenteur terrible des procédures  
judiciaires. En matière civile, immobilière  
surtout, il faut des garanties spéciales; en  
matière commerciale, la lenteur, c'est la ruine.  
Exemple: en matière de droits de stationnement  
de wagons, les droits courent pendant le litige.  
M. Sébert se rallie, lui aussi, à l'opinion de  
M. Méjan: les tribunaux de commerce  
renvoient au délibéré d'un seul juge,  
mieux vaut encore la clause compromissoire.

(La commission adopte le principe de la C.C. en  
matière commerciale par 15 voix contre 1).

M. le président fait remarquer que dans la



convention contenant C. C., on peut n'avoir pas indiqué le nom des arbitres, ou, si les noms ont été indiqués, il peut se faire que l'un des arbitres meure ou se récuse. Que faire alors: le juge désignera-t-il le ou les arbitres? ou bien y aura-t-il lieu à pourvoi - intérêts en cas de résistance à la réalisation de l'arbitrage? M. le président préférerait la première solution, mais il faut préciser dans le texte, car la question est trop grave pour qu'on la laisse dans l'obscurité.

M. Guillier objecte qu'on a pu accepter la C. C. avec désignation d'un arbitre parce que chaque partie avait confiance en lui. après la mort de cet arbitre, on ne peut obliger les parties à ce à quoi elles ne se sont pas engagées.

M. Bonmeray répond qu'au tribunal non plus on ne sait pas qui jugera. On pourra toujours récuser un arbitre, même s'il a été désigné longtemps à l'avance, si les causes de récusation sont survenues depuis la désignation (mariage avec le fils d'une des parties, association avec une des parties etc...)

M. Mejan estime que la difficulté est moins grande qu'on ne pense. Il y aura des clauses de style qui prévoiront la difficulté de l'admission de la clause compromissoire.

M. Pol Chevalier distingue suivant que les arbitres sont nominativement désignés dans la C. compromissoire, ou non.



Dans le premier cas, l'avis de M. Guillier prévaut, la C.C. tombe; mais ce n'est pas le cas le plus général.

M. Helmer appuie cette distinction, qui existe dans la législation allemande.

M. Guillier fait remarquer qu'en raison des récusations toujours possibles, on n'évitera pas les difficultés et les complications. Les frais devant les arbitres seront plus élevés que devant les tribunaux de commerce.

M. Calmel demande si chacun pourra changer son propre arbitre.

M. le président répond par l'affirmative, si le changement est motivé.

M. Calmel fait observer qu'il pourra être délicat à une des parties d'expliquer aux juges pourquoi il n'a plus confiance dans son arbitre.

M. Catalogue craint que, si on ajoute quelque chose à la proposition Louis Dreyfus, on se trouve en contradiction avec ce qui a été décidé au point de vue international.

M. le président suggère que l'on pourrait faire un article 2 modifiant le code de procédure civil et non plus le code de Commerce, article 631 § 2 nouveau.

M. Catalogue ajoute que, si on accepte la suggestion de M. Guillier, il faudra modifier 14 ou 15 articles du code de procédure civile.

M. Vallier souligne que les nombreuses difficultés viennent de ce que l'on a désigné les arbitres. Elles disparaîtraient si l'on décidait que les arbitres ne seront être nommés qu'une fois le litige né.



M. le président approuve cette solution et  
demande à M. Catalogue de préparer  
un texte en ce sens pour la prochaine séance.

(La séance est levée à 16<sup>h</sup> 45.)

le président :

J. Boule

d'un des Secrétaires :

Alex G. Hardy



150<sup>e</sup> Séance.

Séance du mardi 7 juillet 1925

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures trente.

Sont présents : mm. Poulle, président ; Ratier, vice-président ; Catalogne, Méjan, Eccard, Lugol, Pol Chevalier, De Las Cases et Richard.

Excusés : mm. Guillier, Chastenet, Gardey et Penancier.

I  
affaires  
nouvelles

M. Poulle est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant le concours de l'auditorat au Conseil d'Etat (Imprimé 382 de 1925 - n° 315 du registre d'ordre)

M. Gardey est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Pasquet tendant à compléter l'article 335 du Code civil relatif à la reconnaissance des enfants naturels (Imprimé 429 de 1925 - n° 318 du registre d'ordre).

M. Guillier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. De Las Cases, ayant pour objet de mettre à la charge de celui qui aggrave les risques d'incendie causés par ses voisins les surprimes d'assurance qui leur sont imposées par son fait (Imprimé 411 de 1925 - n° 317 du registre d'ordre)

M. Morand est désigné comme rapporteur du projet de loi complétant et modifiant la loi du 6 juillet 1925, ayant pour but d'autoriser la révision des prix des baux à longue durée (Imprimé 414 de 1925 - n° 320 du registre d'ordre).

M. Guillier est désigné comme rapporteur des



articles de la loi de finances de 1929 déjoints et renvoyés à la commission de législation civile et criminelle.

## II

Auditorat au Conseil d'Etat. M. le président donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant le concours de l'auditorat au Conseil d'Etat.

Le rapport est approuvé - M. Poulle est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

## III

Clause compromissoire. La commission reprend la discussion des propositions de loi relatives à la clause compromissoire.

M. Catalogue donne lecture de l'article 631 du Code de commerce et de l'alinéa additionnel précédemment adopté par la commission, conforme à la proposition de M. Louis Dreyfus, député.

Il donne également lecture de sa proposition d'addition à l'article 1003 du Code de procédure civile.

M. Ecceart insiste pour que l'on ne modifie pas la proposition de loi de M. Louis Dreyfus, afin d'éviter son retour à la Chambre des députés. L'addition à l'article 1003 du Code de procédure civile est intéressante, mais elle n'est pas essentielle. On pourrait, dans la suite, faire une proposition de loi complémentaire. M. Catalogue expose que le commerce et l'industrie désirent voir introduire le plus



tôt possible sans notre législation commerciale la clause compromissoire. L'addition proposée à l'article 1003 du code de procédure civile répond aux objections qui ont été faites au sein de la commission et à la pratique belge. À la rigueur on donnerait satisfaction à M. Eccard et au monde du commerce en limitant le texte à la proposition Louis Dreyfus.

M. le président demande ce qui se passe en matière d'assurances maritimes.

M. Catalogne répond qu'aucune procédure n'est imposée par la loi.

M. le président est convaincu qu'il est impossible de faire voter par le Sénat avant la fin de la semaine et sans discussion les deux propositions de loi sur la clause compromissoire. Il vaut mieux compléter l'article 1003 pour donner satisfaction à ceux qui ont fait des objections et pour faire disparaître les difficultés relatives aux récusations d'arbitres.

M. Eccard répond que, même si la discussion ne venait qu'en octobre, on gagnerait du temps, peut-être un an ou deux, en éliminant l'addition à l'article 1003.

M. le président suggère qu'on pourrait faire un rapport unique, puis dissocier tout ce qui concerne l'article 1003 du code de procédure civile, pour ne garder que le texte de M. Louis Dreyfus.

(Cette proposition est adoptée - M. Catalogne donnera ultérieurement lecture de son second rapport sur la clause compromissoire).



IV  
Transcription  
obligatoire.

La commission reprend l'étude de la proposition de loi de M. Milan, Loubet, Machet et Vallée, tendant à rendre obligatoire la formalité de la transcription. (Imprimé 540 de 1921 - n° 93 du registre d'ordre).

M. Pol Chevalier a déposé jadis un rapport sur cette proposition de loi. La direction générale de l'Enregistrement a donné son avis. La direction des affaires civiles et du sénéchal demande trois légères modifications du texte.

M. Lugol demande quelle sera la responsabilité de l'avoué, en cas de non transcription, si le client n'a pas donné la provision nécessaire.

M. Rattier répond que l'amende est ici contraventionnelle et qu'elle est due, quelles que soient les circonstances.

M. le président n'a pas d'avis que la responsabilité de l'avoué doit être engagée, elle pourrait entraîner, à l'égard du client, des responsabilités formidables.

M. Pol Chevalier objecte que les cas de transcription des décisions de justice sont très rares.

M. le président pense que l'avoué, à moins qu'il n'ait reçu le mandat formel de transcrire, ne doit pas être responsable.

M. Pol Chevalier invoque le précédent en matière de transcription.



de jugements de divorce : les raisons se décider  
sont les mêmes. Ce n'est pas à la partie, qui  
d'ailleurs ignore que le jugement doit être transcrit,  
à faire transcrire le jugement de résolution d'une  
vente. Comme avoué, il a toujours veillé lui-  
même à ce que la transcription fut faite.

M. le président propose qu'on étende aux jugements  
la règle posée par l'article 1<sup>er</sup> pour les contrats  
(adopté).

(Le rapport supplémentaire est approuvé - M.

Pol Chevalier est autorisé à le déposer sur  
le bureau du Sénat).

La séance est levée à 15 heures 45.

Le président :

J. Boulier

L'un des Secrétaires :

M. Wicquart



Présidence de M. Poule

La séance est ouverte à 14 heures précises

Sont présents : Mm. Poule, président ;  
 Penancier, vice-président ; Lebert, Mauryan, Rabier,  
 Blaignan, Lisbonne, Catalogne, Bonnetay,  
 Magnien, Vallier, Lauraine et Escard.

Excusés : Mm. Ravier, ~~Moulin~~, Chenebenoit, A. Gardey,  
 Helmer, Calmel et Polchraher.

Affaire nouvelle

M. Poule est désigné comme rapporteur,  
 pour avis, de la proposition de loi de  
 M. Dominique Delahaye, ayant pour  
 objet de modifier et de compléter l'article  
 106 du Code de commerce relatif  
 à la contestation de l'état des objets  
 transportés, en cas de refus ou de  
 contestation à l'arrivée (Imprimés  
 281 de 1921, 713 de 1922 et 338 de 1923 -  
 n° 319 du registre d'ordre - Rapport, au  
 fond, de M. Coignet, au nom de la  
 commission des chemins de fer).

II

Nationalité

M. Heijs, directeur des affaires civiles au  
 ministère de la Justice, est introduit.

M. Lisbonne, rapporteur du projet de loi  
 sur la nationalité, signale qu'un  
 député du Rhône, M. Emile Bender,



a. Dépôté une proposition de loi très brève, très concise, sur la nationalité française qui ne tient aucun compte du projet de loi. Il est urgent d'en finir avec ce projet de loi.  
M. Lisbonne donne lecture de son rapport.

M. le président félicite et remercie M. Lisbonne de son travail.

M. Fleys déclare que le texte préparé par M. Lisbonne est plus clair que la loi de 1889, incorporée dans le Code civil, mais l'article 1<sup>er</sup> de M. Lisbonne diffère peu du texte correspondant du Code civil, on pourrait le rendre plus clair en faisant une énumération plus complète et en visant six cas au lieu de trois : les enfants légitimes d'abord (trois cas), les enfants naturels ensuite (4 cas).

(La commission a adopté la suggestion de M. Fleys).  
M. Lebert demande s'il y a accord entre la Chancellerie et le ministère des affaires étrangères sur le dernier alinéa de l'article 2 et quelle sanction comporte cet alinéa, à quelles conditions les enfants de diplomates étrangers pourraient-ils devenir Français ?

M. Fleys répond que, durant leur minorité, ce serait avec l'autorisation du père.

(Les articles 1 à 5 inclusivement sont adoptés).  
 Au sujet du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6, M. Bonnevay demande ce qu'il faut entendre par "attitude générale".

M. Lisbonne répond que ce sont les sentiments à l'égard de la France.

M. Bonnevay estime que l'expression n'est pas claire.



et il propose d'y substituer les mots "après enquête"

M. Mauryan considère que ces deux mots sont insuffisants, il y a des mesures de prudence à prendre quant à l'objet de l'enquête, on pourrait dire "l'attitude générale de l'étranger à l'égard de la France", pour que le dossier de l'enquête soit complet.

M. Bonnefay craint que par là l'étendue de l'enquête ne soit restreinte.

M. Mauryan se range à l'avis de M. Bonnefay, mais il exprime le désir que ses explications claires soient données dans le rapport de M. Liébomme et dans la circulaire ministérielle qui suivra la promulgation de la loi.

(La commission adopte les mots "après enquête", ainsi que les articles 6, 7, 8 et 9).

M. Eccard, au sujet de l'article 10, attire l'attention de la commission sur le cas suivant : un Allemand a épousé une Algicienne, il est devenu Français par l'effet du Traité de Versailles, la loi en préparation permettra de le dénaturaliser : la femme et les enfants seront-ils dénaturalisés, eux aussi, par répercussion ? Depuis deux ans le malaise algicien s'est aggravé, il y a des attaques contre l'administration française et contre la France : le législateur doit être prudent.

M. Fleys reconnaît qu'il serait très dur, contraire à l'équité et contraire aux principes de déclarer déchus de la



nationalité française la femme et les enfants, aux quels on n'a rien à reprocher personnellement: les enfants sont peut-être nés depuis le traité de paix.

M. Lisbonne conclut de ces observations qu'il faut modifier en conséquence la référence à la loi de 1917 qui se trouve dans l'article 10.

(la commission approuve cette modification)

M. Bonnevay, au sujet de la fin du même article, demande s'il y aura toujours lieu à enquête ou si la déchéance sera encourue seulement quand il y aura eu condamnation.

M. Lisbonne propose le texte suivant: "le juge commis, s'il y a lieu, par le tribunal aux fins d'enquête".

M. le président signale que le fait peut être prescrit; d'autre part, il rappelle les termes de l'article 29 du Code d'instruction criminelle: le tribunal civil ne sera pas seul saisi aux fins de déchéance.

M. Bonnevay trouve étrange que le juge civil soit saisi le premier sur une question pénale.

M. Lisbonne répond que l'instance civile sera suspendue tant que le tribunal répressif ne se sera pas prononcé.

M. Ecoard ajoute que les buts ne sont pas les mêmes au civil et au pénal.

M. Bonnevay rétorque que l'affaire civile a néanmoins un caractère pénal, puisque la loi de décembre 1892 y est appliquée.

M. le président répond qu'il faut toujours permettre aux gens de se défendre.



Une instruction préalable est toujours nécessaire :  
 en matière de divorce, l'instruction peut révéler  
 un infanticide ou un avortement, le juge  
 civil dénoncera immédiatement le crime ou  
 le délit au procureur de la République.

M. Maugan combat la suggestion de M. Bonnevay :  
 des dénaturisations peuvent parfois suffire  
 à l'égard d'indésirables sans que des  
 condamnations soient nécessaires.

M. Bonnevay désirerait que le législateur n'ait pas  
 l'air de réduire la compétence des tribunaux  
 répressifs.

M. le président rassure M. Bonnevay : le  
 rapport sera explicite sur ce point.

(La commission introduit dans l'article 10 les  
 mots "s'il y a lieu" et elle adopte les derniers  
 articles du rapport).

La séance est levée à 17 heures et demie.

Le président :

J. Bonh

Le 1<sup>er</sup> des Secrétaires :

Henri Albray



Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Poulle, président, Penancier, vice-président, Catalogne, Bonneray, Chautemps, Lugol, Calmel, Pol Chavalier, Lebert, Jean Richard, Rabier et Lisbonne.

Excusés : MM. Ratier, Abel Gardey, Morand, Brard et Maguier.

<sup>I</sup> affaires nouvelles. M. Catalogne est désigné comme rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier : 1° les articles 2 et 59 du code de procédure civile (citations et jugements); 2° l'article 822 du code civil (action en partage). (Imprimé 495 de 1925 - n° 324 du registre d'ordre.)

M. Abel Gardey est désigné comme rapporteur de sa proposition de loi tendant à la délivrance obligatoire d'un livret de famille lors de la célébration du mariage (Imprimé 456 de 1925 - n° 322 du registre d'ordre).

M. de Las Cases est désigné comme rapporteur de sa proposition de loi ayant pour objet de mettre à la charge de celui qui aggrave le risque d'incendie couru par ses voisins les surprimes d'assurances qui leur sont imposées de son fait (Imprimé n° 411 de 1925 - n° 317 du registre d'ordre).

M. Poulle est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Gouriou tendant à compléter l'article 16 de la loi d'amnistie du 3 janvier 1925 -



(Imprimé 493 de 1925 - n° 325 du registre d'ordre).

## II

Art 106 du  
Code de Commerce.  
Avaries des marchandises  
Transportées par chemin  
de fer.

M. Poule expose l'objet de la proposition de loi de M. Dominique Delahaye tendant à modifier et à compléter l'article 106 du Code de Commerce relatif à la contestation de l'état des objets transportés, en cas de refus ou de contestation à l'arrivée. (Imprimé 289 de 1921 - n° 319 du registre d'ordre).

Il s'agit, en réalité, d'une proposition de loi déposée en 1911, qui a été renvoyée, en 1921, à la Commission du Commerce. Il y a eu de M. Ruffier, un premier rapport, et un rapport supplémentaire de M. Coignet après des études faites au ministère des Travaux publics. M. Vieu déposera un avis au nom de la Commission des chemins de fer. La commission de législation civile et criminelle est également saisie pour avis.

L'article 106 du Code de Commerce vise les contestations qui surgissent à l'arrivée d'une marchandise transportée; cet article ne vise pas les contestations qui peuvent se produire au départ sur l'emballage, le conditionnement etc. Au départ, c'est le référé commercial qui joue. Malgré tout, cette procédure n'est pas très rapide. D'après la proposition de M. Dominique Delahaye l'article 106 du Code de Commerce jouerait même au départ, mais elle ne vise pas les difficultés relatives aux avaries qui se produisent en cours de route, un wagon-réservoir qui



fait, par exemple. Si la commission décide qu'il faut étendre l'article 106 au code de commerce, un amendement sera nécessaire.

M. Delahaye propose que pour l'expertise tous les intéressés soient convoqués: l'expéditeur, le destinataire, le transporteur et le commissionnaire, sauf dispense de convocation de l'un d'eux par le juge. On emploierait le téléphone et le télégraphe.

Le dispositif du texte qui termine le rapport de M. Coignet ne bouleverse pas l'article 106 du Code de commerce, il en étend l'application. Il met aussi fin à une controverse: il n'y aura y avoir un seul expert et non pas nécessairement trois.

Deux objections de détail sont susceptibles d'être soulevées. Il est dit que le produit de la vente sera attribué "à qui de droit". Ce sera une source de difficultés. L'article 106 actuel dit "au voiturier", ce qui est plus clair mais incomplet. Il vaut mieux dire: "à celle des parties qui aurait fait l'avance des dits frais."

L'autre défectuosité est plus grave. Le texte de M. Coignet ne dit rien sur l'avarie en cours de route. Il peut ne pas y avoir alors de contestation et une expertise est nécessaire: c'est un cheval qui aura été bousculé dans une manœuvre etc... Donc il y a pas lieu à référé. Actuellement soit la compagnie de chemin de fer, soit l'homme qui accompagne les animaux demande au président du Tribunal de commerce ou au juge d'ordonner l'expertise. Mais cette expertise est nulle parce qu'elle est irrégulière en droit.



La Cour de Cassation en a ainsi décidé.  
 Mais comme, en matière commerciale, il y a la liberté de la preuve, on retient l'expertise à titre de renseignement et on la prend avec tous les autres éléments de la cause (voir Cour de Poitiers, arrêt des 4 juillet 1921 et 14 janvier 1924). Il faut mettre fin à cette situation sans l'intérêt de tous. Sauf les deux points ci-dessus visés, M. le président émet un avis favorable au texte de M. Coignete.

M. Catalogue demande quel serait le président compétent pour ordonner l'expertise au cas d'avarie se produisant en cours de route.

M. le président répond que ce serait celui de l'endroit où se produirait l'avarie : juge de paix ou président du tribunal de commerce.

M. Lugol relève l'expression "objets transportés ou présentés au transport"; l'avarie qui se produit est génératrice de contestation.

M. le président répond qu'au moment où l'avarie se produit en cours de route, la contestation n'est pas encore née.

M. Lugol propose la formule : "... en cas de contestation possible ... "

M. le président fait savoir à la Commission que les chefs des contentieux des compagnies de chemin de fer ont été consultés & qu'ils demandent qu'on fasse disparaître du texte l'ambiguïté qui



Y est actuellement.

M. Lugol n'est pas d'avis que l'on consigne le Destinataire lorsque la défectuosité dans l'état de la marchandise à transporter est constatée au départ.

M. le président répond que la compagnie ne sait pas alors qui est responsable de la marchandise comme propriétaire, aux périls de laquelle est transportée.

M. Lugol ajoute qu'en cours de route il n'y aura que le transporteur, alors qu'au départ il y aura, en plus, l'expéditeur et, à l'arrivée, le Destinataire.

M. le président répond que, si un accident survient au cours du transport d'un wagon de bœuf, les intéressés accourent dès qu'ils sont prévenus.

M. Pol Chevalier trouve trop vague l'expression "à qui de droit" relative à la vente et demande ce qui se produira si c'est celui qui a fait l'avance des frais qui est jugé avoir eu tort.

M. le président répond que les frais ont un caractère privilégié : le juge de paix autorisera la vente du bœuf mort pour couvrir les frais de transport et éviter la consignation des montants de ces frais. L'article 103 du Code de Commerce, qui est d'ordre public, continuera à jouer. Le voiturier, étant responsable de plein droit, aura intérêt non seulement à faire des réserves, mais à faire constater par expert le mauvais arrimage.



M. Lugol objecte que le voiturier peut refuser de transporter une marchandise en péril d'avarie.

M. le président répond qu'il n'en est pas ainsi pour les compagnies de chemins de fer et que l'expertise prévue par l'article 106 du code de Commerce a un caractère purement conservatoire de droits. Le transporteur, s'il ne peut refuser le transport, tiendra, par exemple, à établir par expert qu'on a trop bourré le wagon complet : dès le départ, le chef de gare fera constater que le dommage éventuel qu'on pourra relever à l'arrivée ne peut être imputable à la Compagnie.

M. Lugol craint que, si le destinataire est présent à l'expertise au départ, il ne soit lié et ne doive ensuite prouver, s'il refuse la marchandise à l'arrivée, qu'il y a eu un accident de route.

M. le président répond que, de toutes façons, il y aura un procès.

M. Penancier appuie les observations de M. Lugol : le destinataire ne pourra être présent à l'expertise, il est trop loin.

M. Bonneray demande si, dans les affaires de cette espèce, on tient compte des délais de distance.

M. le président répond négativement.

M. Bonneray constate alors, comme M. Penancier, que le destinataire n'aura pas le temps de venir assister à l'expertise.



(la commission approuve la modification des mots "à qui de droit" et elle est d'avis qu'il faut viser l'avarie survenue en cours de route).

M. Lugol voudrait que le destinataire ne fût pas appelé pour assister à la constatation de l'avarie au départ.

M. Chaumery propose que l'on substitue aux mots "sera tenu etc..." ceux-ci: "pourra, sous sa responsabilité..."

M. Penancier demande que l'on ne dise rien quant à l'obligation du voiturier de convoquer les intéressés pour l'expertise, car on irait au devant d'une impossibilité.

M. le président propose de supprimer l'énumération des personnes convoquées. (Il en est ainsi décidé à l'unanimité. M. le président est autorisé à déposer son avis sur le bureau du Sénat).

III

Consentement  
des ascendants  
au mariage de  
leurs enfants.

M. Pol Chevalier lit le rapport de M. Ratis, excusé, sur la proposition de loi de M. Louis Martin et vingt et un de ses collègues tendant à modifier les articles 148, 150 et 152 du Code civil relatifs au consentement des parents en cas de mariage de leurs enfants (Imprimé 321 de 1920 - n° 114 du registre d'ordre). L'article 150, alinéa 2, du Code civil, prévoit qu'en cas de dissentiment entre les aïeuls des deux lignes, ce partage emporte consentement. M. Louis Martin demande qu'il en soit de même chaque fois que le consentement



de deux ascendants est exigé par la loi : pour l'article 148, alinéa 1<sup>er</sup>, il s'agit du dissentiment entre le père et la mère de l'enfant légitime.

M. le président en conclut que le seul fait que l'un des père et mère donnera son consentement au mariage suffira.

M. Bonneray est de cet avis, car la sollicitude du père et de la mère pour l'enfant est égale.

M. Lugol observe que c'est une question d'espèces.

M. le président donne cette formule : c'est un partage de faveur pour le mariage.

M. Bonneray déclare que le résultat du texte actuel, c'est le concubinage. (les articles 1<sup>er</sup> et 2 [art. 148 et 150 du code civil] sont adoptés).

M. Lugol, au sujet de l'article 3 [art. 158 du code civil] demande ce qui se produira si le père et mère l'un est déchu de la puissance paternelle.

M. Jean Richard répond que la déchéance de la puissance paternelle entraîne déchéance du droit de consentir au mariage des descendants.

M. Bonneray fait remarquer que l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 juillet 1889, sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, ne vise pas l'article 158 du Code civil et qu'en conséquence il serait bon de mettre dans cet article 158 une précision pour le cas de déchéance de la puissance paternelle.

(adopté).



M. Lugol demande que la commission ne suive pas M. Louis Martin quant à la modification de l'article 152 [parents divorcés], le texte actuel du code civil donne toutes garanties.

(la commission décide de ne pas modifier l'article 152 et elle autorise M. Ratier à déposer son rapport sur le bureau du Sénat en y introduisant les résolutions par elle arrêtées).

#### IV

Logement des  
concierges.

M. Penancier expose sommairement l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer (Imprimé 619 de 1919 - N° 34 du registre d'ordre).

Les concierges demandent à bénéficier d'un délai-congé de deux mois, mais la mesure ne s'appliquerait pas à eux seulement. M. Penancier demande qu'un exposé détaillé soit fait par lui au cours de la prochaine réunion de la commission.

M. le président demande à la commission si elle serait disposée à entendre les délégués des concierges.

M. Lugol répond que ce n'est pas l'usage.

M. le président estime qu'il vaudrait mieux donner mandat de les entendre à M. Penancier, rapporteur.

(la séance est levée à 17<sup>h</sup> 40<sup>ms</sup>)

Le président:

L'un des Secrétaires:

*Paul Aubry*

*G. Bonin*



153<sup>e</sup> Séance.

Séance du mercredi 27 novembre 1925.

Présidence de M. Penancier.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents: MM. Penancier, vice président;  
 Bonneray, Brard, Fouilloux, Calmel,  
 Pol Chevalier, Escard, Magnien, Lisbonne,  
 Rabier, Jean Richard, Lauraine.

Excusés: MM. Dulle, président, Ratier,  
 Morand, Helmer et Gardey.

I  
 Déplacement  
 des magistrats

M. Bonneray donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. Pierre Berger, modifiant les articles 15 et 16 de la loi du 30 avril 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 12 juillet 1918 (Imprimé 83 de 1925 - n° 298 du registre d'ordre). Il déclare que le texte proposé par lui a été établi d'accord avec la Chancellerie. Il donnerait plus complète satisfaction à la magistrature que celui qui a été proposé par M. Pierre Berger.

M. Blumel demande si le Conseil supérieur de la magistrature et la commission spéciale ne font que donner un avis.

M. Bonneray répond affirmativement. Le garde des sceaux présenterait à la commission la liste des postes auxquels pourrait être nommé le magistrat déplacé.



La commission pourrait réduire cette liste, et même n'y laisser qu'un seul poste. Il s'agit de cas où l'on n'a aucune faute à reprocher à un magistrat, mais où son maintien dans une ville est impossible, soit, par exemple, à cause des agissements de sa femme, soit à cause de la rivalité de deux magistrats.

(Le rapport est approuvé - M. Bonneray est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

II

Circonstances  
atténuantes.

M. Bonneray rappelle l'objet de la proposition de loi de MM. Cléron et Caurin attribuant le droit de recours aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus non condamnés (n° 308 du registre d'ordre). (Voir Séance de la Commission du 24 juin 1925, affaire III et du 1<sup>er</sup> juillet 1925, affaire IV) - La commission a disjoint de cette proposition de loi tout ce qui concerne la loi de pardon et retenu ce qui concerne les circonstances atténuantes. Mais il y aurait inopportunité à étendre les circonstances atténuantes à toutes les lois pénales non codifiées : certaines d'entre elles sont intentionnellement muettes sur la question des circonstances atténuantes, par exemple la loi sur les souteneurs, d'autres excluent formellement les circonstances atténuantes, notamment les lois forestières et l'art. 186 du Code du Travail sur le travail des femmes et des enfants. Il serait opportun d'insérer une réserve : "Sauf dispositions contraires expresses..."



M. le président estime que, là où le législateur a formellement exclu les circonstances atténuantes, il doit n'y être apporté aucune modification et qu'il faut demander au garde des Sceaux son avis sur l'application des circonstances atténuantes aux crimes et délits pour lesquels - par exemple dans la loi sur les candidatures multiples - il n'a rien été dit sur les circonstances atténuantes.

(La commission décide de consulter le garde des Sceaux).

### III

Art. 55 du  
Code pénal  
(Solitarité des  
amendes)

M. Magnien demande à la commission d'ajourner la Discussion de la proposition de loi de M. Louis Martin sur l'article 55 du Code pénal (solitarité des amendes) jusqu'à ce que l'auteur de la proposition soit présent et puisse la défendre.

(Il en est ainsi décidé)

### IV

Publicité des  
jugements déclaratifs  
de faillite

M. Magnien expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les dispositions de l'article 442 du Code de commerce concernant la publicité des jugements déclaratifs de faillite. Il s'agit de publier ces jugements dans le supplément du Journal Officiel pour les porter à la connaissance des créanciers éloignés.

M. Touilloux estime que ce seraient là des



fraîs inutiles, préjudiciables au failli et à la masse.

M. Pol Chevalier ajoute qu'en pratique les créanciers sont toujours prévenus à temps.

M. Magnien demande à la commission

d'ajourner sa décision jusqu'à ce que soit présent M. Louis Méjan sénateur du Gard, qui désire défendre la proposition de loi de M. Jean Bosc, député du Gard.

(Il en est ainsi décidé).

V  
Délai-congé.

M. Penancier rappelle l'objet de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer (Imprimé 619 de 1919 - n° 34 du registre d'ordre). Il y a, à la Chambre des députés, une proposition de loi de M. Henry Paté, dont l'objet est connexe à celle-ci. Il s'agirait d'unifier le délai-congé pour tous ceux qui ont une habitation non meublée accessoire au louage d'ouvrage. La question n'intéresse pas seulement les concierges, mais aussi les jardiniers, alors que la proposition de M. Paté ne vise que les concierges. Elle est insoluble pour le moment et son étude doit être continuée jusqu'à ce qu'un texte solide puisse être établi.

M. Bonneray signale que, dans la région lyonnaise, le délai-congé pour les jardiniers est de six mois.

VI

Enquêtes parlementaires. M. Brard expose l'objet de la proposition de loi de mm. Helmer, Alphonse et



Bonneray, portant modification de la loi du 23 mars 1914, relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaires (Imprimé 249 de 1925 - n° 306 au registre d'ordre).

La loi de 1914 est consécutive à l'affaire Rochette : on soupçonnait des interventions de parlementaires, de l'Administration ou du Gouvernement. M. Brard conclut à l'adoption de la proposition de loi.

M. le président fait des réserves en son nom personnel : la proposition a un caractère de loi de circonstance, elle apparaîtra à la Chambre comme une réponse à ce fait que des sénateurs ont été poursuivis et condamnés en vertu de la loi de 1914. Les condamnations ont ému & attristé un certain nombre de sénateurs. La Chambre estimera que la proposition de loi est une loi de combat et de défense personnelle. Les trois auteurs de la proposition demandent que les deux chambres soient appelées chaque fois à se prononcer sur les pouvoirs d'une commission d'enquête d'une seule chambre. La Chambre y verra une atteinte directe. On ne demande pas l'abrogation pure et simple de la loi de 1914, mais on demande l'interposition du contrôle du Sénat, c'est un blâme pour la Chambre. Au fond, c'est la suppression des enquêtes parlementaires, qui ne peuvent subsister que s'il y a des témoins qui prêtent serments et s'il y a des pénalités en



cas de refus de prestation de serment. Le rapporteur ne vise qu'une exception, le cas d'élections contestées : mieux vaudrait n'en pas parler, cela va de soi. En raison des événements actuels, M. le président déclare qu'il votera contre les conclusions du rapporteur.

M. Pol Chevalier appuie les conclusions de M. Brand : on ne dépose de proposition de loi que quand la nécessité en apparaît à la lumière de certains faits.

M. Brand ajoute que la proposition de loi est aussi bien dans l'intérêt du Sénat que dans l'intérêt de la Chambre des députés. Les circonstances peuvent se retourner et des députés être entendus par une commission d'enquête du Sénat.

M. le président estime que le débat est plutôt d'ordre sentimental que juridique. On ne peut pas tenir pour non avenues les circonstances de fait, à savoir que récemment des sénateurs ont été condamnés.

M. Eccard est d'avis que le rapport ne doit contenir aucune allusion à ces condamnations. M. le président trouve que cela ne changerait rien aux faits. Si on le veut ou non, c'est un blâme à la Chambre, on veut l'empêcher de recommencer, la Chambre répondra qu'elle est maîtresse chez elle. Il faut ajourner cette proposition de loi, en raison de l'acuité des rapports entre les deux chambres : le moment est mal choisi.

M. Bonnevay a révisé, par prudence et discrétion, ses desirs, en vue de ne pas



exciter les susceptibilités de la Chambre.  
 L'exposé des motifs est général, il ne vise  
 aucun fait spécial. Les commissions d'enquête  
 parlementaires n'ont jamais donné le résultat  
 qu'on en attendait, mieux vaudrait les  
 supprimer. Aujourd'hui on ne va pas jusqu'à  
 là. Il ne faut pas oublier qu'une Commission  
 d'enquête de la Chambre pourrait décerner  
 une prise de corps contre un Sénateur, qui  
 serait exécutée pendant l'intersession.  
 Il est donc essentiel de prendre des précautions.  
M. le président est d'avis qu'il ne faut pas  
 raviver ces difficultés entre les deux assemblées:  
 on pourrait adopter le principe dès  
 maintenant et décider qu'il sera passé à  
 une deuxième délibération lorsque les  
 circonstances seront plus favorables.  
 (Il en est ainsi décidé).

La séance est levée à dix-huit heures.

Le président:

G. Bonlieu

L'un des Secrétaires:

Alfred Gaudy



Présidence de M. Poule.

La séance est ouverte à six-sept heures.

Sont présents : MM. Poule, président; Pol Chevalier, Louis Méjan, Grand, Catalogne, Magnien, Lisbonne, Chautemps, Rabier, Jean Richard et Angot.

Excusés : MM. Gardy, Morand, Penancier, Ecard et Ratier

I

Publicité des  
jugements déclaratifs  
de faillite

M. Magnien expose à nouveau l'objet de la proposition de loi relative à l'article 442 du Code de commerce. (voir ci-dessus, page 101).

M. Méjan soutient la proposition de loi; les frais de publicité devant être insignifiants.

M. Pol Chevalier admet que l'objection relative aux frais ne tient pas, mais la proposition de loi créerait une complication de procédure bien inutile. Il a été près de cinquante fois syndic de faillite à Bar-le-Duc, il a eu à gérer de grosses faillites, dont un comportait plus de 1300 créanciers: jamais un créancier ne s'est plaint de l'insuffisance de la publicité. S'il s'agit d'une petite faillite, tous les créanciers habitent la région; S'il s'agit d'une grosse faillite, les créanciers qui habitent au loin sont prévenus par une lettre du syndic.

M. Grand est d'un avis opposé. Depuis quelques années, on veut dissimuler les faillites: cependant les faillites n'intéressent pas seulement les créanciers, elles intéressent aussi



les tiers appelés à entrer en rapports d'affaires avec le failli et qui ne connaissent pas son passé. Or le bilan établi par le failli il manque le tiers, parfois la moitié des créanciers, le Syndic complète ce bilan sans la mesure où il est renseigné. Il devrait y avoir au greffe de chaque tribunal de commerce un registre pour les faillites comme il y en a un pour les nantissements: les tiers pourraient aller le consulter. Le Journal Officiel n'est lu que par ses abonnés. On dit qu'une faillite bien menée ne doit profiter qu'au Syndic: les frais faits en vue d'une meilleure publicité ne doivent pas être recoutrés.

M. Méjan constate que M. Tol Chevalier a reconnu lui-même que la publicité proposée ne sera pas nuisible, elle profitera aux tiers porteurs de petites créances qui, aujourd'hui, avisés trop tard, passent par profits et pertes leurs créances irrécouvrées.

M. Magnien conclut à l'adoption de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

(Le rapport est approuvé - M. Magnien est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

II  
Nationalité. La commission examine les cinq amendements de M. Jeanneney sur le projet de loi relatif à la nationalité. Elle rejette entièrement l'amendement n° 1, portant sur l'article 1<sup>er</sup>. Elle admet la division en deux alinéas, telle qu'elle figure à l'amendement n° 2,



portant sur l'article 2, mais elle repousse les modifications de texte ~~proposées~~ par cet amendement. Elle accepte partiellement l'amendement n° 3, portant sur l'article 3, avec ce texte : "Peut jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, devenir Français tout individu né en France d'un étranger et domicilié en France, qui déclarera réclamer la qualité de Français."

Elle accepte, avec modifications, l'amendement n° 4, portant sur l'article 5, mais elle maintient la nécessité de l'insertion au Bulletin des lois.

Elle accepte le titre : "Projet de loi sur la nationalité" (amendement n° 5).

D'autre part la Chancellerie a suggéré <sup>quelques</sup> ~~autres~~ modifications :

a) à la fin de l'article 7, substituer à "après leur majorité", les mots : "après l'âge de dix huit ans". (adopté)

b) à l'article 14, division A, in fine, substituer à "l'article "du Code civil" les mots "l'article "de la présente loi". (adopté).

y) à l'article 9, page 27 du rapport, alinéa 1<sup>er</sup> in fine, ajouter : "ou si la déchéance de etc..." - Après discussion, la commission décide de ne pas accepter cette addition, qui lui semble en contradiction avec l'esprit général et la procédure de la loi.

d) à l'article 11, ligne 2, intercaler : "peut la recouvrer à tout âge par décret" (adopté).

La séance est levée à dix-huit heures et tenue.

L'un des Secrétaires :

*Ille Allouy*

Le président :

*E. Rouba*



155<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 9 Décembre 1925

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Poulle, président;  
 Penancier, vice-président. Morant et Gardey,  
 Secrétaires; disbonne, Louis Méjan, Eccard,  
 Bonneray, Lauraine, Grand, Calmel, Guillier,  
 Jean Richard, Libert et Louis Martin.  
 Excusés : MM. Ratier, Lugol et Majumier.

## I

affaires nouvelles. M. Pol Chavalier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Vémery, tendant à compléter le premier alinéa de l'article 395 du Code civil relatif à la tutelle de la mère remariée (n° 327 du registre d'ordre - Imprimé 542 de 1925.)

M. Morant est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Gustave Lhopiteau, Marcel Donon, Villeth-Gâté, Bouvart et Albert Fouilloux, ayant pour objet d'autoriser la révision des prix des eaux à ferme de longue durée. (n° 326 du registre d'ordre - Imprimé 532 de 1925.)

M. le président fait connaître à la commission que la chambre des députés est saisie d'un texte tendant à prolonger jusqu'au 1<sup>er</sup> avril l'effet des lois actuelles sur les loyers.



Il est probable qu'elle apportera des modifications au texte demandé par le Gouvernement; la commission sénatoriale n'acceptera pas, les yeux fermés le texte de la Chambre, on discutera.

M. Morand est désigné, par anticipation, comme rapporteur de ce projet de loi.

M. Cabatogne est désigné, par anticipation, comme rapporteur du projet de loi que va déposer le Gouvernement sur la clause compromissoire dans les contrats internationaux; personne n'y fait opposition, même ceux qui sont défavorables à la clause compromissoire en droit interne. La commission examinera ultérieurement l'article 2, joint par le Sénat dans la séance du 8 Décembre 1928.

## II

Publications de mariage. M. Disbonne expose l'objet de la proposition de loi de M. Gouvin, relative à la suppression des publications légales de mariage et à l'abrogation des articles du code civil qui les concernent. (Imprimé 558 de 1920 - n° 101 du registre d'ordre).

M. Morand demande si l'officier de l'état civil délivrera un récépissé des pièces du dossier.

M. le président estime qu'il y aurait lieu de parler de ce récépissé dans le texte de la proposition de loi.

M. d'Auraine objecte que la proposition de loi ne fera pas gagner un seul jour dans le délai qui précèdera la célébration du mariage et que, dans les petites communes, il n'y a pas de permanence à la mairie.



M. le président répond qu'on sait toujours où trouver le maire.

M. Laurain demande quels sont les inconvénients de la publication.

M. Gardey répond que des gens qui passent pour mariés, dans les grandes villes, hésitent à se marier par peur de la publication.

M. Grand ajoute qu'il en est ainsi même dans des villes d'importance moyenne.

M. Pol Chevalier est partisan de la suppression des publications de mariage. Les actes de l'état civil sont publics en ce sens que tout le monde peut s'en faire délivrer des expéditions. Celui qui voudra faire opposition à un mariage pourra s'informer à la mairie pour savoir s'il y a un dossier constitué.

M. le président estime que cela n'est pas nécessaire, puisque l'officier de l'état civil ne peut célébrer un mariage que lorsque les consentements exigés par la loi sont produits et qu'en fait, les oppositions n'émanent que des ascendants. La publicité n'est pas faite pour les commerçants qui vivent du mariage : (marchands de fleurs, restaurateurs, loueurs de voitures, photographes etc..)

M. Pol Chevalier demande s'il y aura un registre des déclarations de mariages proposés et s'il sera public.

M. le président expose que, dans les villages, tout le monde est fixé sur les



projets de mariage, qu'il y ait ou non des publications. Dans les grandes villes au contraire, personne ne les connaît. Les inconvénients des publications de mariage sont multiples, il faut faciliter le mariage et les mesures proposées offrent cet avantage qu'elles feraient conclure des mariages.

Avant la Révolution, le curé de paroisse jouait le rôle d'officier de l'état civil et l'on voulait que tous les pères pussent dénoncer les empêchements aux mariages projetés, empêchements nombreux en droit canonique et qui pouvaient être inconnus des futurs époux eux-mêmes.

L'esprit du code civil est tout différent, et cependant il a hérité des publications de mariage. La législation contemporaine évolue, mais les futurs époux qui voudront faire célébrer leur mariage religieusement continueront à le faire publier conformément aux règles du droit canon.

M. Lauraine demande comment ceux qui sont disposés à former opposition sauront que le mariage se prépare, s'il est célébré clandestinement.

M. le président répond qu'en pratique la difficulté ne se présentera pas, puisque ceux qui sont qualifiés pour former opposition sont ceux qui ont qualité pour donner leur consentement au mariage.

M. Louis Méjan accepte le principe de la proposition de loi, il suffit que l'officier de l'état civil soit pignifié de la régularité du dossier. Mais est-on sûr que les commerçants intéressés à connaître les projets



de mariage n'iront pas dans les mairies relever les noms et adresses des futurs époux? Il faut prendre une précaution dans le texte même pour éviter cet inconvénient.

M. Bonneray compare les agissements de ces commerçants avec ceux des employés des pompes funèbres lorsqu'il se produit un décès. M. Poule dit qu'une circulaire de garde des sceaux suffirait pour obvier à ce danger. Le garde des sceaux devrait y être invité par les termes mêmes du rapport.

M. Richard déclare qu'il devrait alors être interdit aux journaux locaux de publier la liste des mariages projetés, pour satisfaire la curiosité du public.

M. Gram déclare que la publication des faits d'état civil dans les journaux locaux est indispensable pour ceux qui ne résistent pas dans la commune, mais qui tiennent à être au courant de ce qui s'y passe.

M. le président précise qu'à Paris et dans les plus grandes villes de France les journaux ne publient pas les faits d'état civil et qu'en tous cas il y aurait moins d'inconvénients à ne faire connaître ces mariages qu'après leur célébration.

M. Calmel serait partisan de la suppression des publications de mariage si la liste des mariages publiée dans les journaux locaux n'enlevait à la réforme presque toute sa portée.



115

(La commission décide de poursuivre cette discussion dans la prochaine séance).

### III

Circonstances atténuantes. M. Bonnevay (page 100 ci-dessus) fait à nouveau l'historique de la proposition de loi de M. Chéron sur les circonstances atténuantes. Depuis 1832, les lois spéciales édictant des pénalités n'ont pas parlé de circonstances atténuantes, les unes volontairement, les autres par oubli. La proposition de loi appliquerait les circonstances atténuantes à toutes ces lois. La commission a résolu de demander l'avis du gouvernement sur les répercussions qui pourraient résulter de la proposition de loi, par exemple sur les lois relatives aux candidatures multiples et aux souteneurs.

Les circonstances atténuantes sont entrées dans les mœurs, elles sont toujours facultatives. Le Gouvernement estime que le silence de la loi équivaut au refus des circonstances atténuantes et qu'à tout le moins il est indispensable de consulter le ministre de la guerre, pour certains crimes commis en temps de guerre.

M. le président rappelle que le projet de réforme du Code de justice militaire prévoit les circonstances atténuantes en tout lieu et en tout temps.

M. Bonnevay estime que les exemples donnés par le Gouvernement sont assez mal choisis : les délits d'octroi ne comportent pas de circonstances



atténuantes, à moins qu'il n'y ait, en même temps, délit par rapport aux contributions indirectes et aux Tonnes.

Pourquoi n'y aurait-il pas possibilité d'accorder les circonstances atténuantes lorsque le délit d'octroi est seul?

M. Grand observe qu'en matière d'octroi on peut transiger.

M. Pol Chevalier ajoute qu'il en est ainsi neuf fois sur dix.

M. Bonnevay a répondu à la note du Gouvernement; il maintient ses conclusions et donne lecture de son rapport.

M. le président demande s'il n'y a pas lieu d'exclure les cas où la loi a formellement refusé les circonstances atténuantes.

M. Louis Martin n'est pas de cet avis, puisque les juges peuvent toujours, discrétionnairement, ne pas appliquer les circonstances atténuantes.

M. le président préférerait les voir exclues par la loi pour certains délits, faute de quoi elles deviendraient de style.

Dans le projet de loi sur l'épionage, voté par le Sénat et actuellement pendante devant la Chambre, on les a exclues.

M. Bonnevay signale que, pour les délits prévus par le code du travail, les circonstances atténuantes sont applicables à certains articles, et non à d'autres. Si on n'excluait jamais les circonstances atténuantes, le Code du Travail serait bouleversé.

M. Louis Martin n'insiste pas.



(Le rapport de M. Bonnevay est adopté -  
M. Bonnevay est autorisé à le déposer sur  
le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures et quart.

Le président:

G. Poulle

et un des secrétaires:

Paul Aarby



156<sup>e</sup> Séance

Séance du mercredi 16 Décembre 94

Présidence de M. Poulle

La Séance est ouverte à quatorze heures &amp; demie.

Sont présents: Mm. Poulle, président,  
 Ratier et Penancier, vice-présidents.  
 Morand et Gardey, Secrétaires; Albert Pouillon,  
 Catalogne, Chastinet, Chautemps, Fénoux,  
 Grand, Guillot, Helmer, Lauraine, Lebert,  
 Lemarié, Lisbonne, Louis-Martin, Louis  
 Mejan, Pol Chevalier, Rabier, Richard, Vallier  
 Magnien, Lugol, Chenebinoit et Calmel

I  
 Affaire nouvelle M. Pol Chevalier est désigné comme  
 rapporteur de la proposition de loi de  
 M. Alfred Brard, tendant à modifier  
 l'article 507 du Code civil, relatif à  
 la femme adultère de son mari interdit.  
 (Imprimé 560 de 1925 - n° 329 du registre d'ord.)

Sont introduits: Mm. René Rensault,  
 garde des Sceaux, Levasseur, haut-  
 commissaire à l'habitation, Fleys,  
 dév. Ulmann et Donat Guigues,  
 directeurs au ministère de la Justice.

Les déclarations de Mm. René Rensault  
 et Levasseur sur la loi relative au  
 régime des eaux à Coyers du 1<sup>er</sup>  
 janvier au 7<sup>er</sup> avril 1926, ainsi que  
 les déclarations de M. le garde des



Scaux, sur le déplacement d'office des magistrats, recueillis par la Sténographie, sont annexés au présent procès-verbal.

## II

Loi sur les loyers à M. Morant expose son sentiment  
loyers du 1<sup>er</sup> janvier sur le projet de loi relatif aux  
au 1<sup>er</sup> avril 1926. loyers de janvier à avril 1926. Il  
donne lecture du texte qu'il a préparé  
et qui rectifie celui du gouvernement.  
Il estime que l'on n'est pas le bon soi  
lorsque l'on ne respecte pas une convention  
ou une décision judiciaire toute récente.  
Les expulsions nécessitées par des expropriations  
pour cause d'utilité publique doivent être  
maintenues. Pour les expulsés des locaux de  
la gare del Est, ils ont touché leurs  
indemnités et, ensuite, ne veulent plus  
déguerpir.

(Après discussion, le rapport est approuvé -  
M. Morant est autorisé à le déposer sur le  
bureau du Sénat aussitôt qu'il aura été  
déposé le projet de loi.)

La séance est levée à 17 heures et demie.

Le président:

J. Poulle

L'un des secrétaires:

Alue Aard



157<sup>e</sup> Séance

Séance du mercredi 23 Décembre 1925

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures &amp; finie

Sont présents : MM. Poulle, président, Lisbonne, Catalogne, Péro, Bonnevay et Lemaire.

Excusés : MM. Ratier, Rabier, Méjan, Gardey et Penancier.

# I

Publications  
de mariage.

La commission reprend l'examen de la proposition de loi de M. Gourpi relative à la suppression des publications de mariage (voir ci-dessus page 110).

M. Lisbonne rappelle les inconvénients de la publication de mariage, dont le principal est d'effrayer les gens qui passent pour déjà mariés. La commission a cependant semblé, dans une précédente séance, tout en reconnaissant ces inconvénients, ne pas désirer supprimer d'une façon complète les publications. On peut limiter la réforme à trois points :

- a - suppression du registre des publications, complètement inutile ;
- b - possibilité, pour le procureur de la République, de dispenser de l'affichage et la publication seulement (art. 169 du code civil) ;
- γ - obligation pour les opposants, quels qu'ils soient, de motiver l'acte d'opposition à mariage.



M. le président constate qu'ainsi M. Lisbonne a bien établi le texte transactionnel qui lui était demandé.

M. Bonneray est du même avis : le texte proposé par M. Lisbonne est satisfaisant et répond aux objections antérieures.  
(Le rapport est approuvé - M. Lisbonne est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

## II

Vente des  
cultures  
microbiennes  
pathogènes.

M. Catalogue donne de nouvelles explications sur sa proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois du 19 juillet 1845, 12 juillet 1916, et 13 juillet 1922 sur les substances vénéneuses et tendant à la réglementation de la vente, de la cession et de l'usage des cultures microbiennes pathogènes. (Imprimé 64<sup>p</sup> de 1922 - n° 196 du registre d'ordre). Il a déposé son rapport le 8 février 1923 (Imprimé n° 68) et un avis a été présenté le 31 mai 1923, au nom de la commission de l'hygiène, par M. Pottevin. Il fait l'historique de la question et demande à la commission d'accepter les modifications suggérées par la commission de l'hygiène.

M. Lauraine demande quel est le but de la loi.

M. Catalogue rappelle le procès célèbre de l'empoisonneur Girard.

(Le rapport supplémentaire est approuvé -

M. Catalogue est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

## III

Compétence  
ratione loci.

M. Catalogue expose l'objet de sa proposition de loi tendant à modifier : 1° les articles 2 et 59 du code de procédure civile (citations et



ajournements), 2<sup>e</sup> l'article 822 du Code civil (action en partage) (Imprimé 495 de 1925 - n<sup>o</sup> 324 du registre d'ordre).

Il rappelle qu'en matière de quasi-délit le juge du lieu de l'accident est compétent ce qui est demandé aujourd'hui n'est que l'extension de cette règle. Des estivants font dans une ville des séjours de quelques semaines ou de quelques mois et y laissent des dettes impayées; les créanciers doivent alors assigner leur débiteur devant le tribunal d'une ville éloignée.

M. Lauraine en conclut que ce que demande M. Catalogne, c'est l'option du créancier entre deux tribunaux qui seraient également compétents, celui du lieu où la dette a été contractée et celui du domicile du débiteur.

M. le président rappelle que ce qui a décidé le Parlement à donner compétence au juge du lieu du quasi-délit - le plus souvent un accident - c'est que les témoins du fait se trouvaient sur les lieux, le même argument ne joue pas en ce qui concerne les dettes des touristes et des gens en vacances. Si le débiteur est décidé à ne pas payer, il faudra de nombreuses citations, de gros frais pour le recouvrement de petites sommes, le débiteur se laissera condamner par défaut et il en résultera de gros ennuis pour le demandeur.

M. Bonnevay constate que la proposition offrirait de gros inconvénients pour les défenseurs de bonne foi, il ne se justifierait qu'à l'égard des aigrefins,



mais pour les gens suspects on exige le paiement au comptant, à l'hôtel on a ses gages. D'autre part, si la note est exigée et que le voyageur exige une réduction, le fournisseur répondra: "Si vous ne voulez pas payer, je vous assignerai devant le Tribunal de mon domicile". Et le débiteur sera l'objet d'un véritable chantage, pour éviter de gros arrangements. Au point de vue de la location d'immeubles de villégiature, le contrat se forme à Paris, par l'acceptation du client, par sa lettre écrite à Paris: dans ce cas le but visé par la proposition de loi n'est pas atteint.

M. le président cite des exemples: un client refuse de payer un costume qui va mal, ou un repas où on lui compte des choses qu'il n'a pas consommées, dans ces hypothèses le défendeur est de bonne foi.

M. Bonnevay cite un autre exemple: une dame était allée à Arcachon et avait déclaré qu'elle y resterait vingt ou trente jours; étant mal servie, elle change d'hôtel. on l'assigne le jour de son départ, puis on la réassigne à Paris pendant qu'elle était en Suisse. Elle a été condamnée par défaut alors qu'elle ne devait rien.

M. le président ajoute que le juge de paix est parfois mal disposé pour les gens étrangers au pays.

M. Catalogne répond qu'il y a fréquemment des défendeurs de mauvaise foi et que le paiement au comptant n'est pas la règle; à Paris on fait plutôt confiance à celui qu'on ne connaît pas qu'à celui qu'on connaît.

M. Bonnevay déclare qu'alors le créancier est victime de son imprudence.

M. le président juge qu'alors il n'est pas



intéressant. L'hôtelier a comme gage les bagages du voyageur, & il voit que le voyageur a des bagages somptueux; il peut lui faire plus de crédit.

M. Catalogne fait une réserve: il y a des excès.  
M. le président répond que l'hôtelier, dans l'établissement de ses prix, tient compte de cet aléa.

M. Catalogne n'envisage pas seulement la situation des hôteliers, mais aussi celle d'autres personnes, les femmes de ménage par exemple. Devant les objections qui lui sont opposées, il n'insiste pas sur les articles 2 et 59 du code de procédure civile. Reste l'article 822 du Code civil. Il y a, dans le département de la Seine, des gens qui trouvent plus avantageux, pour les actions en partage, de s'adresser à un tribunal autre que celui de l'ouverture de la succession, le tribunal civil de Pontoise « cette spécialité », la chambre des arbitres de Paris et celle de Versailles se sont émues. Il y aurait bien à dire, dans le texte, que les affaires relatives au partage sont, à peine de nullité, soumises au seul tribunal d'ouverture de la succession.

M. Lauraine estime que le mot "seul" n'est pas nécessaire.

M. le président demande qui invoquera cette nullité; il faudrait, pour être logique, admettre que cette nullité peut être soulevée d'office par le tribunal.



M. Catalogue objecte que le tribunal peut ne pas soulever d'office l'exception d'incompétence. M. le président ne comprend pas pourquoi, si les parties sont majeures, on leur imposerait la compétence d'un tribunal autre que le tribunal de leur choix. Si l'une des parties est un mineur et que la nullité proposée est considérée comme étant d'ordre public, le mineur est à la merci de son tuteur.

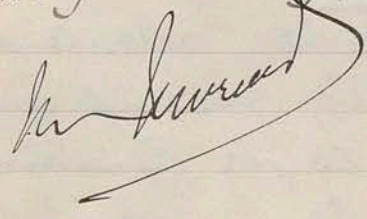
(La suite de la discussion sur cette proposition de loi aura lieu dans une séance ultérieure).

IV.

Motion d'ordre M. le président signale que vingt et une affaires ont été votées par le Sénat, sur le rapport de la Commission de législation civile et criminelle et que la Chambre n'a pas encore statué à leur sujet : le projet de loi sur l'espionnage est même devenu caduc. Il y aurait lieu d'aviser à cette situation déplorable.

La séance est levée à seize heures et quart.

Le président:  
S. Boule

L'un des secrétaires:  




158<sup>e</sup> séance

Séance du lundi 28 décembre 1925

Présidence de M. Poullé

La séance est ouverte à quatorze heures &amp; demie

Sont présents : mm. Poullé, président,  
Rattier et Penancier, vice-présidents,  
Morant et Gardey, secrétaires ; Lebert,  
Bonnevay, Magurier, Calmel, Braud,  
Maujan, Holmer, pol Chevalier, Guillis,  
Richard, Chastant, Vallier, Magnien,  
Catalogue et Louis Martin.  
Excusés : mm. Fernand Guineux, Foulleux  
et Ténoux.

I  
affaires  
nouvelles

M. Lebert est désigné comme rapporteur  
de la proposition Telsi, adoptée par  
la Chambre des députés, tendant à  
habilitier les notaires et huissiers à  
présenter au paiement les chèques  
carrés en vue de l'établissement de  
protêts. (Imprimé 622 de 1925 -  
n° 334 du registre d'ordre).

II  
loyers pendant  
le premier  
trimestre de 1926.

M. Morant expose l'objet du  
projet de loi, adopté par la Chambre  
des députés, relatif au régime des  
eaux à payer pendant le premier  
trimestre de l'année 1926.

M. le président - Signale à la commission  
que, sur l'article 2, il y a deux  
amendements en sens contraires :



l'un, Je M. Roy, qui demande la disjonction de l'article, l'autre de M. Betoulle, qui reprend le texte de la Chambre des députés; M. Penancier demande, lui, une modification de ce texte et la commission propose une autre rédaction. Les amendements n° 1 (de M. Sisceyrol, sur l'art. 2) et n° 2 (de M. Dom. Delahaye, sur un art 2<sup>bis</sup>)

sont rejetés.

Une discussion s'engage sur l'amendement n° 3, de M. M. Dauthey et Vallier, tendant à l'addition d'un article 2<sup>bis</sup>

M. Magurier estime qu'il y a quelque chose à en retenir, à savoir la disposition finale, qui rendrait la loi inapplicable,

aux baux et locations d'immeubles ou de parties d'immeubles situés, hors du département de la Seine, dans les localités d'une population inférieure à 10.000 habitants, quel que soit le montant du loyer. »

De la sorte un grand nombre de communes rentreraient dans le droit commun.

M. Morand préférerait que cette disposition prit place dans la loi relative au régime des baux à loyer à partir d'avril 1926

M. le président ajoutent que MM. Dauthey et Vallier se disposent à retirer leur amendement après s'être expliqués à son sujet: M. le rapporteur reproduira à la tribune du Sénat la déclaration qu'il vient de faire.

M. Lohert estime que cette disposition finale et l'amendement est contraire à l'amendement Gerbe, qui a étendu à toute



la France la législation sur les loyers.

M. Morant demande pourquoi, si l'on rejette en bloc tout ce qui est favorable aux propriétaires, on s'isante ainsi sur tous les points favorables aux locataires.

M. Bonneray demande si le Sénat serait forcé au cas où la Chambre reprendrait son texte et si le Sénat ne pourrait pas alors admettre l'amendement Dauthy-Vallée.

M. Richaut est pour la disjonction de l'amendement, moins brutale que le rejet.  
(l'amendement est disjoint)

L'amendement n° 4, sur l'article 2, se

MM. BÉTOULLE, REBOUL, FOURMENT, BRENIER,  
BRUGUIER, VALETTE,

est rejeté, ainsi que l'amendement n° 5, pendant à l'insertion d'un article additionnel 2 bis que la commission juge inutile, et qui a été déposé par les mêmes sénateurs. Il en est de même de l'amendement n° 6 présenté par M. Gourju et de l'amendement n° 7, déposé par M. Debierre. L'amendement n° 8, présenté par M. Peytral, est ainsi conçu :

ARTICLE ADDITIONNEL.

Après l'article 3, ajouter un article additionnel 3 bis ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente loi seront applicables aux départements et aux communes. »

M. Ratiér demande pourquoi l'amendement ne parle pas de l'Etat.

M. Penancier propose qu'on ajoute les établissements publics et d'utilité publique.



M. Méjain demande qu'on ne parle pas des établissements d'utilité publique, mais seulement des établissements publics.

M. Penancier estime que l'on devrait viser pour les occupants de bonne foi, quels qu'ils fussent.

M. Bonnevay pense qu'il est inutile d'énumérer les occupants de bonne foi.

la commission rejette un amendement nouveau de m. Strauss.

M. Penancier propose qu'à la fin du deuxième alinéa de l'article 2 on ajoute : "... complété par les dispositions de la loi du 2 août 1924" (adopté).

M. Penancier reprend le mot "accords", qui se trouvait dans le texte de la Chambre des députés et qui a été éliminé par la commission.

M. Lebert, en réponse, demande qu'il n'y ait pas de prorogation par voie législative en cas de décision judiciaire, le juge n'a pas seulement statué sur une question de délai, mais aussi sur l'utilité de la reprise des locaux par le propriétaire, par exemple. On propose, en réalité, une confusion de pouvoirs, contre laquelle s'est déjà élevé le regretté M. Boivin-Champeaux.

M. Ratier déclare que c'est la suppression de l'autorité judiciaire.

M. Penancier répond que ceux qui auront obéi à la loi et qui se seront rendus devant le juge seront expulsés, non les



autres, ceux qui auront employé des  
moyens dilatoires : ceux-là seraient  
les seuls bénéficiaires de la loi nouvelle !  
M. Lebert reconnaît que c'est le vice de  
l'article 2 : au lendemain du vote de  
cet article, il n'y aura plus d'occupants  
de bonne ou de mauvaise foi.

M. Penancier est certain que, de toutes  
façons, les expulsions n'auront pas  
lieu.

M. Morant demande le rejet des deux  
amendements, celui de m. Lebert et  
celui de m. Penancier.

(L'amendement de m. Penancier est  
rejeté par 7 voix contre 6. M. Lebert  
retire son amendement.)

La séance est levée à 5 heures quinze.

Le président :

G. Imller

L'un des secrétaires :

M. Morant



Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures & demie.

Sont présents : MM. Poulle, président; Penancier, vice-président; Gardy et Morand, secrétaires; Calmel, Bonmerlay, Lebert, Magnien, Fouilloux, Lugeol, Pol Chevalier Jean Richard & Louis Martin.

Excusés : MM. Ratier, Fernand Cremonieux, Catalogne et Guillier.

## I

Affaires nouvelles.

M. Poulle est désigné comme rapporteur, pour avis, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant code du travail maritime (Imprimé 482 de 1925 - n° 333 du registre d'ordre).

M. Lugeol est désigné comme rapporteur du projet de loi, relatif au dépôt facultatif dans les archives nationales et départementales des actes de plus de 120 ans de date conservés dans les études de notaires (Imprimé 576 de 1925 - n° 331 du registre d'ordre).

M. Gardy est désigné comme rapporteur de l'article 13 disjoint de la loi de finances de 1925 (n° 332 du registre d'ordre).

## II

Déplacement  
d'office des  
magistrats.

M. Bonmerlay propose un texte rectifié pour la proposition de loi de M. Pierre Berger, relative au déplacement d'office des magistrats. (voir page 99 ci-dessus). Sur une liste de quatre postes au moins établie par le garde des Sceaux.



la commission désignera deux postes au moins comme pouvant être choisis pour l'affectation du magistrat qui va être déplacé d'office.

M. Berger accepte cette solution.

(Le rapport supplémentaire est approuvé —

M. Bonneray est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

#### IV

Recrutement

M. Touilloux expose l'objet de la proposition de loi de M. Gallet ayant pour objet de modifier le paragraphe 4 de l'article 20 de la loi du 4 juin 1908, relatives aux conditions de recrutement et d'avancement des juges de paix. (Imprimé 321 de 1925 — n° 310 du registre d'ordre).

Il s'agit d'autoriser le Gouvernement à nommer les anciens notaires, avoués, huissiers, greffiers et commis-greffiers, cinq ans au moins après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions, juges de paix là même où ils étaient officiers publics ou ministériels.

M. Bonneray demande que ce délai soit réduit à trois ans et que, par la même occasion, le délai de trois ans soit également appliqué aux hommes politiques visés dans l'alinéa 3 du même article.

(Approuvé).

M. Pol Chevalier fait remarquer que la compétence territoriale des avoués s'étend aux limites de l'arrondissement et qu'il faut modifier le texte en ce sens.

M. Benancier propose que le texte vise le ressort dans lequel les avoués etc...



ont exercé leurs fonctions.

M. Gardey fait observer que ce serait un ressort d'une étendue territoriale exagérée en ce qui concerne les appels d'appel.

M. Morand répond que l'inconvénient n'est pas grave, puisque la prohibition ne joue que pendant trois ans.

(approuvé).

M. le président invite M. Fouilloux à s'entendre avec la Chancellerie pour établir un texte conforme aux décisions que vient de prendre la Commission.

(le rapport est approuvé - M. Fouilloux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

IV  
Protêt - en cas de

non paiement des M. Lebert donne lecture de son rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à habilité les notaires et les huissiers à présenter au paiement les chèques barrés en vue de l'établissement des protêts. (Imprimé 622 de 1925 - n° 334 du registre d'ordre). Il conclut à l'adoption du texte de la Chambre.

(le rapport est approuvé - M. Lebert est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

V  
Jury de Cour d'Assises - M. Lebert donne lecture de son rapport sur la proposition de loi de M. Bonnevay - au sujet de laquelle la Commission a précédemment délibéré - ayant pour objet:  
1° de former d'un magistrat unique, assisté d'un jury, la juridiction de la Cour d'Assises;  
2° d'associer le jury à la Cour d'Assises pour



l'application de la peine (Imprimé 128 de 1925  
- n° 300 du registre d'ordre).

Le rapport conclut au rejet de la première  
partie et à l'adoption de la seconde.

M. Fouilloux appuie ces conclusions : comme  
président de Cour d'assises, il a constaté que  
les jurés souffrent de ne pouvoir collaborer à  
la détermination de la peine.

(Le rapport est approuvé - M. Libert est  
autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à quinze heures et demie.

Le président :

Un des secrétaires :

J. Bonin

J. Murat



Présidence de M. Ratier.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : mm. Ratier, vice-président, Morand, secrétaire, Lebert, Lugol, Jean Richard, Bonneray et Chenebault.

Excusés : mm. Penancier, Poull, Gardes, Fouilloux et Magnien.

M. Lémery Sénateur de la Martinique, est introduit :

I  
Mariage des enfants  
de parents divorcés.

M. Lémery expose l'objet de son amendement à la proposition de loi de M. Louis Martin, relatif au consentement des ascendants au mariage de leurs enfants, (voir page 96 ci-dessus). Cet amendement tend à abroger l'article 152 du Code civil, relatif au mariage des enfants de parents divorcés.

La commission a élargi le principe déjà posé par le Code civil au deuxième alinéa de l'article 150 du Code civil, et elle demande que dans tous les cas le mariage entre père et mère, en cas de dissentiment, emporte consentement au mariage de l'enfant mineur. Toutefois, la commission a maintenu le texte actuel de l'article 152. Il en résulte que l'enfant mineur de parents divorcés ne pourra se marier, dans le cas prévu par le premier alinéa de cet article, qu'en produisant l'expédition du jugement de divorce &amp; autres pièces coûteuses, et, dans le cas prévu par le second alinéa, qu'après une instance plus coûteuse encore. Dans tous les cas, on aboutira au résultat posé par le nouvel article.



article 148: le partage emporte consentement. Dans ces conditions pourquoi ne pas étendre à ces enfants le droit commun? d'art. 152 préjudicé aux enfants de parents divorcés, qui ne sont pas responsables de la mésintelligence existant entre leurs père et mère et il est en contradiction avec le principe posé par la loi proposée. D'ailleurs, l'art. 152 ne s'applique pas aux majeurs, de 21 à 25 ans c'est l'article 154 (loi du 7 février 1924) qui s'applique, que les parents soient divorcés ou non, et pour ceux là le partage emporte consentement.

M. Bonnevay appuie l'amendement parce qu'il tend à favoriser les mariages.

M. le président opine dans le même sens, car en Belgique et en France il y a une orientation de la législation en faveur du mariage.

M. Jean Richard est du même avis: au point de vue du mariage de l'enfant, la situation des parents divorcés n'est guère différente de la situation de parents non divorcés mais ayant cessé de cohabiter depuis de longues années, et pour ceux là le partage emportera consentement: ce sera même le cas le plus fréquent de dissentiment visé par l'article 148, alinea 1<sup>er</sup>.

M. le président remercie M. Lémery de ses explications.

(M. Lémery prend congé de la Commission).

M. le président fait remarquer à la commission que, si elle accepte l'amendement, il y aura lieu de modifier le titre de la



proposition de loi.

(l'amendement de M. Fénery est adopté à l'unanimité).

II  
Compétence des tribunaux. M. Morand fait connaître à la  
1<sup>re</sup> première instance. Commission que M. le garde des Sceaux  
demande à être entendu par elle au sujet du projet  
de loi relatif à la compétence des tribunaux civils.  
La commission décide d'entendre M. le garde des Sceaux  
dans sa première séance de février.

III  
Juin. M. Libert donne lecture de deux rapports sur les  
propositions de loi de M. Louis Martin relatifs au  
jury et à la Cour d'assises. Ces propositions de loi  
ont perdu la plus grande partie de leur intérêt du  
fait que la commission a adopté la proposition de  
loi de M. Bonneray. M. Libert demande à la  
commission de ne pas les adopter.  
(Les deux rapports de M. Libert sont approuvés - M.  
Libert est autorisé à les déposer sur le bureau du Sénat.)

La séance est levée à 15 heures et demie.

le président:

J. Doullé

d'un des Secrétaires:

Paul Allard



161<sup>e</sup> Séance

Séance du 29 janvier 1926

Présidence de M. Poulle.

La séance est ouverte à quinze heures et quart.

Sont présents : Mm. Poulle, président; Ratier et Penancier, vice-présidents; Gardey et Morand, Secrétaires; Bonnevay, Grand, Jean Richard, Lemarié, Magnien, Lisbonne, Fouilleux, Tenoux, Dauthey, Louis Martin, Crémieux et Guillier.

Excusés : Mm. Duplantier, Pol chevalier, Vallier, Rabier, Leblanc, Calmel et Sigol.

I

Affaires nouvelles.

M. Poulle est désigné comme rapporteur des projets de loi, adoptés par la Chambre des députés portant ratification des décrets, en date du 28 février 1923 et du 24 juillet 1923, relatifs aux séquestrés en Alsace et Lorraine (n<sup>os</sup> 340 et 341 du registre d'ordre).

M. Gardey est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les droits successoraux des enfants naturels (Imprimé 27 de 1926 - n<sup>o</sup> 339 du registre d'ordre).

M. Pol Chevalier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter certains articles du code civil relatifs à la tutelle, à



l'interdiction et au conseil de famille (Imprimé 28 de 1926 - n° 338 du registre d'ordre).

M. Catalogne est désigné comme rapporteur pour avis de la proposition de loi de M. Mario Roustan, tendant à modifier les articles 2 et 586 et à abroger les articles 65 à 70 du Code de Commerce (Imprimé 573 de 1925 - n° 337 du registre d'ordre).

M. Feyoux est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'élever le nombre des conseillers d'Etat en service extraordinaire (Imprimé 19 de 1926 - n° 336 du registre d'ordre).

## II

Renouvellement  
du Bureau.

La commission renouvelle pour 1926 ses pouvoirs au Bureau sortant :

président : M. Pouille.

Vice-présidents : MM. Ratier et Penancier.

Secrétaires : MM. Morant et Abel Gardey.

M. le président remercie la commission, au nom du Bureau, de ce témoignage de confiance. Il constate que la commission de législation est l'une des plus laborieuses du Sénat et que, en conséquence, le rôle du président en est facilité d'autant. Il souhaite la bienvenue à M. Dauthy, nouveau membre de la commission.

La séance est levée à quinze heures et demie.

Le président :

L'un des Secrétaires :

Abel Gardey

J. P. M. M.



162<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 3 février 1926

Présidence de M. Poulle

La séance est ouverte à quatorze heures et demie

Sont présents : Mm. Poulle, président, Ratier, vice-président, Morand et Gardey, secrétaires, Guillier, grand, Rabier, Louis Martin, Lugol, Méjan, Magnurier et Blaignan.

I. Audition de M. le Garde des Sceaux. (Compétence des tribunaux de première instance)  
M. le Garde des Sceaux est introduit, ainsi que M. Fleys, Directeur des affaires civiles.

A. M. le Président souhaite la bienvenue à M. le Garde des Sceaux.  
 (Élévation du taux) M. Morand déclare que son rapport est préparé, mais qu'il a été sursois à l'impression, M. le Garde des Sceaux devant être entendu.

M. le Garde des Sceaux demande à la commission d'adopter le chiffre de 5.000 francs, pour la compétence des tribunaux de première instance. C'est la loi de 1838 qui a prévu 1500 francs, et on peut admettre que la dépréciation de la monnaie atteint le coefficient 5. En adoptant 5000 francs, en matière mobilière, et 200 francs en matière immobilière, on n'arrive qu'au quadruple et au triple. Ce n'est donc pas exagéré. De plus les frais de justice sont élevés dans d'importantes proportions.

En ce qui concerne les droits, doubles droits, amendes d'enregistrement et de timbre, lorsqu'ils sont prévus, et quel que soit le montant de la demande principale, les deux degrés de juridiction sont admis; une partie peut prolonger la procédure en dehors de toute raison sérieuse. Il y faudrait pourvoir.

M. le Président fait observer que le Défendeur peut, par une demande reconventionnelle basée sur des faits antérieurs, arriver au même résultat. Cette demande peut être sérieuse.



M. le Garde des Sceaux donne lecture de son projet

M. le Président remarque qu'il y aura lieu à enquête elle sera faite devant tout le Tribunal. D'où un encombrement considérable des rôles. Cette question se pose d'ailleurs quel que soit le chiffre adopté.

M. le Garde des Sceaux croit que, toutes choses égales d'ailleurs, la situation ne sera pas modifiée si l'on établit une corrélation suffisante entre le taux du nouveau régime et celui de l'ancien.

M. le Président pense qu'au contraire il faudra le tribunal là où un juge suffisait.

M. Fley indique que la situation sera modifiée par rapport à aujourd'hui, mais non par rapport à 1914.

M. le Président fait observer que des amendes seront considérables, surtout si le projet fiscal exigeant l'enregistrement dans tous les cas est voté.

M. Sugol ne pense pas qu'il y ait intérêt à déclarer que la procédure se poursuivra en matière sommaire; en ne le faisant pas, les affaires de plus de 1500 fr. passeraient à l'audience, les autres non.

M. le Garde des Sceaux n'y voit pas d'inconvénient

M. Rattier montre l'intérêt des enquêtes devant le Tribunal, mais reconnaît que c'est parfois impossible.

B/ M. le Garde des Sceaux expose les motifs de l'adoption du projet de loi relatif au dépôt facultatif dans les archives nationales et départementales des vieux actes conservés par les notaires, l'intérêt des familles étant sauvegardé et le dépôt facultatif.

M. Sugol opine dans le même sens. Il pense que le dépôt ne devrait pas être fait pour les pièces ayant plus de 125 ans, à n'importe quel moment, mais pour celles ayant cette ancienneté à la promulgation. Sans cela les archivistes seraient fort gênés.



M. Fleys indique qu'on peut, par une circulaire, dire que les dépôts se feront tous les dix ans.

(liquidation des biens séquestrés) M. le Président attire l'attention de M. le garde des Sceaux sur la liquidation des biens séquestrés en Alsace et Lorraine.

M. le Garde des Sceaux déclare qu'en effet l'urgence s'impose; il remercie M. Bouille de ses travaux à ce sujet.

(Honoraires des Avocats) M. Morand donne lecture d'une note de la Conférence des Bâtonniers des départements, demandant l'assimilation des affaires sommaires aux affaires ordinaires en ce qui concerne les honoraires fixes. M. Fleys, d'accord avec M. le Garde des Sceaux, a approuvé leur demande.

M. Lugol signale les inconvénients d'une rémunération de l'assistance judiciaire, à laquelle on aboutira si l'on suit cette voie. La profession risque d'y perdre de la beauté.

M. Fleys fait observer que ce sont les œuvres d'assistance qui bénéficient de ces honoraires.

M. le Président remercie M. le Garde des Sceaux de ses déclarations.

M. le Garde des Sceaux prend congé de la Commission.

II Dépôt dans les archives des actes notariés

M. Lugol est autorisé à déposer son rapport sur le projet de loi relatif au dépôt des actes notariés.

III Compétence des Tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance.

M. Rabier: le président de la 1<sup>re</sup> Chambre désire que la Commission accepte le chiffre de 5.000, ou l'encombrement des rôles.

M. Ratier est d'avis de ne pas envenimer la question à un point de vue aussi momentané, et croit que le chiffre en question est exagéré.

M. le Président propose qu'on augmente purement et simplement jusqu'à 5.000 francs, sans adopter la proposition de M. le Garde des Sceaux (adopté).



M. Morand demande si les affaires resteront sommaires jusqu'à 6000.  
Cela présente un intérêt au point de vue de l'enquête.

M. Lugol indique que le Tribunal devrait avoir la faculté de décider si l'enquête aura lieu à l'audience ou devant un juge.

M. le Président demande que le rapporteur s'entende sur ce point avec la Chancellerie (approbation)

M. Morand signale que la question des droits de plaidoirie reste à examiner.

M. le Président déclare que le Garde des Sceaux est habilité pour rendre un décret sur ce sujet.

Il indique les raisons qui militent en faveur des projets de loi concernant les séquestres.

(Le rapport est approuvé. M. Pouille est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures.

Le Président:

S. Pouille

L'un des Secrétaires:

M. Morand

IV liquidation des  
biens séquestrés.



163<sup>e</sup> Séance

Séance du mercredi 17 février 1926

Présidence de M. Penancier.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: MM. Penancier, vice président;  
Gardoy, secrétaire; Leblanc, Dauthy, Jean Richard,  
Bonneray, Pol Chevalier, Rabier, Louis Méjan,  
Lugol, Louis Martin, Catalogne, Eccard,  
Magnien, Magurier, Fenoux, Lauraine  
et Chautemps.

Excusés: MM. Poule, Ratier, Blaignan,  
Guillier, Fouilloux, Morand, Fernand Grénioux  
et Calmel.

I  
Affaire nouvelle. M. Guillier est désigné comme rapporteur  
de la proposition de loi de MM. Machet et  
Fouilloux tendant à interpréter la  
disposition transitoire (art. 6, alinéa 2) de  
la loi du 30 décembre 1915, relative à la  
légitimation des enfants adultérins (imprimé  
78 de 1926 - n° 343 du registre d'ordre).

II  
Démission d'un rapporteur. M. Bonneray déclare qu'après avoir  
pris connaissance du projet de loi sur le  
partage de l'épave par M. Henry Chéron, alors  
ministre de l'agriculture, il estime que ce  
projet de loi ne constituerait pas une  
réforme heureuse et il demande à la  
commission de le relever de ses fonctions  
de rapporteur.  
(La commission prend acte de la décision de M. Bonneray)



III  
Fonctions d'administrateur  
judiciaire.

M. Lauraine fait connaître à la commission qu'il a reçu de sa le garde des sceaux une lettre où il déclare retirer ce projet de loi réglementant l'exercice des fonctions d'administrateur judiciaire, de syndic de faillite, de liquidateur judiciaire et d'expert, déposé le 30 juin 1910 (n° 110 du registre d'ordre). M. le président répond que le retrait d'un projet de loi ne peut se faire par une simple lettre, qu'un décret est nécessaire : tant que ce décret n'aura pas été signé, la commission reste saisie du projet de loi. — Quant à l'autre affaire dont M. Lauraine est rapporteur (n° 111 du registre d'ordre), c'est une proposition de loi adoptée par la Chambre des députés : elle ne peut disparaître qu'après le dépôt d'un rapport défavorable et un vote de rejet par le Sénat.

IV  
Nationalité en  
Alsace - Lorraine

M. le président demande à M. Eccard si la proposition de loi de M. le général Bourgeois et de huit de ses collègues, relative à l'adoption de dispositions particulières concernant les Allemands ayant acquis la nationalité française par suite de leur mariage avec des Alsaciennes, déposée le 31 juillet 1920 (Imprimé 444 de 1920 - n° 62 du registre d'ordre), disparaît par le fait de l'adoption récente par le Sénat du projet de loi sur la nationalité (rapporteur : M. Lisbonne) ou si cette proposition de loi a encore la raison d'être.

M. Eccard n'est pas, pour le moment, en état de donner une réponse positive à cette question : il présume que la proposition de loi soit



disparaître. Il s'assurera de ce point sous peu.

V  
Communication de M. le président demande aux membres de M. le président. La Commission de venir nombreux à la prochaine séance, parce qu'il y aura une abondante distribution d'affaires nouvelles: a) affaires récemment déposées sur le bureau du Sénat; b) affaires qui devraient être rapportées par des sénateurs actuellement délégués; c) affaires qui sont depuis trois et quatre ans entre les mains des mêmes membres de la Commission à qui on demandera s'ils préfèrent les rapporter le plus tôt possible ou les transmettre à des collègues.

M. Bourneville demande que pour cette distribution il y ait une séance spéciale une demi-heure avant la première séance publique du Sénat de la semaine prochaine, parce que la Commission ne pourra se réunir le mercredi 24 février, étant donné que le Sénat discutera ce jour-là les projets de loi financiers.

(adopté).

VI  
Solidarité des amendes.

M. Magnien expose l'objet de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier l'article 55 du code pénal pour supprimer la solidarité des amendes. M. Louis Martin ajoute que la solidarité subsistera pour les dommages-intérêts et les frais, mais que l'amende est une



peine et que les peines sont personnelles.

M. Fol Chevalier cite le cas suivant : deux individus avaient été condamnés à l'amende pour un délit commun. L'instigateur du délit, à 3000 francs d'amende, le complice, un esprit faible et, sans une certaine mesure, la victime de l'autre, à seize francs. Le premier étant insolvable, le second dut payer 3016 fr. d'amende en raison de la Solidarité.

M. Bonneray craint que le ministre des finances ne tienne à la Solidarité des amendes.

(le rapport est approuvé à l'unanimité —

M. Magnien est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

## VII

Régime matrimonial, M. Catalogne expose, pour avis, des commerçants. l'objet de la proposition de loi de M. Mario Roustan, tendant à modifier les articles 2 et 586 et à abroger les articles 65 à 70 du code de Commerce. (n° 337 du registre d'ordre). Il s'agit d'inscrire sur le registre du Commerce le régime matrimonial des commerçants et leurs séparations de biens. Sur le principe tout le monde est d'accord, mais la rédaction de M. Roustan prête à de nombreuses critiques de détail, qu'indique M. Catalogne. D'autre part, M. Roustan propose une modification de l'article 872 du Code de procédure civile : la disposition s'impose, car cet article a récemment été modifié par le Sénat et la Chambre n'a pas encore statué à ce sujet.

M. Escarot signale qu'en Alsace et Lorraine il y a un registre matrimonial et un registre du



commencera. Il faudrait examiner spécialement sans quelle mesure la proposition de loi de M. Roustan est applicable à l'Alsace et à la Lorraine.

(Sous le bénéfice des observations de M. Eccard, les conclusions de M. Catalogne sont adoptées - M. Catalogne donnera lecture de son avis sans une séance ultérieure)

VIII

Tutelle.

M. Pol Chevalier rappelle que la loi du 20 mars 1917 a permis aux femmes d'être tutrices, subrogées tutrices et membres d'un conseil de famille. Cette loi a des lacunes et elle a été mal rédigée; trois propositions de loi ont été déposées pour la modifier sur des points particuliers, l'une par M. Guillier (art 420 du Code civil), la seconde par M. Lémery (art 391 du Code civil), la troisième par M. Brard (art 507 du Code civil). M. Pol Chevalier a été conduit à relire attentivement tout le titre de la tutelle et tout le titre de l'interdiction: il a déposé une quatrième proposition de loi.

Lorsque la commission en aura délibéré, un rapport provisoire sera établi, qui sera soumis à l'examen de la Chancellerie.

Le premier point à examiner est celui de savoir s'il y a lieu de maintenir l'article 391 du Code civil. Le mari prédecesseur peut nommer un conseil de tutelle à sa femme, la femme ne peut nommer un conseil de tutelle à son mari. D'autre part, depuis la loi



du 20 mars 1917, ce conseil de tutelle peut être du sexe féminin, ce peut être la mère du mari présumant ou la sœur, ou la maîtresse. Il y a là une certaine anomalie. Dans la pratique, les maris usent très peu de la faculté qui leur est offerte par l'article 391 : les exemples en sont extrêmement rares. M. Lauraine dit que, si une femme a abandonné ses enfants, le mari est fondé à désigner un Conseil de tutelle.

M. Louis Martin répond que la situation inverse est également possible et que c'est plus souvent le père qui abandonne femme et enfants.

M. Leblanc fait observer que, si l'article 391 ne reçoit pas d'applications dans la pratique, il n'y a pas d'inconvénients à le maintenir.

M. Bonnevay ajoute que l'art. 391 a surtout son utilité quand le père a une grosse fortune personnelle, une usine, une industrie, la femme n'est pas une mère indigne, mais elle est incapable de gérer. Pour que la nomination du conseil de tutelle ne soit pas faite par le mari uniquement pour être désagréable à la femme, il serait bon que cette nomination fût homologuée par le tribunal civil.

M. Pol Chevalier demande que la nomination d'un conseil de tutelle puisse également être faite par la mère présumante.

M. le président estime que si, dès 1917, on avait prévu toutes les répercussions de la réforme, on ne serait pas, aujourd'hui, aussi embarrassé de réciprocité, que vient de demander M. Pol Chevalier, n'existait pas dans le Code civil avant 1917, parce



qu'elle aurait été contraire aux principes  
d'ordy admis; on n'en saurait dire autant  
maintenant.

M. Tenoux fait une réserve: Si la nomination  
du conseil de tutelle n'est contestée par  
personne, l'homologation du tribunal civil  
ne se justifie pas; il est inutile de grossir  
les frais.

M. Lugeol remarque que l'inexpérience  
aux affaires est le plus souvent le  
fait de la femme: imposer à un homme  
un conseil de tutelle qui serait une entrave  
aux droits du mari aurait pour lui  
quelque chose d'humiliant.

M. Louis Méjan n'a pas été convaincu par  
les arguments de M. Lugeol: Si le mari  
peut supposer que la femme gèrera mal  
les intérêts des enfants, l'inverse peut  
être également vrai. Quel inconvénient  
y a-t-il à admettre la réciprocité,  
puisque l'homologation du tribunal  
serait nécessaire en cas de contestation?

En province, le tribunal connaît ces  
familles et il n'homologuera que sans  
l'intérêt des enfants. Les femmes ont une  
tendance à conserver le patrimoine  
tandis que les hommes le gaspillent  
et le dilapident.

M. Lugeol ajoute qu'à côté du père tuteur  
il y a déjà le subrogé tuteur, le  
conseil de tutelle est donc inutile.

M. Pol Chevalier déclare que les rôles de  
l'un et de l'autre sont différents.



M. Bonneray appuie la dernière observation de M. Pol Chevalier : le conseil de tutelle de l'article 391 C. civ. a un caractère technique et spécialisé, il est prévu pour une exploitation déterminée, c'est un parent ou un ami qui conseillera la veuve. Le subrogé-tuteur, lui, est un surveillant, pris dans l'autre branche : il cherche à mettre sa responsabilité à l'abri, il fait inscrire l'hypothèque légale etc. Si cette différence n'était pas réelle, le Code civil n'aurait pas prévu le conseil de tutelle. S'il y a eu des dissensions dans le mariage, le tribunal appréciera mieux que le conseil de famille l'opportunité d'un conseil de tutelle. M. Leblanc maintient qu'avant tout la femme doit obéissance au mari.

M. Pol Chevalier proteste : car l'obéissance au mari n'est pas due même après la mort de celui-ci.

M. le président met aux voix la réciprocité, c'est-à-dire la faculté pour la femme de désigner un conseil de tutelle au mari.

(La réciprocité n'est pas admise).

M. le président met aux voix la faculté pour la femme de soumettre la nomination du conseil de tutelle à l'homologation du tribunal civil.

(L'homologation est admise à l'unanimité).

M. le président demande à quel moment la femme pourra se pourvoir contre la nomination du conseil de tutelle : Sera-ce dès qu'elle aura connaissance de cette nomination?

M. Bonneray propose un délai de quarante jours.



M. le président oppose deux situations : la mère pourra être mal impressionnée soit par la désignation du conseil spécial, soit par les actes du conseil spécial. Pourra-t-elle s'adresser au tribunal dans l'un et dans l'autre cas ?

M. Pol. Chevalier insiste sur ce point que le délai ne peut pas courir du jour du décès du père, car la nomination du conseil de tutelle peut être consignée sur un testament lequel est sans un meuble sous scellés. Les scellés ne seront levés qu'en présence du subrogé-tuteur nommé par le conseil de famille.

M. Rabier demande si le tribunal civil pourra substituer au conseil de tutelle désigné par le père un autre conseil de tutelle.

M. Magurien répond négativement : si le conseil de tutelle ne paraît pas au tribunal suffisamment garantir les véritables intérêts du pupille, il n'y aura pas d'homologation et la mère tutrice gèrera seule.

M. Rabier objecte que la mère peut être incapable de gérer.

M. Pol. Chevalier répond qu'on pourra alors la destituer de la tutelle pour incapacité (art 444, 2<sup>e</sup>, du code civil).

M. le président fait observer qu'il faut laisser à la mère incapérimmentée le délai nécessaire pour se rendre compte si elle doit ou non accepter la nomination du conseil de



tutelle et que le délai de quinze jours à partir de la date où elle a connaissance de la désignation du conseil de tutelle lui semble opportun. (adopté).

La commission décide de poursuivre cette discussion dans une séance ultérieure.

La séance est levée à seize heures quinze.

Le président:

L'un des secrétaires:

J. Guille

Alfred Guille



164<sup>e</sup> Séance.

Séance du mercredi 24 février 1926

Présidence de M. Poullé.

La séance est ouverte à quatorze heures quinze.

Sont présents : Mm. Poullé, président,  
 Penancier, vice président, Gardey, secrétaire,  
 Calmel, Louis Martin, Augot, Catalogne,  
 Helmer, Bonnetay, Eccard, Pol Chevalier,  
 Guillier, Vallier, Lauraine, Jean Richard  
 et Leblanc.

Excusés : Mm. Ratier, Morand, Fernand  
 Crenieux, Chautemps, Magnier et  
 Fouilleux.

I  
 Affaires nouvelles.

M. Lauraine est désigné comme rapporteur  
 du projet de loi adopté par la Chambre  
 des députés tendant à sanctionner  
 pénalement le refus de payer le prix de  
 location d'une voiture de place.  
 (Imprimé 79 de 1926 - n° 348 du registre d'ordre).  
 M. Fouilleux est désigné comme rapporteur  
 1° de l'avis sur la proposition de loi  
 de Mm. Lancelin et Pasqual, tendant à  
 réprimer le braconnage sur les cours d'eau  
 en vue de la protection du Saumon (Imprimé 38  
 de 1926 - n° 346 du registre d'ordre);  
 2° de la proposition de loi de M.  
 Guillier, tendant à modifier l'art. 15  
 de la loi du 7 janvier 1926,  
 ayant lui-même modifié l'article 15 de



la loi du 12 juillet 1905, relative à la compétence des juges de paix (Imprimé 68 de 1926 - n° 344 du registre d'ordre)

M. Bonneray est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier le régime total (Imprimé 82 de 1926 - n° 347 du registre d'ordre).

M. Morant est désigné comme rapporteur de l'avis sur le projet de loi concernant le bail à cheptel (Imprimé 63 de 1926 - n° 345 du registre)

M. Eccart est désigné comme rapporteur du projet de loi abrogeant l'art. 2 de l'arrêté du 7 mai 1919 du commissariat général de la République en Alsace et Lorraine (Imprimé 21 de 1926 - n° 335 du registre d'ordre).

M. Blaignan est désigné, à la place de M. Bouvin-Champeaux, décédé, comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1382 du code civil (responsabilité civile des tenanciers). (Imprimé 73 de 1902 - n° 56 du registre d'ordre).

M. Helmer est désigné, en remplacement de M.

Brard, qui ne fait plus partie de la commission, comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Helmer d'hopiteau et Bonneray, portant modification de la loi du 23 mars 1914, relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaires (Imprimé 249 de 1925 - n° 306 du registre).

M. Calmel est désigné, en remplacement de M. Bouvin-Champeaux, comme rapporteur des trois affaires relatives au régime successoral (nos 191, 192 et 272



du registre d'ordre - N° 589 de 1922,  
750 de 1923, 657 de 1922, 789 de 1924).

## II

Codo disciplinaire M. Poullé donne lecture de son avis  
de la marine marchande, sur le projet de loi portant code  
disciplinaire et pénal de la marine  
marchande. (no 282 du registre d'ordre).

(Le rapport est approuvé - M. Poullé est  
autorisé à le déposer sur le bureau  
du Sénat)

La séance est levée à quinze heures.

Le président,

L'un des secrétaires,

J. Poullé

Alce Corey



Présidence de M. Poullé

La séance est ouverte à quatorze heures & demie.

Sont présents: MM. Poullé, président; Garday, Secrétaire; Catalogne, Magnien, Guillier, Helmer, Chautemps, Vallier, Leblanc, Pol Chevalier, Rabier, Lauraine, Lisbonne, Fenoux, Souilloux et Jean Richard.

Excusés: MM. Louis Martin, Ratier, Penancier, de Cas Carset Fernand Clémieux.

I

Affaire nouvelle. M. Morand est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de régler, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1926, les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation. (Imprimé 109 de 1926 - n° 349 du registre d'ordre).

II

Votures de place. M. Lauraine donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à sanctionner pénalement le refus de payer le prix de location d'une voiture de place. (Imprimé 79 de 1926 - n° 348 du registre d'ordre).  
(Le rapport est approuvé. M. Lauraine est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).



III

Régime matrimonial  
des commerçants.

M. Catalogne donne lecture de l'avis  
sur la proposition de loi de M. Mario  
Roustan tendant à modifier les articles  
2 et 586 et à abroger les articles  
65 à 70 du Code de Commerce. (Imprimé 513 de  
1925 - n° 337 du registre d'ordre). (L'avis est  
Bureau du Sénat)

IV  
Extradition

Approuvé - M. Catalogne est autorisé à le déposer sur le Sénat  
M. Vallier

Donne lecture de son rapport  
sur la proposition de loi de M. René Renoult  
relative à l'extradition des étrangers (Imprimé  
696 de 1923 - n° 243 du registre d'ordre).  
Cette proposition de loi a fait l'objet de larges  
débat à la Société d'études législatives: le  
rapporteur était M. Domnédieu de Vabres,  
professeur de droit pénal à la Faculté de  
Droit de Paris. D'autre part, il y a eu des  
congrès internationaux où il a été parlé  
de l'extradition.

M. Helmer constate que la France et la  
plupart des Etats, à l'exception de  
l'Angleterre et des Etats-Unis, ne lient  
pas leurs nationaux respectifs. Mais à  
quel moment faut-il envisager la  
nationalité du délinquant, au moment du  
délit ou au moment de la demande  
d'extradition? Certains Alsaciens, devenus  
Français en 1919, sont réclamés par l'Allemagne  
pour des délits militaires - insoumission -  
antérieurs à 1919, alors qu'ils étaient allemands.

M. Vallier fait observer que cette question  
est toute tranchée en raison de ce qu'il n'y  
a pas d'extradition pour délits militaires.



M. Guillier demande ce qui sera décidé en ce qui concerne les pays de protectorat, Tunisie et Maroc: si le délinquant s'est réfugié en Tunisie, la loi en préparation règle-t-elle son extradition?

M. le président répond que certaines lois, notamment sur l'amnistie, ont visé les pays de protectorat: au Maroc, à la demande du gouvernement français et du résident général, le Sultan promulgue ses dahirs appliquant au Maroc les dispositions de telle ou telle loi française; de même en Tunisie. On pourra le rappeler sans la discussion au Sénat.

M. Chaumemps demande que les ministres de la Justice et des affaires étrangères soient consultés sur ce point.

M. Vallier expose que certains juristes désireraient qu'on donnât une définition précise du crime politique, pour le séparer des crimes de droit commun. Cette définition, si elle était donnée, entraînerait sans la pratique d'insurmontables difficultés. Il vaut mieux ne pas définir le crime politique et laisser à la chambre des mises en accusation sa liberté d'appréciation dans chaque cas particulier.

M. le président ajoute qu'une définition stricte pourrait embarrasser le Gouvernement: le Gouvernement doit pouvoir se retrancher derrière l'avis de la chambre des mises en accusation. Il y a des affaires de politique extérieure qui soulevent en France une grande agitation: une définition donnerait ses armes contre la France au pays qui requerrait d'elle une extradition.

M. Guillier demande comment la chambre des mises en accusation pourrait



être appelée à prononcer sur la nullité d'une extradition, d'intéressé peut discuter sur la régularité de la demande d'extradition dont il est l'objet, mais non sur la validité ou la nullité de l'extradition une fois accordée.

M. Poule signale que la décision de la chambre des mises en accusation sur l'extradition, en quelque sens qu'elle soit, ne peut pas donner lieu à un pourvoi en cassation.

M. Guillier partage cette opinion, car la chambre des mises en accusation ne fait que donner un avis au Gouvernement. Le Gouvernement est lié par un avis négatif de la Chambre des mises en accusation, mais non par un avis positif. Il faut que l'intéressé puisse se défendre oralement.

M. le président déclare que, puisque le ministère public est présent à l'audience, l'intéressé doit avoir à ses côtés un avocat inscrit au barreau ou au stage.

M. Vallier souligne qu'en matière pénale internationale il y a autre chose encore que l'extradition, par exemple la recherche, la saisie et la restitution des bijoux volés etc. Il en est fait mention dans le texte qui suivra le rapport.

Il ne doit pas, par ailleurs, y en avoir, en matière politique, même de simple commission rogatoire, bien que la Société d'Etudes législatives ait été d'un



avis opposé.

M. Guillier suggère à la commission d'autoriser le rapporteur à déposer dès demain son rapport, pourvu qu'il ne donne le bon à tirer que quand les épreuves auront été soumises à la commission. (adopté).

M. Helmer demande, étant donné que la France n'extrade pas les Français, ce qui sera décidé quant auxheimattois.

M. Vallier répond que ce ne sont pas des Français et qu'ils peuvent être extradés.

M. Helmer demande ce qui se passerait si le pays requérant, au lieu de juger l'extradé, le laisse longuement en prison: ne serait-il pas bon, lors de l'extradition, d'imposer un délai à l'Etat requérant pour jugement?

M. le président répond que ces réserves sont plutôt du ressort de l'action diplomatique et que l'intéressé peut réclamer si on ne le juge pas.

M. Guillier rappelle l'exemple de Villain, l'assassin de Jaurès, qui est resté quatre ans en prison avant de passer en cour d'assises.

M. Vallier précise que le pays requis peut exiger que l'extradé ne sera pas jugé par une juridiction d'exception.

M. le président fait observer qu'en une telle occurrence, l'Etat requis refusera d'extrader.

(M. Vallier est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat).

V

Espionnage. M. le président signale que M. Delbrun



au nom de la commission de l'armée, a  
demandé au Gouvernement de déposer à  
nouveau sur le bureau de la Chambre  
des députés, le projet de loi sur  
l'espionnage, devenu caduc. La commission  
de législation civile et criminelle y est  
également intéressée.

(La commission décide de charger son  
président d'une démarche semblable à  
celle du président de la commission de  
l'armée)

La séance est levée à 17 heures.

Le président :

J. Pailh

L'un des Secrétaires :

M. Hureau



## Présidence de M. Poullé

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : mm. Poullé, président, Rater, vice-président, Gardey et Morand, secrétaires; Louis Martin, Catalogue, Leblanc, Calmel, Pol Chevalier, Lisbonne, Blaignan, Guillier, Majurier, Feneux, Vallier, Chastanet, de Las Cases, Chenebent, Rabier et Ligot.

Excusés : mm. Penancier, Fouilloux, Grand et Fernand Creineux.

I  
Baux à loyer.

M. Morand expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de régler, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1926, les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation.

Ce projet de loi a été voté le 24 février 1926 par la Chambre des députés; il est composé de 44 articles, répartis en quatre titres, savoir :

- Titre I<sup>er</sup> - prorogation des baux en cours;
- " II - Détermination du prix;
- " III - Procédure;
- " IV - Dispositions diverses.

Cette division devra être conservée, mais il y aura lieu de faire passer certains articles d'un titre dans l'autre, car la discussion a été quelque peu désordonnée à la Chambre. L'article principal est l'article 4<sup>er</sup>, qui



limite le champ d'application de la loi.  
 La majeure partie de ce texte devra passer  
 dans l'article 7<sup>er</sup>. De tous côtés on désire  
 le retour au droit commun, c'est en ce  
 sens que s'est prononcé M. Vallier, lors  
 de la discussion au Sénat de la dernière  
 loi sur les loyers. Ce retour aura lieu  
 d'une façon progressive. Il conviendrait  
 de substituer au chiffre de 2000 habitants  
 celui de 5000 habitants. Dans les localités  
 dont la population est inférieure à 5000  
 habitants il n'y a pas de crise des logements.  
 Il faudrait aussi supprimer la partie  
 de l'article 41 relative à la délibération  
 du conseil municipal. La loi ne  
 s'appliquerait donc qu'à Paris, au  
 département de la Seine, à un rayon de  
 cinquante kil. autour des fortifications de  
 Paris & aux villes d'au moins 5000 habitants.

Dans l'article 2 on introduirait le  
 tableau placé par la Chambre dans  
 l'article 41. Les dates de ce tableau  
 arrêtées par la Chambre pourraient être  
 conservées. La prorogation serait-elle de  
 plein droit ou facultative? Dans toutes les lois  
 antérieures il ne s'agissait que de  
 prorogations facultatives, mais la Chambre a  
 voulu éviter d'innombrables procès entre  
 propriétaires & locataires et la prorogation  
 de plein droit a été décidée à une  
 grosse majorité. Le Sénat pourrait  
 statuer dans le même sens, à condition  
 que la réciprocité fût admise au



profit des propriétaires dans les articles ultérieurs. La Chambre a témoigné d'une mentalité bizarre lors de l'élaboration de cette loi; on veut éviter les procès, mais, pour l'exercice du droit de reprise du propriétaire on a laissé au locataire le droit de contester la prétention du propriétaire.

M. Morant admet à l'article 3 les mots "ou à sa charge" qui concernent la concubine. L'article 4 énumère les personnes exclues du bénéfice de la prorogation: la dernière phrase du 1<sup>er</sup> devra être mise à une autre place elle ne convient pas dans l'article 4. Il y a lieu de supprimer le mot "nécessaires", qui se trouve dans le 4<sup>er</sup> du même article, l'alinéa viserait alors les gendarmes, les concubines, les chefs de gare, mais non les ouvriers logés dans les cités ouvrières: ce serait inadmissible et la mesure se retournerait contre les ouvriers, ils deviendraient locataires de droit commun et le propriétaire pourrait prouver que le prix exigé en 1914 était fort inférieur au prix normal.

M. le président signale que les compagnies de chemin de fer ont construit des cités ouvrières dans des régions désertiques. Si on ne peut rapulser les ouvriers congédiés ou retraités, on n'aura pas de place pour loger là les ouvriers dont on aura besoin pour le service de la voie, de la traction ou des ateliers.

M. Morant préconise une modification du 3<sup>er</sup> de l'art. 4, en ce qui concerne les



locataires qui ont sous loué sans le consentement de leur propriétaire. Au 7<sup>e</sup> la fin doit être supprimée, mais en revanche, on doit ajouter là quelque chose qui se trouve dans l'article 10: il s'agit des locataires qui ont reçu leur indemnité d'expropriation, tel est le cas des vieux quartiers qui se trouvent derrière la Bourse de Marseille.

L'article 4 devrait être complété par un 8<sup>e</sup>, qui se trouve dans l'article 5 du texte de la Chambre.

à l'article 6 la Chambre a exclu le conjoint du propriétaire: par exemple, un officier, propriétaire d'un immeuble, est envoyé en Syrie, il ne pourra pas exercer le droit de reprise pour que sa femme habite l'immeuble. au deuxième alinéa, le mot "nécessité" est inacceptable, parce que le locataire ne sera jamais convaincu de la nécessité où se trouve le propriétaire de reprendre l'immeuble en tout ou en partie, il y aura toujours des contestations; le mot "nécessité" a été admis, à la Chambre, par 278 voix contre 268 et, ensuite, la rectification des votes a retourné la majorité au sujet de l'amendement Cantau.

Au troisième alinéa, il n'y a pas lieu de maintenir les mots "dont le titre est postérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1926". Un propriétaire peut toujours habiter chez lui et on a le droit d'acheter un



immeuble pour s'y loger. En tout cas, il faudrait substituer à cette formule celle-ci: "jusqu'à la promulgation de la présente loi."

L'article 7 ne soulève aucune difficulté: ce sont les locataires privilégiés de la loi de 1922. Il y a eu cependant de nombreuses protestations à ce sujet, surtout si le propriétaire a 70 ans. - au dernier alinéa, il faudrait supprimer les mots "logés par l'administration".

L'article 8 doit être supprimé en totalité il a dû être inspiré par un cas d'espèce: il ne faut pas entrer dans cette voie.

L'article 9 fixe une interdite de cinq années de louer, qui est excessive et, à côté de la force majeure, il faut mentionner le cas fortuit, par exemple la rupture du projet de mariage de la fille du propriétaire.

L'article 10 disparaîtrait du fait de la nouvelle rédaction de l'article 4

L'article 11 devrait être remanié.

L'article 12 concerne les baux commerciaux, il faut le supprimer, la matière sera traitée dans la loi sur la propriété commerciale. Si l'on acceptait l'alinéa 3, qui prévoit que le prix de la location ne sera pas majoré, la loi sur la propriété commerciale deviendrait inutile.

à l'article 13 il faudrait remplacer le mot "toutefois" par "dans ce cas".

L'article 14 devrait être placé à la fin de la loi, pour englober le bénéfice de toutes les dispositions de la loi.



Le titre II détermine le prix du loyer.  
 L'article 9 reproduit la règle de la loi de 1922.  
 L'article 16 est très important. Récemment,  
 la majoration du loyer était, par rapport au  
 prix de 1914, de 75% pour Paris et, pour  
 la province, d'un taux calculé par les  
 commissions paritaires. Le texte de la Chambre  
 ne parle plus des commissions paritaires,  
 mais conserve leurs décisions antérieures  
 si elles sont supérieures au taux de la loi  
 présentement en élaboration.

Il vaudrait mieux admettre, avec la  
 Chambre 100% pour tous les locaux  
 d'habitation, avec un supplément pour les  
 locaux professionnels. Le Gouvernement  
 avait lui-même proposé un supplément  
 de 25%, la commission proposait 15%,  
 la Chambre a rejeté même ces 15%,  
 par faveur pour les petits artisans  
 travaillant en chambre. M. Mosant  
 proposerait 120% tout compris pour les  
 locaux où la profession comporte réception  
 de la clientèle (professeurs donnant chez  
 eux des répétitions etc.).

À l'alinéa 4 de cet article se trouvent  
 les mots "autres que ceux qui existaient  
 déjà en 1914". M. Raynaldy en avait  
 demandé la suppression parce que le  
 coût des charges a considérablement  
 augmenté depuis 1914, l'eau a passé  
 de 35 centimes à 1<sup>fr</sup> 15, le gaz de  
 20<sup>cs</sup> le mètre cube à 85 centimes.  
 Ces charges doivent incombent au locataire.



L'article 17 devrait être supprimé, car la monnaie d'or est toujours une monnaie légale et lors de l'émission de l'emprunt J<sup>e</sup> Etat 1924, il avait été déclaré que les coupons de cette rente seraient une monnaie libératoire, qu'on pourrait prévoir dans les Contrats. - Par contre, on pourrait insérer à un autre article 17, relatif à une augmentation du loyer en fonction de l'indice du coût de la vie.

M. Guiller fait remarquer que c'est l'échelle mobile.

M. Morand n'en disconvient pas.

L'article 18 a trait aux logements insalubres;

M. Morand n'admet pas la diminution de loyer de 50% tant que les travaux ordonnés n'auront pas été exécutés, parce que les locataires se sont maintenus dans les lieux malgré leur propriétaire.

L'article 19 prévoit une augmentation frauduleuse et indirecte du loyer, auquel cas il y aurait nullité absolue de la convention.

Sur l'article 21 M. Morand demande que soit déclarée valable le paiement d'avance des loyers.

M. Ratier précise que les protestataires n'ont jamais visé que le paiement, lors de l'entrée en jouissance dans le local loué, du loyer correspondant au dernier terme de la location, c'est à dire plusieurs années à l'avance.

Le titre III règle la procédure et reprend, d'une façon générale, la



procédure des lois antérieures sur les loyers, avec cette différence qu'on admet ici l'appel.

Le titre II, sur les "dispositions diverses", admet au début, la loi de 1922 dont il reproduit les termes (art 26, 27 etc.). Mais, pour les articles 28 et suivants, l'avis de la commission des finances serait indispensable, puisqu'il s'agit d'exemption d'impôts.

M. le président prie M. Guillier, qui fait partie de la commission des finances et de la commission de législation civile, d'être le trait-d'union des deux commissions ici.

M. Morand, à l'article 30, signale que l'expression "et d'hypothèque", qui termine le premier alinéa, est inintelligible.

M. Guillier suppose qu'on a voulu dire "et de transcription".

M. le président se demande si l'Enregistrement acceptera l'article 30.

M. Morand demande la suppression de l'article 31; il cite des exemples, une épicier qui a installé une épicerie dans sa propre salle à manger, elle a été condamnée pour transformation d'un local d'habitation en local commercial — et d'autres du même genre.

M. Chenebault répond qu'il y a aussi des exemples en sens inverse. Une banque a acheté un immeuble et fait partir tous les locataires qui l'habitaient, en les indemnisant largement. Ceux-ci ne se plaignent pas parce qu'ils sont



indemnisés, mais la pénurie des logements se trouve ainsi accentuée.

M. Morant demande qu'au moins le propriétaire ait le droit de transformer les locaux d'habitation en locaux commerciaux lorsqu'il exercera le commerce lui-même, et non pas lorsqu'il louera.

à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, après les mots "un immeuble" il faudrait ajouter "menaçant ruine". La fin de cet alinéa devrait être supprimée et les conditions imposées par le second alinéa sont inacceptables.

L'article 33, qui modifie la loi du 20 juillet 1924, n'est pas clair. Il s'agit des meubles. La loi de 1924 avait rétroactivement interdit de transformer en meubles des locaux d'habitation, mais cette rétroactivité avait frappé des propriétaires de bonne foi, on demande aujourd'hui de revenir sur cette mesure.

L'article 37, qui ordonne l'affichage obligatoire des locaux à louer, est très critiquable. Dans les maisons construites par les sociétés d'habitations à bon marché il y a des locataires qui, en 1914, lorsqu'ils y sont entrés, étaient pauvres et qui sont maintenant plus qu'à leur aise. Il y aurait intérêt à substituer à ces locataires d'autres moins fortunés.

L'article 38 déclare que les dispositions de la présente loi sont d'ordre public et annule les décisions judiciaires contraires devenues définitives.



Actuellement il y a des locataires dont  
l'expulsion a été ordonnée par six ou  
sept jugements consécutifs et qu'on n'arrive  
pas à faire partir.

Les articles suivants n'appellent que des  
observations d'intérêt mineur.

M. le président, au nom de la commission,  
félicite et remercie M. Moirand de son exposé.  
(applaudissements).

M. le président ajoute qu'avant d'arrêter  
un texte définitif, la commission entendra  
le garde des Sceaux du ministère qui va  
se constituer.

La séance est levée à dix-sept heures.

d'un des secrétaires:

M. Mourant

le président

S. Doullé



Présidence de M. Poulle.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Poulle, président, Ratier et Penancier, vice-présidents, Morand & Gardy, secrétaires, de Las Cases, Blaignan, Catalogne, Guillier, majours, Chenebérois, Chastenet, Riblane, Bonmeray, Vallier, Calmel, Daulty, Louis Martin, Helmer, Lisbonne, Lemarié, Bel, Chevalier, Magnien, Lugol & Rabier.

Excusés : MM. Fernand Grémieux et Grand.

I  
Loyers.

M. Morand propose pour la loi sur les loyers un nouveau titre, qui est adopté.

L'article 41 du texte de la Chambre passera en majeure partie dans l'art 1<sup>er</sup> du texte du Sénat. Après discussion sur le point de savoir si, dans l'article 1<sup>er</sup>, on mettra "communes" ou "agglomérations", la commission adopte "...ou limitrophes des villes de 700.000 habitants".

M. Blaignan, à l'article 2, constate que c'est la première fois qu'on admet la prorogation obligatoire, ce qui va à l'encontre du retour au droit commun.

M. Ratier ajoute que la prorogation obligatoire est contraire aux intérêts des candidats locataires : les célibataires se maintiennent sans nécessité dans des appartements trop vastes pour eux.

M. Penancier opine en sens contraire.



Que la prorogation soit facultative ou de plein droit, le résultat sera le même du fait des instructions du garde des sceaux aux juges.

M. Morant défend la prorogation obligatoire en raison du fait nouveau qu'est l'amendement Chevrier. Les circulaires ministérielles ont-contre dit la loi en accordant le maximum des prorogations facultatives. La loi nouvelle va établir des paliers à des dates déterminées.

(La prorogation obligatoire est votée à l'unanimité).

M. Calmel rappelle que les magistrats ont fait pression sur les parties pour les amener à un accord, les meilleurs locataires se sont ainsi convaincus & ont promis de partir à une date déterminée. Il ne faut pas placer les récalcitrants dans une situation meilleure que les autres.

M. Morant propose le texte suivant: "... ou les accords entre les parties ayant déterminé la date à laquelle le locataire quittera les lieux."

M. Bonnevay demande ce qui sera décidé dans le cas où il est dit dans le bail imprimé que le locataire quittera les lieux à l'expiration du bail, et si, en cas de renouvellement du bail avec majoration, on considérera qu'il y a là un accord empêchant la prorogation.

(Le mot "accords" est introduit dans le texte).

Sur l'échelle introduite à l'article 2,

M. Chastenet voudrait abaisser les paliers:

10,000, 8,000; 6,000 au lieu de 12,000, 9,000 et 6,000.



Il demande aussi qu'on introduise une formule tenant compte des prestations qui s'ajoutent au bail et qu'on fit un palier supplémentaire relatif à ceux qui ont déjà joui de trois prorogations.

M. Calmel demande un cinquième palier pour les locaux de 5.000 fr. prix d'avant guerre, à Paris, pour le 1<sup>er</sup> janvier 1927 ; il s'agirait d'un petit nombre de locaux.

M. Chenebault craint que, si on augmente les gros loyers, les locataires ne se rabattent sur les loyers moyens et ne contribuent ainsi à rendre la crise plus aiguë.

M. Penancier fait remarquer que dès à présent on trouve facilement des appartements vacants de 20 à 25.000 fr.

M. Bonnetay estime, lui aussi, que le système des paliers va à l'encontre des intérêts des classes moyennes.

M. de Las Cases fait observer que tout dépend de la valeur du franc.

M. Morand dit que, pour revenir au droit commun, il faut procéder par tranches.

M. Guillier demande si le retour au droit commun comporte aussi la faculté de transformer en locaux commerciaux des locaux d'habitation.

(Le système des paliers est accepté par la Commission)

M. Morand met en garde la commission contre le danger de mettre fin à des prorogations le 1<sup>er</sup> janvier, en plein hiver, ce n'est possible que pour les gros loyers.

Pour ces autres, j'ai l'été s'impose

(l'amendement de M. Calmel est adopté)



M. Bommeray attire l'attention de la commission sur la date du 1<sup>er</sup> janvier 1931, à laquelle expire l'efficacité de la loi, il propose le 1<sup>er</sup> avril 1931, puisque la loi commence à jouer le 1<sup>er</sup> avril 1926

M. Morand propose, pour les accords entre parties touchant le départ du locataire la formule : "..... indépendamment du bail"  
(adopté)

à l'article 2, M. Guillier demande qui est désigné par les mots "à sa charge".

M. Morand répond que c'est la concubine.

M. Penancier demande ce qu'il faut entendre par "local réservé à l'exercice d'une fonction publique".

M. Morand répond que c'est, par exemple, le cas du percepteur.

M. Guillier lit un passage de l'apport de la Chambre des députés, où il est parlé des professeurs de Facultés.

M. Lugol admet la prorogation pour la maîtrise en cas de décès du locataire, mais non en cas de départ des lieux.

M. Bommeray fait ici allusion à l'abandon de famille.

M. le président signale qu'à côté de la maîtresse il peut y avoir des enfants naturels du locataire décédé ou disparu, enfants non reconnus.

(le 2<sup>e</sup> alinéa est supprimé et l'article 3 est adopté)

M. Penancier fait remarquer, à l'article 4, que le 5<sup>e</sup> va à l'encontre du droit commun.



M. Guillier et du même avis: la prorogation n'est pas le bail, même si le bail donne droit à sous-location sans le consentement du propriétaire.

M. Morant leur donne raison: il faudrait une autorisation spéciale du propriétaire.

M. Penancier déclare qu'on ne cèdera plus son bail, ce qui peut avoir des inconvénients, pour un médecin vieillissant, par exemple. Il propose, d'autre part, de substituer aux mots "tout ou partie" "la majeure partie" (adopté).

M. Penancier propose d'ajouter, dans le 6<sup>e</sup>, "dans la même agglomération". (adopté)

M. Calmel demande la suppression du 7<sup>e</sup>.

M. le président rappelle qu'à la demande de l'exproprié, le montant de l'indemnité d'expropriation peut être consigné.

M. Guillier déclare que tous les travaux d'expropriation pour cause d'utilité publique sont devenus impossibles.

La commission supprime les mots "antérieurement à... etc..." et charge M. Morant de trouver une nouvelle formule pour le 7<sup>e</sup>.

Le 8<sup>e</sup>, constitué par l'article 5 de la Ch. des députés, est adopté.

M. Lisbonne, à l'article 6, demande qu'on fasse la distinction entre le propriétaire d'un immeuble & celui d'une fraction d'immeuble, qui est un locataire légitime. Des agences nombreuses achètent aujourd'hui des appartements pour en expulser les locataires.

M. Vallée répond que des retraités ont acheté des appartements pour y réunir les membres



épars de leur famille & ne peuvent se loger : à Grenoble, Lyon, Nantes, Rennes, la majeure partie des maisons est divisée en propriétés séparées par appartements. La Croix-Rousse, de Lyon, est ainsi depuis plus d'un siècle.

M. Penancier objecte que, depuis le vote de la Chambre des députés, le prix de vente des appartements s'est accru considérablement. (L'alinéa 1<sup>er</sup> est adopté, mais le texte de l'article 6 sera être rectifié).

M. Gardey demande si cet article 6 modifie l'article 4 de la loi du 31 mars 1922, concernant le droit de reprise des mutilés.

M. Bonnevay demande qu'à la fin de l'article 6 le mot "principalement" soit substitué au mot "exclusivement", pour s'adresser à la Croix-Rousse.

M. Morand répond que ce n'est pas possible, à cause des professions libérales (médecins, avocats).

La séance est levée à 18<sup>h</sup> 15.

Le président:

L'un des Secrétaires:

J. Outh

M. Morand



## Présidence de M. Poulle.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Poulle, président, Ratier et Penancier, vice-présidents ; Morand, secrétaire ; Magurier, de las Cases, Bl. Chevalier, Blaignan, Bonnevay, Guillier, Fenoux, Vallier, Dautry, Rabat & Louis Martin.

Excusés : MM. Gardy, Fernand Breuille et Grand.

I  
Loyers.

à l'article 7, M. Fenoux demande qu'on adopte la formule : "... employés de l'Etat, des départements et des communes, justifiant de leur mise à la retraite depuis le 10 mars 1922..."

M. de las Cases demande ce qui sera décidé pour les militaires & marins.

M. le président propose "fonctionnaires ou agents, civils ou militaires..."

M. Vallier fait remarquer que les agents des chemins de fer de l'Etat seraient par là favorisés à l'égard des agents des autres réseaux.

L'article 8 est supprimé -

à l'article 9 la commission substitue au minimum de cinq ans un maximum de deux ans, sans indication de maximum.

L'article 10 est supprimé

à l'article 11 les trois premiers alinéas sont maintenus, le quatrième supprimé



L'article 12 est supprimé, la matière devant être traitée dans la loi sur la propriété commerciale.

La commission autorise son président et son rapporteur à conférer avec le président et le rapporteur de la commission du commerce et avec les deux présidents et les deux rapporteurs des mêmes commissions de la Chambre des députés pour s'entendre au sujet du texte de la loi sur la propriété commerciale.

À l'article 13 le mot "toutefois" est remplacé par "en ce cas..."

M. Bonnevay demande si le premier alinéa s'applique aux bureaux de poste.

M. le président répond affirmativement; sans quoi, certaines communes n'auraient aucun local où loger la poste.

M. Bonnevay demande ce que signifie "autres d'intérêt-général"; cette expression s'appliquerait-elle à la Société française des habitations à bon marché?

La commission s'en rapporte à son président & à son rapporteur pour faire à l'article 13 les rectifications nécessaires.

L'article 14 est renvoyé aux dispositions spéciales.

Au sujet de l'article 15, M. Bonnevay constate que les juges n'ont tenu aucun compte des travaux préparatoires des lois antérieures sur les loyers, il faut que celle-ci soit explicite.



En ce qui concerne les plus-values des immeubles, il faut tenir compte de celles qui résultent des améliorations de l'immeuble lui-même, mais non pas de celles qui résultent de l'exécution de travaux publics.

M. Guillier, sur le troisième alinéa, distingue deux cas : celui où la location de l'appartement était inférieure à sa véritable valeur en 1914 et celui où il y a eu depuis 1914 des améliorations de l'immeuble.

M. Morand propose : "... était inférieure à la valeur locative des locaux loués à raison de la situation respective ou familiale etc... Toutefois il pourra être tenu compte des travaux exécutés dans l'immeuble depuis 1914.."

M. Bonnevay propose : "... à moins que le propriétaire puisse établir que le prix du bail était, à raison de circonstances exceptionnelles, notablement inférieur à la valeur locative des locaux loués ..." (adopté).

M. Penarvis, à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, soulève une objection : il y a déjà quelque temps que les commissions paritaires ont statué, il faut les rétablir. Depuis la loi sur la révision des loyers, certains loyers commerciaux ont été triplés.

M. Morand répond que la Chambre est hostile au système des commissions paritaires.



et que la situation des propriétaires  
d'immeubles à usage d'habitation est  
meilleure que ceux d'immeubles à usage  
commercial.

Au troisième alinéa, on reprend, pour  
les locaux professionnels l'augmentation  
de 125% demandée par le Gouvernement,  
en excluant les petits artisans.

M. Penancier demande si le texte

s'appliquera, par exemple, à un acteur de  
la comédie française qui ne donne pas de  
leçons. Le graveur sera touché par le  
texte, non le peintre: il vaut mieux  
supprimer la distinction proposée par  
M. Morant. (adopté).

Au dernier alinéa de l'article 6,  
M. Bonnevay demande qu'on énumère  
les prestations en nature et qu'on  
évalue la majoration des charges  
depuis 1914.

M. Penancier propose que l'on reprenne  
l'avant-dernier alinéa du texte de  
la Chambre.

M. Morant répond que, de l'avis de  
la chancellerie, ce texte offre des  
inconvenients pour Paris.

La commission poursuit son examen  
jusqu'au dernier article & décide  
d'entendre prochainement le garde des Sceaux.  
La séance est levée à 19 heures 15.

Le président:

d'un des secrétaires:

J. Poulh  
Mr. Morant



169<sup>e</sup> séance

Séance du jeudi 18 mars 1926

Présidence de M. Poullé.

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Poullé, président, Ratié et Penancier, vice-présidents, Mosand, secrétaire, Bonnefoy, Calmel, Catalogne, Chenebent, Fenaux, Dauthy, Grand, Chastenot, Guilleu, de Las Cases, Vauraine, Aumaré, Lugol, Louis Martin, Majumier, Louis Néjan, Péri, Pol Chevalier, Rabier, Richard et Vallier.

Excusés : MM. Gardey, Lisbonne et Fernand Crémieux

Sont introduits : MM. Laval, garde des sceaux, Vasseux, haut-commissaire à l'habitation, et Fleys, directeur des affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice.

La sténographie de cette séance est jointe au procès-verbal.

La séance est levée à dix-huit heures

Le président :

L'un des secrétaires :

J. Poullé

M. Mosand



Présidence de M. Ratiès.

La séance est ouverte à dix-neuf heures.

Sont présents: MM. Ratiès, vice-président; Morand, secrétaire; Bommeray, des Cases, Dauthy, Mazurier, Magnien, Guillier, Pères, Vallier et demarié.

M. Gallet, sénateur, auteur d'un amendement, assiste à la séance de la commission.

## I

Loyers.

La commission examine l'amendement de M. Gallet.

M. le président fait remarquer que, lorsque un bail contient interdiction de sous-louer ou de céder le bail sans l'autorisation du propriétaire, jadis les tribunaux considéraient cette clause comme s'imposant dans tous les cas au locataire; aujourd'hui, au contraire, les tribunaux se reconnaissent le droit d'apprécier les motifs pour lesquels le propriétaire s'oppose à la sous-location ou à la cession du bail.

M. Vallier estime que c'est à la loi à remettre les choses au point.

M. des Cars signale l'inconvénient de la jurisprudence: le locataire qui s'en va laisse au propriétaire un sous-locataire qui lui est substitué.



M. Bonnefoy demande ce qui sera décidé au sujet des amendes prévues à l'article 11 quant à la majoration des prix.

M. Morant répond qu'il n'y a que le mandataire de la commission.

M. Guillier signale qu'à Paris les baux sont imprimés à l'avance et contiennent tous interdiction de sous-louer et de céder le bail sans l'autorisation du propriétaire; toutefois des locataires peu fortunés cèdent une chambre ou deux à des étudiants ou à des fonctionnaires célibataires.

M. le président concède qu'il n'y a rien à dire quant à ces sortes de sous-locations, mais qu'il n'en est pas de même de celles qui embrassent la majeure partie du local loué. N'y aurait-il pas lieu de supprimer les mots "contrairement aux clauses du bail"?

M. Morant constate qu'avec cette suppression, on s'en rapporterait à l'appréciation des tribunaux.

M. Gallé vientrait, de toutes façons, à ce que, du jour où commence la prorogation, l'autorisation de sous-louer, donnée dans le bail par le propriétaire, cesse de produire effet.

M. Morant répond qu'il est impossible de distinguer les droits du locataire suivant qu'il est en cours de bail ou en cours de prorogation.

M. Maguier ajoute que peu importe au propriétaire si la prorogation bénéficie au sous-locataire ou au locataire lui-même.

M. Bonnefoy estime que l'article 2 tranche la question.



M. Morant n'est pas de cet avis, car M. Gallet envisage les sous-locations consenties en cours de prorogation, en raison de l'autorisation fournie par le propriétaire dans le bail.

M. Gallet se réfère au but de la prorogation : le législateur n'a pas voulu qu'on mit les gens à la rue, ~~ici~~ il s'agit d'introduire un nouvel occupant au cours de la prorogation.

M. Morant objecte que, dans le bail, la plupart des clauses sont imposées par le propriétaire ; on ne peut pas, durant la prorogation, conserver celles-là et exclure les autres.

(M. Gallet prend congé de la commission).

M. Morant demande si, dans le même article, on ne peut pas garder les mots "qui loueront", en supprimant les mots "qui ont loué".

M. Pénès s'y oppose, car cette suppression faciliterait la spéculation. Si la sous-location n'a pas été signifiée au propriétaire, elle a été simplement tolérée par lui ; le texte ne parlant que de l'avenir, les sous-locataires installés resteront dans les lieux malgré la volonté contraire du propriétaire.

M. Bonnevay déclare que l'article 2 confirme le sous-locataire dans la jouissance des lieux, en qualité d'occupant de bonne foi.

M. Morant en conclut que la prorogation serait accordée au sous-locataire par l'art. 2, alors qu'en raison de l'article 6 le locataire lui-même n'en jouirait pas.

M. Mazurier trouve que l'article 6 est fangeux.



M. le président y voit une exception à l'article 2.

M. Bonnevay demande si le propriétaire demandera les 100 % à son locataire ou au sous-locataire directement.

M. Périès répond qu'il les demandera à celui avec lequel il a contracté.

M. Majurier préférerait que l'occupant payât directement au propriétaire.

M. Périès propose qu'on introduise dans le texte les mots "malgré l'opposition du propriétaire".

M. Majurier signale la difficulté de franchir cette opposition: on ne peut s'en rapporter au concuige.

La commission décide de ne rien changer au texte sur lequel portait l'amendement de M. Gallet.

M. Bonnevay pose une question au sujet de la portée du premier alinéa de l'article 10: va-t-on limiter le prix du loyer pour un bail consenti après la promulgation de la loi, même si le précédent locataire est décidé et si le nouveau locataire n'a aucun lien de droit avec lui. Il ne croit pas que ce soit possible, sans cette hypothèse le propriétaire doit être libre pour la fixation du prix.

M. Morand défend la thèse opposée: sauf les paliers de l'article 2, le prix du loyer est arrêté pour cinq ans, soit qu'il y ait prorogation de l'ancienne location, soit qu'il y ait une location nouvelle: tel est le système de la Chambre.

M. Périès croit que la loi en préparation ne s'applique qu'aux occupants actuels.



M. Bonnetay n'admet pas qu'un locataire puisse  
accepter trois fois le prix de 1914, puis invoquer la loi  
de 1926 pour faire réduire le montant de la location.  
M. Guillies partage l'opinion de M. Morand:  
la loi veut qu'on ne pique pas les locataires,  
même éventuels.

(à l'unanimité moins deux voix, la  
commission accepte l'interprétation de M. Morand)

La séance est levée à vingt heures.

Le président :

J. P. Miller

L'un des secrétaires :

M. Mercier



171<sup>e</sup> séance

Séance du samedi 27 mars 1926.

Présidence de M. Ratier.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : M<sup>rs</sup>. Ratier, ~~Vice~~président, Morand, Secrétaire, De Las Cases, Blaignan, Bonneray, Pol Cherbuliez, Pères, Chenebenoit, Dauthy et Rabier.

Excusés : M<sup>rs</sup>. Poule, Penancier et Garday.

I  
Loyers

M<sup>r</sup>. Chenebenoit signale que l'augmentation de 100 % n'est pas, d'après les propriétaires, suffisante pour les couvrir des charges qui leur incombent.

M<sup>r</sup>. De Las Cases demande que la totalité du montant des prestations reste à la charge des locataires.

M<sup>r</sup>. Bonneray demande que la fixation à 100 % de l'augmentation n'ait d'effet que pour deux ans et qu'un nouveau pourcentage soit établi ensuite par une loi ultérieure.

M<sup>r</sup>. Morand estime que le législateur est toujours libre d'édicter des lois nouvelles, sans qu'il soit besoin d'adopter la combinaison proposée par M<sup>r</sup>. Bonneray.

M<sup>r</sup>. Bonneray répond que, si on ne prend pas cette précaution, les locataires invoqueront un droit acquis, or on ne sait pas ce que vaudra le franc dans deux ans.

M<sup>r</sup>. Pères conclut qu'avec le coût d'entretien de l'immeuble, le propriétaire finirait



par ne rien toucher du tout.

M. le président supplie les membres de la commission de ne pas trop s'écarter du texte de la Chambre. Le temps presse, la loi doit être promulguée le 1<sup>er</sup> avril, on ne pourra faire qu'une navette.

M. Méjan espère ~~obtenir~~ le relèvement prochain du franc : l'aménagement Bonnevay serait utile même au locataire dans cette éventualité.

(La commission décide que l'augmentation de 100 % ne vaudra que pour trois ans).

La séance est levée à quinze heures un quart.

Le président :

*G. Bonnet*

L'un des secrétaires :

*J. M. M. M.*







191

Numéros d'ordre	Dates		Pages
166 <sup>e</sup> séance	lundi	8 mars 1926	162
167 <sup>e</sup> séance	jeudi	11 mars 1926	172
168 <sup>e</sup> "	vendredi	12 mars 1926	178
169 <sup>e</sup> "	jeudi	18 mars 1926	182
170 <sup>e</sup> "	vendredi	26 mars 1926	183
171 <sup>e</sup> "	samedi	27 mars 1926	188
<del></del>			



Table des séances  
de la commission

192

Numéros d'ordre	Dates	Pages
137 <sup>e</sup> séance	mercredi 14 mars 1925	1
138 <sup>e</sup> "	jeudi 12 mars 1925	10
139 <sup>e</sup> "	mercredi 18 mars 1925	16
140 <sup>e</sup> "	jeudi 2 avril 1925	22
141 <sup>e</sup> "	vendredi 3 avril 1925	25
142 <sup>e</sup> "	mercredi 22 avril 1925	31
143 <sup>e</sup> "	mercredi 27 mai 1925	39
144 <sup>e</sup> "	mercredi 10 juin 1925	42
145 <sup>e</sup> "	vendredi 12 juin 1925	46
146 <sup>e</sup> "	mercredi 17 juin 1925	52
147 <sup>e</sup> "	jeudi 18 juin 1925	57
148 <sup>e</sup> "	mercredi 24 juin 1925	64
149 <sup>e</sup> "	mercredi 1 <sup>er</sup> juillet 1925	70
150 <sup>e</sup> "	mardi 7 juillet 1925	80
151 <sup>e</sup> "	mercredi 5 novembre 1925	85
152 <sup>e</sup> "	mercredi 18 novembre 1925	90
153 <sup>e</sup> "	mercredi 28 novembre 1925	99
154 <sup>e</sup> "	mercredi 2 décembre 1925	106
155 <sup>e</sup> "	mercredi 9 décembre 1925	109
156 <sup>e</sup> "	mercredi 16 décembre 1925	117
157 <sup>e</sup> "	mercredi 23 décembre 1925	119
158 <sup>e</sup> "	<del>lundi</del> 23 décembre 1925	125
159 <sup>e</sup> "	mercredi 13 janvier 1926	130
160 <sup>e</sup> "	mercredi 20 janvier 1926	134
161 <sup>e</sup> "	vendredi 29 janvier 1926	137
162 <sup>e</sup> "	mercredi 3 février 1926	139
163 <sup>e</sup> "	mercredi 17 février 1926	143
164 <sup>e</sup> "	mercredi 24 février 1926	153
165 <sup>e</sup> "	mercredi 3 mars 1926	156